

NIGER

L'Algérie condamne l'attaque terroriste perpétrée contre le village de Gaigorou

P. 3

TCHAD

Le président tchadien mort suite à des blessures reçues lors de combats dans le nord

P. 14

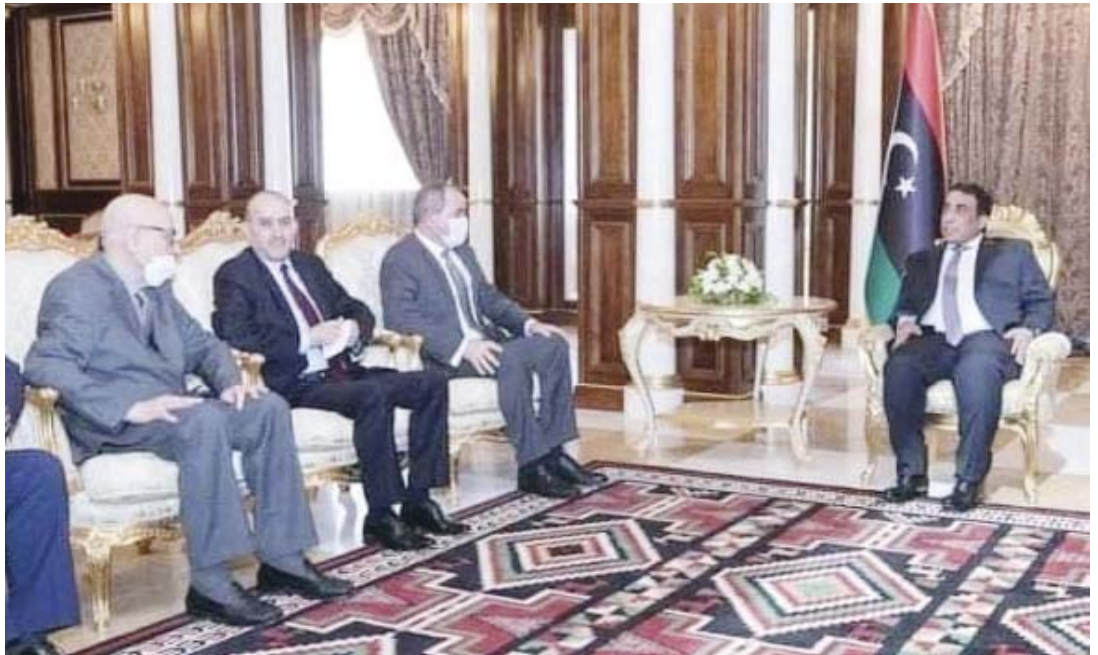
SÉCURITÉ ET STABILITÉ DE LA LIBYE

Le président du Conseil présidentiel libyen valorise le rôle de l'Algérie

Le président du Conseil présidentiel libyen, Mohamed El-Menfi, a valorisé lundi lors de l'audience qu'il accordée au ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum et à la délégation l'accompagnant, "le rôle de l'Algérie dans la sécurité et la stabilité de la Libye". M. El-Menfi a également souligné "l'attachement de la Libye à consolider la coopération dans divers domaines avec les frères Algériens et l'importance de raffermir ces relations", ajoute la même source. De son côté, Boukadoum a réaffirmé le soutien continu de l'Algérie aux efforts visant l'unification des rangs en Libye.

P. 24

DKnews-APS



DIFFUSION RADIOPHONIQUE EN TAMAZIGHT

Convention de coopération entre le HCA et la Radio nationale pour augmenter le volume horaire

P. 3

PRODUITS AGRICOLES DE LARGE CONSOMMATION

M. Hemdani prévoit la stabilisation des prix dans quelques jours

P. 4

RAMADAN - TRADITIONS

"Takdourt" un gâteau très prisé pour le premier jeûne de l'enfant dans le M'zab

P. 8

SANTÉ

FRÉQUENCE CARDIAQUE

10 choses à savoir

P.p 12-13

FOOTBALL

SUPER LIGUE

Les clubs dissidents "devront subir les conséquences" (Infantino)

P. 22



MOIS DU PATRIMOINE 2021

Coup d'envoi des festivités

P. 16

EXAMENS NATIONAUX

Retrait des convocations à partir de mai prochain

P. 2

EXAMENS NATIONAUX

Retrait des convocations à partir de mai prochain



Les élèves scolarisés candidats aux examens nationaux (fin de cycle primaire, BEM et Baccalauréat) ainsi que les candidats libres inscrits pour les examens de fin de cycle moyen et baccalauréat, session 2021, pourront retirer leurs convocations à partir de mai prochain, selon le planning suivant publié par le ministère de l'Éducation nationale :

- Examen de fin de cycle primaire (<https://cinq.oney.dz>) du 4 mai au 2 juin 2021
 - Examen du Brevet d'enseignement moyen (BEM) (<https://bem.oney.dz>) du 16 mai au 17 juin 2021
 - Examen de Baccalauréat (<https://bac.oney.dz>) du 16 mai au 24 juin 2021
- Pour ce qui est des candidats libres, le ministère souligne que ces derniers pourront retirer leurs convocations à partir des sites de l'ONEC :
- Examen de fin du Brevet d'enseignement moyen (<https://bem.oney.dz>) du 16 mai au 17 juin
 - Examen de Baccalauréat (<https://bac.oney.dz>) du 16 mai au 24 juin 2021.

TIZI-OUZOU

Des travailleurs de l'ETRHB réclament la régularisation de leur situation

Des travailleurs de l'Entreprise de travaux routiers, hydrauliques et bâtiments (ETRHB) de l'homme d'affaires Ali Haddad, emprisonné pour des affaires de corruption, ont manifesté, lundi à Tizi-Ouzou, pour réclamer "la régularisation" de leur situation, a-t-on constaté.

Lors d'une marche organisée du siège local de l'entreprise à la sortie Est de la ville, suivi d'un rassemblement devant la cour de justice, les travailleurs ont demandé le paiement de 10 mois de salaires.

Les travailleurs interpellent également les pouvoirs publics pour intervenir afin de sauver le groupe, soulignant dans ce cadre les difficultés auxquelles ils font face, notamment, la résiliation de plusieurs contrats, et ce, malgré la nomination d'un administrateur en août 2020. Ce dernier avait indiqué que la régularisation de la situation de ces travailleurs interviendrait dans le cadre de "la régularisation de la situation du groupe dans son ensemble".

Quelque 530 personnes sont employées par le groupe ETRHB à Tizi-Ouzou à travers 4 bases de vie, une unité de fabrication de bois et d'aluminium et une centrale à béton.

ILLIZI

Les recherches se poursuivent pour retrouver un jeune égaré dans la région d'In-Amenas

Les recherches pour retrouver le jeune, Yacine Benatallah, égaré depuis plus de 20 jours dans le désert d'In-Amenas, se poursuivent à travers le territoire de cette commune, a souligné lundi la wilaya d'Illizi dans un communiqué. Des forces hélicoptérées et une brigade cynophile de l'Armée nationale populaire ont été mobilisées pour le rattrassage de la région où est suspectée sa disparition, en plus de l'organisation de patrouilles mixtes avec les services de la gendarmerie nationale, est-il ajouté dans le communiqué.

Bien que son véhicule et des traces de pieds aient été découverts à l'Erg Bouharhat, dans le désert d'In-Amenas, le jeune Yacine est toujours disparu et moult questions se posent sur sa disparition subite.

Le jeune Yacine Benatallah, âgé de 29 ans, a été déclaré "égaré" le 30 mars dernier après avoir quitté son domicile à In-Amenas à bord de son véhicule à destination de la région dite "El-Aârache".

ACCIDENTS DE LA ROUTE
25 morts et 1322 blessés
en une semaine

Vingt cinq (25) personnes ont trouvé la mort et 1322 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus dans plusieurs régions du pays durant la période allant du 11 au 17 avril, indique mardi un bilan hebdomadaire de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré à M'sila avec quatre (4) morts et 51 blessés suite à 36 accidents enregistrés dans l'ensemble de cette wilaya.

Par ailleurs, les unités de la Protection civile sont intervenues pour éteindre 435 incendies urbains, industriels et autres. Concernant les activités de lutte contre la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), les unités de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 218 opérations de sensibilisation à travers le territoire national, rappelant aux citoyens la nécessité de respecter le confinement et les règles de distanciation physique, ainsi que 203 opérations de désinfection générale ayant touché l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles.

Pour ces deux opérations, 906 agents de la Protection civile, 182 ambulances et 98 engins d'incendies ont été mobilisés.

RAMADHAN

Ouverture d'un marché solidaire de proximité à Tizi-Ouzou



Un marché solidaire de proximité a été ouvert à Tizi-Ouzou, à l'occasion de ce mois de Ramadhan, par la direction locale de l'action sociale et de la solidarité (DASS), a-t-on appris, lundi, auprès de cette institution. "Ce marché est animé par plus d'une vingtaine d'artisans bénéficiaires du dispositif de l'Agence nationale de gestion du micro crédit (ANGEM). Il offre un espace à ces derniers pour commercialiser leurs produits pendant ce mois de Ramadhan à travers une vente directe producteur/consommateur, une formule avantageuse pour le vendeur et le client", a-t-on précisé de même source.

MASCARA

Découverte de 7 ossements humains suite à un glissement de terrain

Un glissement de terrain, qui s'est produit lundi dans la commune de Oued El Abtal à Mascara a fait découvrir sept (7) ossements humains, a-t-on appris auprès de la direction de la protection civile de la wilaya.

Selon le chargé de communication, le lieutenant Tahar Mehenni, ce glissement de terrain qui s'est produit dans la région de Ouled Djebbour aux abords de Oued Mina, est du, selon les premiers indices, aux fortes pluies qui se sont abattues dans la région la semaine passée, signalant la découverte de sept squelettes d'humains. Une commission formée du président de l'Assemblée populaire de la commune de Oued El Abtal, du commandant de la brigade de la Gendarmerie nationale de cette collectivité locale, d'un responsable de la protection civile et de citoyens ont procédé à la réinhumation des ossements humains au cimetière d'Ouled Djebbour.

Les services de la Gendarmerie nationale ont ouvert une enquête pour faire la lumière sur cette découverte et le glissement de terrain.

ENERGIE

M. Arkab reçoit le Pdg de Total



Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu, lundi à Alger, le PDG du Groupe Total, Patrick Pouyanné, avec lequel il a évoqué les perspectives de collaboration entre le groupe Total et Sonatrach dans des projets structurants en Algérie.

Selon un communiqué du ministère, les deux parties ont passé en revue, lors de cet entretien qui s'est déroulé au siège du ministère, les relations entre le Groupe Total et le Groupe Sonatrach, notamment dans les domaines gaziers ainsi que les perspectives de collaboration entre les deux Groupes dans des projets structurants en Algérie.

Les deux parties ont également abordé "les projets futurs à réaliser dans le gaz naturel liquéfié (GNL), les énergies renouvelables, le stockage d'énergie et la pétrochimie, notamment le projet polypropylène qui connaît un état d'avancement significatif", a précisé le communiqué.

A cet effet, les deux parties ont réaffirmé leur volonté à œuvre au renforcement du partenariat entre les entreprises Sonatrach et Total, a-t-on souligné de même source.

DROITS VOISINS

L'ONDA a versé plus de 50 millions DA

L'Office national des droits d'auteur et droits voisins (Onda) a versé plus de 50 millions de dinars au titre des répartitions des droits voisins pour l'exercice de l'année 2019, a indiqué un responsable de l'office.

Cette opération de versement des droits de reproduction (phonogramme et vidéogrammes) a concerné plus de 6300 bénéficiaires parmi eux 5756 artistes interprètes en plus des producteurs de phonogrammes, précise-t-on.

Les rémunérations versées périodiquement aux auteurs et ayants droits, proviennent essentiellement des redevances versées par les utilisateurs et exploitants publics de ces œuvres protégées et déclarées auprès de l'Onda.

L'office compte près de 23.000 artistes et auteurs membres.

TRANSPORT FERROVIAIRE

Reprise des trains voyageurs sur la liaison Oran-Béchar (SNTF)

La circulation des trains de voyageurs reprendra à partir de demain mardi sur la liaison Oran-Béchar et à partir de mercredi dans les deux sens, a indiqué lundi la Société nationale de transport ferroviaire (SNTF), assurant que les cheminots ont travaillé sans arrêts pour dégager le sable de la voie ferrée.

"La circulation des trains voyageurs reprendra à partir de demain mardi 20 avril 2021, sur la liaison Oran-Béchar et à partir de mercredi 21 avril dans les deux sens, selon les horaires habituels", a précisé la même source.

Les travaux sont toujours en cours pour dégager le sable de la voie ferrée entre Redjem Demouche et Mecheria et permettre la circulation de nouveau sur la liaison Oran-Béchar et retour, a souligné la SNTF tout en ajoutant que les trains marchandises ont repris la circulation depuis hier.

A cet effet, la SNTF a félicité les cheminots qui ont assuré, a-t-elle mentionné, "le service durant ce mois sacré de Ramadhan et ont travaillé sans arrêt dans des conditions difficiles, pour permettre la reprise de la circulation des trains sur cette ligne".

DIFFUSION EN TAMAZIGHT

Convention de coopération entre le HCA et la Radio nationale pour augmenter le volume horaire

Une convention de coopération a été signée, lundi à Alger, entre le Haut-commissariat à l'Amazighité (HCA) et la Radio nationale dans le but d'augmenter le volume horaire des programmes et émissions radiophoniques diffusant en tamazight.

Signée par le secrétaire général du HCA, Si El Hachemi Assad et le Directeur général de la Radio nationale, Mohamed Baghali, cette convention intervient en consécration de la "coopération positive entre les deux établissements visant à concourir à la préservation de l'identité nationale ancrée dans l'histoire", affirme le SG du HCA. L'augmentation du volume horaire des programmes et émissions radiophoniques en Tamazight, tous dialectes confondus, demeure "un enjeu à gagner", d'autant que l'Entreprise de radiodiffusion sonore est "un partenaire médiatique important" du HCA. A cette occasion, M. Assad a salué la valeureuse contribution de la Radio nationale et "son adhésion à la démarche visant à préserver les dimensions de l'identité nationale à la faveur de sa vulgarisation (culture amazighe) via sa grille diversifiée de programmes au contenu médiatique ciblé et équilibré, où règnent objectivité et professionnalisme comme ligne de conduite et où



prime l'intérêt suprême du pays, pour ancrer Tamazight dans la société, et partant préserver le patrimoine immatériel du pays".

La Radio nationale "est un modèle sérieux en termes de contribution à la valorisation d'un aspect essentiel de l'identité nationale, voire arabo-musulmane", a-t-il affirmé, arguant que "la présence actuelle de Tamazight via 26 stations de radio nous incite à évaluer, en toute responsabilité, sa place en tant que langue nationale officielle dans le système d'information radiophonique national, et à prospecter les enjeux futurs visant à étendre graduellement sa diffusion via les différentes stations de radios locales à travers le territoire national". M. Assad s'est également engagé en faveur du recrutement des compétences spécialisées en langue amazighe et de la formation continue des journalistes et des techniciens, soulignant que "Tamazight est un héritage commun à tous les Algériens sans exception".

TAMAZIGHT - PROMOTION

Assad : consolider les acquis pour faire avancer tamazight

Le Haut Commissariat à l'Amazighité (HCA) œuvre à la consolidation des acquis réalisés pour faire avancer davantage la mission de réhabilitation de tamazight dans tous les secteurs, a soutenu lundi le secrétaire général du HCA, Si El Hachemi Assad. Pour le premier responsable du HCA, qui s'exprimait dans un entretien à l'APS à la veille de la commémoration du 41 anniversaire du printemps berbère, tamazight est désormais l'affaire de toutes les institutions de l'Etat, relevant qu'il y a une consécration constitutionnelle, qui scelle la place de tamazight, une place "centrale, fondamentale" dans la Constitution faisant que chacun est appelé à traduire sur le terrain les dispositions de la Loi fondamentale du pays. Il a souligné que cette commémoration se fera, cette année, sous le signe de la consolidation des acquis pour faire avancer davantage cette mission de réhabilitation de tamazight. M. Assad a fait savoir que les acquis, ces dernières années, étaient l'adoption d'une nouvelle feuille de route, dans la foulée de la nouvelle Constitution, à même de faire la passerelle avec d'autres départements ministériels, en dehors des partenaires traditionnels, l'Education, l'Enseignement supérieur, la Formation professionnelle et la Communication, notamment les ministères de la Justice, l'Intérieur et l'Environnement.

Abordant l'évolution de tamazight, il a indiqué que celle-ci était visible dans l'enseignement à l'école dans le cadre de l'éducation nationale et l'enseignement supérieur essentiellement, concédant, toutefois, qu'elle n'était pas totalement généralisée, mais elle est une réalité exprimée. "Il y a des manquements que nous signalons à chaque fois et, pour le moment, il n'y a pas un plan de généralisation", a-t-il déploré. "Beaucoup reste à faire, à parfaire, d'où la nécessité d'établir ces passerelles avec les secteurs concernés pour assurer un accompagnement et des formations", a-t-il dit.

M. Assad a indiqué que l'institution du Prix du président de la République pour la littérature et la langue amazighe en 2020, était un "acquis majeur" et un dispositif "important", car il encourage tous ceux qui produisent et portent des projets, dans des domaines divers notamment dans la linguistique, la littérature dans tous ses genres, le patrimoine immatériel, mais aussi la recherche en technologie et en numérique. Il a noté, à cet effet, les évolutions enregistrées par la famille de la presse, notamment le travail accompli par l'APS depuis 2015 avec la création de son site en tamazight, ainsi que la généralisation qui commence à être visible dans les radios régionales. Evoquant le domaine de l'édition, M. Assad a indiqué qu'il

avait pris de l'essor depuis quelques années, relevant que le HCA est devenu la maison d'édition par excellence de tamazight. Sur la question amazighe, il a dit constater qu'il y avait une "réelle décripation" des mentalités, suscitée essentiellement par l'action des citoyens, ainsi que par l'engagement du président de la République, qui inscrit la promotion de tamazight d'une manière "définitive et résolue, loin du politique". C'est une action menée par toutes les institutions de l'Etat, s'est-il réjoui, ajoutant qu'il y a une vision aujourd'hui qui incarne un nouveau cap des futures missions institutionnelles de tamazight, loin du champ politique, qui doit s'orienter vers la recherche et la production. "C'est un peu l'orientation que donne le président de la République pour asseoir une politique de promotion", a-t-il affirmé.

L'Académie de la langue amazighe, une structure à renforcer

Concernant l'Académie algérienne de la langue amazighe, dont les membres ont été nommés en 2019, M. Assad a préconisé d'élargir la composante pour d'autres compétences, de renforcer cette structure et lui donner un deuxième souffle pour prendre en charge toutes les questions ayant trait à Tamazight. Pour lui, la problématique qu'il faut prendre

en charge consiste en l'aménagement et la normalisation de la langue qui est du ressort justement de cette Académie, relevant qu'elle doit commencer à travailler et être opérationnelle. Pour lui, c'est une occasion de faire la précision sur la relation de complémentarité, d'interaction entre le HCA et cette Académie pour l'évolution de tamazight, rappelant que l'Etat avait mis le réseau institutionnel pour la promotion de cette langue. "Nous avons un réseau institutionnel qui doit faire face à ces problématiques, dans la complémentarité, mais hélas beaucoup d'institutions sont en jachère", a-t-il regretté. Depuis la création du HCA en 1995, l'enseignement de la langue amazighe a connu des avancées indéniables, ce qui a abouti à la création de l'Académie qui s'inscrit dans le prolongement de la promotion et du développement de cette langue. La création de cette Académie demeure aussi un acquis pour Tamazight, dont l'enseignement au niveau national est assuré actuellement dans plusieurs wilayas, ce qui, estime-t-on, permet de veiller à la sauvegarde de Tamazight en tant que langue, culture et patrimoine à travers des procédés scientifiques à même de garantir son essor et impulser son utilisation dans les domaines de la création scientifique, littéraire et médiatique, et à assurer sa généralisation à tous les Algériens.

ENERGIE RENOUVELABLE

Plan d'hydrogène vert : signature de "la déclaration d'Alger"

"La déclaration d'Alger" sur le plan d'hydrogène vert a été signée lundi à Alger par le ministre de la Transition énergétique et des énergies renouvelables, Chems Eddine Chitour et le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, lors d'un workshop, co-organisé par les deux départements. Lors de son allocution présentée à ce workshop, organisé sous le thème "développement de la filière de l'hydrogène et son potentiel pour la transition énergétique", M. Chitour affirmé que cette rencontre, qui a réuni les chercheurs et les compétences nationales, constitue une première étape d'un plan pour développer la filière de l'hydrogène vert en Algérie. "Une fois finalisé, ce plan sera présenté au gouvernement", a-t-il précisé. Le ministre a souligné l'impératif pour l'Algérie d'aller graduellement vers les énergies propres, dont l'hydrogène vert et de préparer sa transition énergétique pour 2030, en limitant la surexploitation des énergies fossiles, qui sont en continu déclin, en plus de leur impact négatif sur l'environnement. Pour M. Chitour, l'hydrogène est actuellement le combustible propre de substitution stratégique des prochaines décennies face aux problèmes liés à la crise actuelle de l'énergie, et aux émissions de gaz à effet de serre. Pour étayer ses propos,

il a cité la nouvelle approche de l'Union européenne pour développer l'hydrogène vert. "Les pays de l'UE ont adopté une stratégie d'ensemble avec un consensus pour la mobilisation de 300 milliards d'euros consacrés au plan hydrogène", a-t-il dit, expliquant que l'objectif était de réduire les émissions de carbone de l'économie de l'UE et d'atteindre une neutralité carbone en 2050.

A ce titre, le ministre a souligné la nécessité pour l'Algérie de "rattraper le train du progrès, en misant sur un plan renouvelable vert", affirmant que ce workshop était justement le début de la recherche appliquée dans ce domaine, après la capitalisation des données importantes sur cette filière avec une centaine de chercheurs à travers tout le pays. Il a appelé les différents acteurs à s'organiser autour de ce projet pour créer une synergie entre les différentes structures de recherche travaillant sur l'hydrogène.

Le ministre a également souligné la nécessité de développer la coopération internationale dans ce domaine, en citant notamment le partenariat allemand qui pourrait aider l'Algérie dans le développement de son plan solaire et dans la production de son hydrogène vert.

Pour sa part, M. Benziane a souligné l'importance de cet atelier qui a réuni les chercheurs et les com-

pétences nationales spécialisés dans le domaine pour étudier les moyens à mettre en œuvre afin de développer la filière de l'hydrogène vert en Algérie. "Ces chercheurs détermineront les étapes à entreprendre et les équipements supplémentaires à mobiliser et leurs propositions seront présentées au gouvernement afin d'avoir le financement nécessaire pour le lancement de cette filière", a-t-il fait savoir.

L'objectif, a-t-il poursuivi, c'est d'aller vers une faisabilité à court, moyen et long terme de ce projet et de mobiliser tous les moyens et les mettre à la disposition des chercheurs. Le ministre a également évoqué la possibilité de développer le système de formation et de nouvelles spécialités en rapport avec le domaine. Selon ses propos, il s'agit également de promouvoir la recherche appliquée dans ce domaine de la production de l'hydrogène d'origine renouvelable, les modes de stockage de cette énergie propre et les modes de son transport. Le ministre a enfin souligné que le développement des énergies renouvelables s'impose pour l'Algérie afin d'assurer sa sécurité énergétique, notamment avec l'épuisement des énergies conventionnelles. A ce titre, il a rappelé la feuille de route du gouvernement pour l'élaboration d'un modèle énergétique national durable pour 2030.

ALGÉRIE-PNUD

Bonne gouvernance : session de formation virtuelle à compter du 20 avril

L'Office national de Prévention et de Lutte contre la Corruption (ONPLC) organise, les 20, 21 et 26 avril à Alger, une session de formation virtuelle autour de "la bonne gouvernance", qui sera dispensée par des experts internationaux au profit de ses cadres, de ceux des départements ministériels ainsi que d'institutions publiques, indique lundi, un communiqué de l'Office.

Intitulée "La bonne gouvernance: de la théorie à la pratique: un aperçu des principes clés et des expériences comparatives", cette formation, qui se tiendra avec le concours du Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD), se déroulera sous formes de sessions animées autour de nombreuses thématiques liées à la corruption, sachant que l'ouverture de la rencontre sera marquée par les allocutions du président de l'ONPLC, Tarek Kour, du président du Conseil national économique, sociale et environnementale (CNSE), Réhda Tir, ainsi que du Représentant Résident-adjoint du PNUD Algérie, Edwine Carrié. La session inaugurale traitera, durant la matinée, des "concepts clés de la bonne gouvernance et les Objectifs de Développement durable (ODD)", tandis que le second jour sera consacré à l'"ODD 16 et gouvernance inclusive: de la théorie à la pratique", en se penchant notamment sur "les mécanismes de la gouvernance inclusive", à travers "les plates-formes locales" ainsi que "les villes intelligentes", est-il précisé. Les expériences de l'Amérique latine et des Caraïbes en matière de "gouvernance locale et innovation" seront également abordées lors de cette journée qui fera connaître les pratiques et approches de la bonne gouvernance au niveau local, dans différents contextes et continents, zones urbaines et rurales, tout en mettant en avant l'apport de la technologie et de l'innovation à la gouvernance locale.

Enfin, le dernier jour sera dédié, dans sa matinée, aux "Bonnes pratiques et normes internationales de la bonne gouvernance", celles jugées "pertinentes pour le contexte algérien", expliquent les organisateurs, alors que la session de l'après-midi se focalisera sur "La prévention et la lutte contre la corruption".

TOURISME

Encourager l'investissement et la numérisation pour un décollage économique (Ministre)

Le ministre du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial, Mohamed Ali Boughazi, a affirmé lundi depuis Chlef, que l'encouragement de l'investissement touristique et la numérisation du secteur s'inscrivent dans le cadre des efforts de l'Etat en vue de concrétiser un véritable décollage de l'économie et du développement.

En marge d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Chlef, le Premier responsable du secteur du Tourisme en Algérie a indiqué que "l'encouragement de l'investissement touristique et l'amélioration de la gestion du secteur à travers la numérisation, s'inscrivent dans le cadre des efforts de l'Etat en vue de concrétiser un décollage aussi bien de l'économie que du développement, ce qui aura une incidence positive sur le volet social".

Soulignant que l'Algérie dispose des potentialités de relance et de décollage de son économie et de son développement, le ministre a fait savoir que l'encouragement de l'investissement, la facilitation des procédures à tous les niveaux et la numérisation s'inscrivent dans le cadre de la bonne gestion et de la transparence (...). Cette vision globale de relance au plan économique et de développement est à même d'avoir un impact positif sur l'aspect social de la population, a ajouté M. Boughazi.

Pour le ministre, "l'Algérie Nouvelle se construit par les bras de ses propres enfants à travers un investissement sérieux dans tous les secteurs et l'adaptation aux évolutions technologiques et numériques, d'autant qu'elle dispose d'Écoles



supérieures, d'universités et de compétences, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur".

Plaidant pour la valorisation des atouts touristiques dont recèle le pays, à travers la promotion de différentes régions et la formation de la main-d'œuvre qualifiée, le ministre a mis l'accent sur la qualité des prestations dans lesquelles il faut prendre en compte les standards mondiaux pour pouvoir drainer les touristes nationaux et étrangers. M. Boughazi a évoqué au passage les zones d'extension touristique

(ZET) "dont les travaux de certains ont été lancés alors que d'autres connaissent des obstacles et des problèmes d'ordre juridique", assurant que son secteur s'attèle à les aplanir. A l'occasion de sa visite dans la wilaya de Chlef, le ministre du Tourisme a inauguré deux (02) structures renforçant la capacité d'accueil touristique, à savoir l'hôtel Hafef (04 étoiles) d'une capacité de 96 lits et le restaurant "Aqua number one".

Au centre ville de Chlef, le ministre s'est rendu à l'hôtel Mirador où il s'est enquis du

respect du protocole sanitaire et a écouté les préoccupations de plusieurs opérateurs économiques, s'engageant à les prendre en considération.

Dans la daïra de Beni Haoua, dernière halte de sa visite, M. Boughazi a inspecté le projet de réalisation de l'hôtel Tigza et suivi un exposé sur le projet de "la plage intelligente", conçu par trois jeunes de la wilaya. Une initiative saluée par le ministre, d'autant qu'elle est principalement basée sur la technologie pour l'amélioration des prestations touristiques.

PRODUITS AGRICOLES DE LARGE CONSOMMATION

M. Hemdani prévoit la stabilisation des prix dans quelques jours

Le ministre de l'Agriculture, Abdelhamid Hemdani, a dénoncé, lundi à Alger, la spéculation sur certains produits de large consommation, notamment la pomme de terre, en prévoyant la stabilisation des prix dans les jours qui suivent grâce à l'entrée sur le marché des produits de saison.

Lors d'une visite inopinée à un point de vente direct implanté à Bab El Oued (au centre de la capitale), le ministre a déploré la spéculation dont ont fait l'objet certains produits agricoles de large consommation, à l'instar de la pomme de terre, ne trouvant aucune justification à la hausse du prix de ce produit, ni même les intempéries qu'a connu le pays au cours du week-end dernier. M. Hemdani a assuré que son département ne cessera d'intervenir en approvisionnant le marché, notamment avec des opérations de déstockages comme celle effectuée dimanche sur la pomme de terre, dans le but de "casser la spéculation" qui est, selon lui, "un fléau que chacun doit combattre à son niveau". Il a rappelé

que son département avait annoncé qu'il allait intervenir en cas de perturbation dans l'approvisionnement du marché en certains denrées afin de "l'équilibrer" et assurer la stabilisation des prix, que ce soit concernant la pomme de terre, les viandes blanches ou tout autre produit.

M. Hemdani a tenu, en outre, à indiquer que le ministère de l'Agriculture a ouvert plus de 500 points de vente directs à travers l'ensemble du territoire national dans le but d'assurer aux citoyens "des produits de qualité appréciable à des prix accessibles", en plus de la mise en place d'une plateforme numérique, en l'occurrence "El Firma" afin qu'ils puissent localiser ces points de ventes.

Le ministre a prévu, de plus, qu'à la faveur de l'entrée sur le marché de produits de saison, tels que la pomme de terre, et la poursuite des actions de régulation entreprises par son département, "le marché se stabilisera dans les jours qui suivent".

ZONES D'OMBRE

Poursuite du recensement à l'échelle nationale (Brahim Merad)

Le Chargé de mission à la présidence de la République, Brahim Merad, a indiqué lundi à Blida que l'opération de recensement des zones d'ombre, à travers différentes wilayas, se poursuivait, en application des instructions du président de la République.

"A ce jour, nous avons recensé 15.044 zones d'ombre abritant huit millions d'âmes, et les opérations de recensement de ces zones d'ombre à travers la totalité des wilayas, se poursuit toujours", a déclaré Brahim Merad, en marge de l'inspection de projets de développement en cours de réalisation, au niveau d'un nombre de zones reculées de Blida.

Il a signalé la tenue, après le parache-

vement de cette opération de recensement, d'une "rencontre avec les représentants de la presse nationale pour les informer de toutes les nouveautés concernant ce dossier, dont le suivi est assuré par le président de la République en personne", a-t-il affirmé. S'agissant des critères fixés pour le classement de ces zones, le même responsable a soutenu que "toute région dénuée des moindres conditions de vie et accusant un manque en routes, en voies d'accès, et en matière d'éclaircissement aux réseaux d'électricité, de gaz, et d'alimentation en eau potable (AEP) sera classée zone d'ombre", a-t-il fait savoir. Le Chargé de mission à la présidence de la République a, par ailleurs, souligné l'inscription de

sa visite à Blida au titre de la série de visites effectuées, par lui, dans différentes wilayas, en vue de "prendre contact avec les populations de ces régions, écouter leurs doléances et les rassurer quant à la détermination de l'Etat à changer, au mieux, leurs conditions de vie", a-t-il indiqué.

A l'entame de sa visite, M. Merad a suivi un exposé sur le premier bilan de la wilaya concernant la prise en charge des zones d'ombre à son niveau au nombre de 383, pour un exposé des projets programmés pour l'amélioration des conditions de vie des populations de ces zones. Il s'est, par la suite, rendu au niveau d'un nombre de ces zones, dans les communes de Blida, Ben Khelil et Boufarik.

TUNNEL DE DJEBEL OUAHCH (CONSTANTINE)

Réception "durant l'année 2025" (ministre)

Le ministre des Travaux publics et des Transports, Kamel Nasri, a affirmé lundi à Constantine, que la réception du tunnel de Djebel Ouahch dont la réhabilitation a été confiée à l'entreprise nationale de travaux publics Cosider, est prévue "durant l'année 2025".

S'exprimant lors d'un point de presse, en marge d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya, le ministre a indiqué que la réception du tunnel reste "tributaire de la cadence imprimée aux travaux", louant à cet effet l'expérience algérienne qu'il a jugé "suffisante pour gérer des projets nationaux et résoudre des problèmes complexes liés en particulier au secteur des travaux publics". Dans ce contexte, le ministre a estimé que l'exemple de Cojaal qui n'a pas pu résoudre le problème du tunnel de Djebel Ouahch, situé sur les hauteurs de Constantine est "révélateur du fait que le savoir-faire n'est le monopole de personne".

Confiées à l'entreprise Cosider, les travaux de parachèvement d'un linéaire de 450 mètres avancent à un rythme "moyen", selon des explications données sur place par le sous-directeur chargé des travaux au sein de cette entreprise, Rafik Belala, soulignant que les travaux de réhabilitation du tronçon de 140 mètres ayant subi un éboulement sont en cours.

Le même responsable a fait savoir que les taux d'avancement de ces deux projets, ont atteint respectivement 25 et 15 %. Le lancement de ces deux opérations intervient suite à l'établissement d'une expertise, une investigation et une étude approfondie par une entreprise italienne privée, spécialisée en géotechnique, et cela afin de permettre une meilleure gestion de ce chantier présentant un danger pour les travailleurs, a expliqué à l'APS le même responsable.

L'opération de réhabilitation de ce tunnel relevant de l'autoroute Est-ouest, lancée en 2017, n'a pas été encore achevée pour de multiples raisons en rapport notamment avec la complexité du relief constituant un véritable danger pour la main-d'œuvre, a-t-il soutenu, soulignant que quatre (4) bureaux d'étude italiens ont été désignés pour assurer le suivi et le contrôle des travaux parallèlement aux travaux de reconstruction et de confortement engagés.

Les actions en cours se déroulent conformément à la mise en place d'un planning arrêté par les techniciens de Cosider devant prendre en considération les réserves et les solutions proposées dans le cadre de l'étude réalisée, ont fait remarquer les responsables chargés de ce projet, notant que des mesures portant sécurisation, protection et d'intervention techniques, ont été prises à l'effet d'accélérer les travaux.

L'ensemble des travaux de consolidation, de confortement et de parachèvement de ce tunnel long de 2 km a nécessité jusqu'à présent un budget d'investissement d'environ 17 milliards DA, selon la même source. Par ailleurs et lors de sa visite au projet de réalisation d'une bretelle reliant la RN 3 dans son segment relevant de la commune de Zighoud Youcef (Nord de Constantine) et l'autoroute Est Ouest, M. Nasri qui a exprimé son insatisfaction quant aux travaux d'avancement de cette opération, a donné des instructions fermes aux responsables de l'entreprise chargée de la concrétisation de ce projet dans le but d'accélérer ce chantier ayant enregistré un retard jugé "flagrant". Le retard signalé dans la réalisation de cette route de 10 km, lancé fin 2014, est dû à la nature du sol et au glissement de terrain, a indiqué à l'APS le directeur des travaux publics (DTP) de Constantine Rachid Ourabah. L'enveloppe financière allouée pour la réalisation de cette opération, dont le taux d'avancement des travaux est estimé à 70 %, s'élève à 4,7 milliards DA, a-t-il conclu.

CONSTANTINE

Lancement des essais techniques sur la ligne d'extension du tramway

Les essais techniques de la 2ème tranche de la ligne d'extension du tramway de Constantine ont été lancés, lundi, en présence du ministre des Travaux publics et des Transports, Kamel Nasri, à l'occasion d'une visite de travail et d'inspection dans cette wilaya.

Il s'agit de la phase finale des essais dynamiques et des intégrations système sur le tronçon de cette deuxième tranche d'extension du tramway, qui s'étend de l'entrée de la circonscription administrative Ali Mendjeli (Constantine) jusqu'à l'université Abdelhamid Mehri-Constantine 2, sur une distance de 3,5 km.

A cette occasion, M. Kamel Nasri, accompagné du wali de Constantine, Ahmed-Abdelhafid Saci, des autorités locales civiles et militaires, ont inspecté l'intégralité de la nouvelle extension de la ligne du tramway à partir de la station "Kadri Brahim" jusqu'au terminus "Université Abdelhamid Mehri". "L'extension de la ligne du tramway de la station "Kadri Bra-



him" jusqu'à celle de l'université Constantine-2 sera prochainement mise en exploitation commerciale après la levée des réserves et la réusite des tests de trafic qui permettront l'obtention des autorisations nécessaires", a annoncé le ministre des Travaux publics et des Transports. M. Nasri, s'est rendu également au centre de contrôle du trafic du

tramway situé dans la cité Zouaghi Slimane, où il a écouté un exposé sur ce tronçon, doté de six stations de voyageurs, six guichets commerciaux, deux agences commerciales, ainsi que trois sous-stations électriques, deux trémies tramways et un viaduc.

Lors de cet exposé, les responsables de l'entreprise d'Alstom ont présenté au ministre de tu-

telle une proposition d'une nouvelle extension du tramway de Constantine de l'université Abdelhamid Mehri vers l'extension Ouest de Ali Mendjeli, a-t-on relevé, notant que ce projet a reçu l'appréciation du ministre qui a assuré que sa concrétisation sera décidée par les pouvoirs publics suite à l'évaluation de la prochaine loi de finance". Pour rappel, le ministre des Travaux publics et des Transports, a inauguré durant sa visite à Constantine, une tour de contrôle à l'aéroport international Mohamed Boudiaf, dotée d'équipements technologiques de dernière génération dans le cadre du développement et de la modernisation de la gestion de l'espace aérien national.

PORT D'ORAN

346 containers ont dépassé les délais de sortie du port

Pas moins de 346 containers ont dépassé les délais réglementaires de sortie du port d'Oran fixés à 21 jours, a-t-on appris lundi du Président directeur général de l'Entreprise portuaire d'Oran (EPO), Korba Mokhtar.

Dans une déclaration à l'APS, M. Korba a indiqué que 2.315 containers se trouvent actuellement au niveau du port dont 1.969 sont dans les délais réglementaires fixés à 21 jours et 346 autres ont dépassé ces délais de leur sortie du port, ajoutant que 90 containers sur les 346 sont 40 à 120 jours au port dépassant les délais réglementaires fixés à 21 jours ce qui nécessite leur sortie et leur transfert vers les 14 entrepôts douaniers que compte la wilaya. Le port dispose actuellement de deux scanners et est en voie d'acquiescer un troisième qui sera mis en place au niveau du terminal des containers prévu d'être réceptionné en juin prochain, ce qui permettra d'améliorer les conditions de gestion de l'activité des containers, a-t-il fait savoir. Avec la réception du projet

d'extension du port, le traitement de 500.000 containers par an est prévu dans une première étape et sera revu à la hausse à 1 million de containers/an dans les prochaines années, a souligné Korba Mokhtar, ajoutant que le port pourra accueillir des navires d'un chargement de 4.000 à 8.000 containers.

Les travaux dotés d'une enveloppe de 12 milliards DA portent sur l'extension du bassin d'eau de 16,5 à 24 hectares, la réalisation d'un quai de 460 mètres de long et d'une profondeur (tirant d'eau) de moins de 14 mètres conformément aux normes internationales en vigueur au niveau de la Méditerranée, selon le Pdg de l'EPO.

Parallèlement au projet d'extension, le port d'Oran sera doté de deux engins de déchargement des conteneurs et de sept autres de chargement et de transfert des conteneurs du quai vers le terminal des containers, "ce qui donnera plus de dynamisme à l'activité portuaire", a souligné le Président directeur général de l'EPO.

MASCARA

Réalisation de 22 transformateurs électriques depuis le début de l'année 2021

Pas moins de 22 transformateurs électriques ont été réalisés pour nombre de communes de la wilaya de Mascara depuis le début de l'année en cours, a-t-on appris lundi du directeur d'unité de Mascara de la Société de distribution de l'électricité et du gaz, Fouad Boudaoud. M. Boudaoud a indiqué, à l'APS, que ses services ont réussi, à la faveur du programme d'investissement de l'année 2021, la réalisation de 22 transformateurs à travers 13 communes dont Mascara, laquelle a été renforcée par 6 transformateurs et ce, pour améliorer l'approvisionnement en élec-

tricité et éviter les perturbations et les coupures d'électricité à répétition durant la saison estivale prochaine. Le même responsable a souligné que l'unité de distribution d'électricité et du gaz de Mascara a lancé récemment trois projets de réalisation de 3 sources électriques dans les communes de Mamounia, Ghriess et Mohammadia afin de garantir à la wilaya un meilleur approvisionnement en cette énergie, pour une enveloppe de 1,5 milliard DA. Il a par ailleurs déclaré que la réception est attendue pour la fin de l'année 2022. Cette unité a procédé également,

il y a peu, à la réalisation de 4 lignes électriques de départ sur un linéaire de 70 kilomètres, dans le cadre du programme d'extension du réseau électrique dans la wilaya. La wilaya de Mascara connaît une amélioration en matière d'alimentation électrique, sachant que le problème des perturbations et des coupures électriques, notamment en temps de pic, a été surmonté grâce aux investissements consentis par la société dans le domaine de la maintenance des réseaux et de la réalisation de transformateurs, selon la même source.

CONSTANTINE

Inauguration d'une tour de contrôle à l'aéroport Mohamed Boudiaf

Le ministre des Travaux publics et des Transports, Kamel Nasri, a inauguré, lundi, une tour de contrôle à l'aéroport international Mohamed Boudiaf de Constantine, à l'occasion d'une visite de travail et d'inspection dans cette wilaya.

Dotée d'équipements technologiques de dernière génération, cette structure édifiée aux normes universelles, en béton armé et charpente métallique sur une superficie de 350 m2, est composée d'une tour qui s'élève à une hauteur de 45 mètres et d'un bloc technique qui renferme les salles techniques et les bureaux de l'administration, selon les explications fournies sur les lieux au ministre.

Située en haut de la tour et appuyée sur un noyau structural circulaire diaphane en verre afin de garantir un angle de vision optimale, la salle de vigie où s'exerce le contrôle des activités d'aérodrome, s'étend sur une surface de 75 m2 et permet d'assurer une meilleure sécurité du trafic aérien et des aéronefs, a-t-on ajouté, no-

tant que cette structure aéroportuaire a été mise en exploitation le 18 février dernier. "C'est une fierté pour l'Algérie de disposer de plusieurs aéroports dotés de tours de contrôle réalisées dans le cadre du développement et de la modernisation de la gestion de l'espace aérien national", a déclaré Kamel Nasri, soulignant que "le pays veille à respecter toutes les consignes de sécurité recommandées par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)".

Le ministre des Travaux publics et des Transports a fait également savoir que "l'Etat accorde une attention particulière au renforcement de sa renommée mondiale dans ce domaine en œuvrant à la réalisation d'infrastructures aéroportuaires conformes aux normes internationales dans le but de fournir une meilleure qualité de service du trafic passager qui repose sur les plans de formation continue des personnels gestionnaires de l'espace aérien national".

EL TARF

Création prochaine de deux nouvelles mini-zones d'activité commerciale

La wilaya d'El Tarf sera renforcée "prochainement" par deux nouvelles mini-zones d'activité commerciale (ZAC), appelées à créer des projets d'investissement pourvoyeurs d'emploi et de richesse, a-t-on appris lundi du directeur local de l'industrie. Selon Abdelhak Meziani, deux nouvelles mini-zones d'activité commerciales de trois (3) hectares chacune, seront créées respectivement à M'redima, relevant de la commune frontalière d'El Kala et à Bibta, dans la commune de Bouhadjar, à la faveur des efforts de mise en œuvre des orientations du gouvernement visant l'encouragement de l'investissement.

Ces deux nouveaux sites ont été proposés lors de la dernière visite du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des micro-entreprises dans cette wilaya de l'extrême Nord Est du pays, a-t-il dit, précisant que ces ZAC englobent 44 lots d'une superficie totale de près de 2.000 m2. Le coût estimatif global des travaux de viabilisation de ces mini ZAC, destinées à l'implantation de projets intéressant différents domaines d'investissement, s'élève à près de 250 millions de dinars, a signalé le même responsable. Par ailleurs, l'opération d'assainissement en cours en vue de promouvoir l'investissement dans la wilaya d'El Tarf, enregistre actuellement un taux d'avancement de l'ordre de 70%, selon le wali Harfouche Benarar. Aussi, une dizaine d'assiettes totalisant 9 ha ont été récupérées et 7 désistements concernant 16 ha ont été aussi enregistrés au niveau de la wilaya d'El Tarf, a fait savoir la même source. Réputée pour son important potentiel naturel, agricole et touristique,

la wilaya d'El Tarf avait consacré, il y a de cela cinq ans, plus de 160 ha pour la concrétisation de nombreux projets d'investissement touristique, destinés à la création de près de 15.000 emplois, a-t-on rappelé. La wilaya d'El Tarf compte, un important parc industriel sis à El Matroha, s'étalant sur 70 ha, ainsi que trois zones d'activité, en l'occurrence El Matroha, Zerizer et Daghoussa, totalisant une superficie globale de 22 ha auxquels s'ajoutent plus d'une trentaine de lots récupérés, entre autres à M'redima, El Chatt, Boufara et Chihani.

BORDJ BOU ARRERIDJ

Levée du gel sur les projets d'aménagement de nouveaux logements

La direction de l'urbanisme et de la construction de Bordj Bou Arreridj a annoncé la levée du gel sur les projets d'aménagement urbain et de raccordement aux divers réseaux de logements réalisés et non encore distribués dans plusieurs communes de la wilaya.

La décision concerne près de 14 projets de logements publics localitifs (LPL) réalisés dans plusieurs communes, dont Medjana, Ain Taghrout,

El Hamadia, El Anseur, Ouled Brahem, Sidi Mebarek et Bir Kasdali ainsi que les projets de type location-vente AADL à l'entrée Nord du chef-lieu de wilaya, a précisé la même source.

Ces actions nécessitant plus de 650 millions DA permettront de rattraper le grand retard enregistré dans les travaux d'aménagement extérieur après l'achèvement des travaux intérieurs de ces logements réalisés depuis plus d'une année dans ces communes.

Les actions d'aménagement extérieur incluent le raccordement aux divers réseaux d'électricité, de gaz et d'éclairage public et leur exécution devra permettre la distribution de ces logements "dans les plus brefs délais", a-t-on ajouté.

La décision de levée de gel concerne aussi d'autres projets de raccordement aux divers réseaux des projets AADL réalisés au chef-lieu de wilaya.

APS

PORT DE MOSTAGANEM Hausse record du volume des exportations au 1^{er} trimestre 2021

Le port commercial de Mostaganem a enregistré durant le 1^{er} trimestre de l'année en cours une hausse record du volume des exportations qui ont atteint ainsi 105.000 tonnes, a-t-on appris lundi auprès de la Direction générale de cette entreprise portuaire.

Les chiffres avancés par le département commercial du port font état d'une augmentation "record" du volume des exportations ayant dépassé 105.000 tonnes pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 mars de l'année en cours, contre 13.000 tonnes durant la même période de l'année écoulée.

Le chef de département commercial et de l'exploitation, Bentazi Abderrahmane a imputé, dans une déclaration à l'APS, cette évolution à l'intensification de l'activité du groupe de sidérurgie "Tosyali" sis à Bethioua dans la wilaya d'Oran, qui a effectué durant les mois derniers, 10 opérations d'exportation vers l'Angleterre, la Mauritanie, la Belgique, la Turquie, l'Allemagne et les Etats-unis d'Amérique.

Il a été procédé, durant cette période, à l'exportation de 87.000 tonnes de rond à béton, 6.600 tonnes de fil de machine et 5.500 tonnes des barres d'acier, a ajouté le même responsable. A ces exportations de produits sidérurgiques, s'ajoutent 1.233 tonnes de hélium exportés vers la France, 200 tonnes de produits alimentaires, des dattes et fruits en direction de plusieurs pays ainsi que 4.638 tonnes de marchandises, produits et matériels. M. Bentazi a expliqué que le volume des exportations durant le mois de mars dernier a dépassé celui des importations pour la première fois dans l'histoire du port de Mostaganem, après l'exportation de plus de 63.000 tonnes de produits sidérurgiques à bord de 6 navires vers 4 directions. Le port de Mostaganem s'est transformé ces dernières années en plateforme dynamique du commerce extérieur, aussi bien pour l'importation que pour l'exportation des produits sidérurgiques vers l'Europe (le Royaume-Uni, la Belgique, l'Allemagne, la Turquie, l'Afrique (Le Sénégal, Le Bénin et la Mauritanie) et l'Amérique (USA et Canada) après que le volume des exportations et des importations de ces produits a dépassé 2 millions de tonnes depuis 2016.

COMMERCE Tamanrasset entame les préparatifs pour l'Assihar

La wilaya de Tamanrasset a entamé lundi les préparatifs pour la tenue en novembre prochain de l'Assihar, une manifestation économique de dimension africaine. Les préparatifs ont été amorcés par une réunion, en présence des représentants des Chambres de l'Agriculture et du Commerce, ainsi que des organisations patronales et d'opérateurs économiques, consacrée à la constitution des différentes commissions d'organisation (hébergement, transport, santé, énergie, organisation de l'exposition, etc.). L'Assihar 2021 sera une opportunité pour renforcer les capacités du produit algérien à conquérir le marché africain, a affirmé à cette occasion le wali de Tamanrasset, Mustapha Koriche. Les préparatifs de l'Assihar, qui va s'étaler sur une période d'un mois, permettront d'arrêter un plan d'action des commissions d'organisation en vue de réunir les bonnes conditions d'accueil des participants issues des différentes régions du pays, via les Chambres de commerce et d'industrie, ainsi que des opérateurs économiques de pays voisins, a-t-on souligné lors de la rencontre. Les organisateurs travailleront aussi sur les moyens de faciliter le déplacement des caravanes entrant en territoire national via le poste d'In-Guezzam, en prévoyant des points d'approvisionnement en carburant sur l'itinéraire In-Guezzam/Tamanrasset, afin de faciliter l'acheminement des marchandises destinées à l'exposition dans le cadre de l'Assihar, en plus de préparer et d'aménager les sites nécessaires et les espaces suffisants pour l'exposition des différentes marchandises.

Ceci, en plus de prévoir des activités culturelles et touristiques, ainsi que l'organisation de journées d'études et d'ateliers s'intéressant à la dynamisation des échanges économiques et des services avec l'Afrique. Le représentant de la Confédération algérienne du patronat citoyen à Tamanrasset, Bachir Hadj Ibrahim, a mis l'accent, pour sa part, sur l'accompagnement des opérateurs économiques dans leurs exportations, selon une approche purement économique contribuant à orienter l'économie nationale vers l'Afrique et dégager de réelles opportunités de partenariat avec les pays du voisinage, voire avec l'ensemble des pays africains. L'Assihar se présente déjà comme l'opportunité de matérialiser cet accompagnement, à travers des contacts d'affaires directs entre les opérateurs algériens et leurs homologues des pays participants, a-t-on soutenu. Le président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Tamanrasset, Abdelkrim Benabdelkrim, a évoqué, dans ce cadre, la question de la "domiciliation bancaire" en vue de faciliter les opérations de transfert de fonds, au titre de la promotion du commerce extérieur en direction de l'Afrique.

GAZ Nette hausse des exportations algériennes au 1^{er} trimestre 2021 (Sonatrach)

Les exportations gazières de l'Algérie ont enregistré une nette hausse au premier trimestre 2021 grâce à l'augmentation de sa production et de la demande de ses clients, a indiqué mardi Sonatrach dans un communiqué.

"En dépit d'un contexte particulier lié à la prolongation de la pandémie de Covid-19, l'Algérie a enregistré un bond appréciable de ses exportations gazières durant le premier trimestre 2021 grâce à une hausse de la production, combinée au renforcement de la demande de ses clients", note la même source.

L'Italie a constitué, durant le premier trimestre de l'année en cours, la première destination des exportations algériennes de gaz avec un volume total de 6,4 milliards de mètres cubes (m3), soit une progression de 109% par rapport à 2020. L'Algérie consolide ainsi sa position de deuxième fournisseur de gaz de l'Italie avec des parts de marché à 35%



contre 16% durant la même période de 2020. En deuxième position vient la péninsule ibérique (Espagne et Portugal), avec un volume exporté, au

premier trimestre 2021, de 4,3 milliards de m3, soit une progression de 122% par rapport à la même période de 2020, ce qui représente une part de

marché de plus de 47% contre seulement 21% durant le premier trimestre 2020. Avec cette performance, l'Algérie maintient sa position de premier fournisseur de gaz sur ce marché stratégique, souligne Sonatrach. De plus, les exportations gazières ont atteint d'autres marchés historiques de Sonatrach en Méditerranée et également des pays asiatiques comme la Chine et le Bangladesh.

"Ces réalisations ont été confirmées par des sources spécialisées mettant en avant l'augmentation de l'offre à partir de l'Algérie qui a permis de satisfaire une demande gazière européenne très soutenue", souligne le communiqué.

COMMERCE Intensifier les opérations de contrôle pour faire face aux spéculateurs (ministre)

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig a présidé, lundi en visio-conférence, une réunion avec les directeurs régionaux et de wilayas du Commerce à travers les 58 wilayas, lors de laquelle il a donné des instructions à l'effet d'intensifier les opérations de contrôle et de lutter contre les spéculateurs, indique un communiqué du ministère.

La réunion a été consacrée au suivi de l'approvisionnement du marché pendant

le mois de Ramadhan et de la hausse de certains prix de produits agricoles en dehors de la saison de cueillette, précise la même source. A l'occasion, le ministre a donné "des instructions fermes à l'effet d'intervenir avec une extrême rigueur, de multiplier les opérations de contrôle et de faire face aux spéculateurs, qui recourent au stockage des marchandises pour créer la pénurie et augmenter les prix".

Le ministre a souligné, dans ce sens,

"l'impérative coopération" avec les différents services de sécurité, Police et Gendarmerie, pour venir à bout de ces pratiques illégales et immorales, notamment durant le Ramadhan. Dans le même contexte, M. Rezig a appelé à la coordination avec le reste des services agricoles et les offices de régulation y relevant pour suivre l'approvisionnement des marchés, notamment de gros, en récoltes stockées au niveau de ces Offices.

MARCHÉS Mettre en place un plan national d'accompagnement des agriculteurs (ANCA)

Le président de l'Association nationale des commerçants et artisans (ANCA), Hadj Tahar Boulouar a mis l'accent, lundi à Alger, sur la nécessaire mise en place d'un plan national d'accompagnement des producteurs agricoles pour satisfaire les besoins du marché et éviter la pénurie et la hausse des prix. Lors d'une conférence sur "la rationalisation de la consommation durant le mois du ramadhan", M. Boulouar a précisé que "l'Algérie ne dispose pas actuellement d'un programme agricole à même de garantir la stabilité de l'approvisionnement, outre l'absence d'un plan national d'accompagnement des agriculteurs et producteurs des différents produits essentiels, à l'instar des viandes blanches".

"L'absence de ce plan entraînera forcément une fluctuation des prix, si la demande est supérieure à l'offre pour une raison ou une autre", a-t-il souligné, considérant que "la stabilité de l'approvisionnement assurera certainement une stabilité des prix". M. Boulouar, qui insiste sur l'impératif d'une stabilisation de la valeur de la monnaie nationale, considère qu'"o n ne peut réaliser un développement économique et garantir la stabilité des prix sans veiller à la réévaluation du dinar". Il a, dans ce sens, évoqué la flambée des prix des produits de consommation, notamment les légumes et les viandes blanches durant la première semaine du ramadhan, certains produits ayant enregistré des

augmentations oscillant entre 60% et 80%.

Cette hausse des prix est due, selon M. Boulouar, aux mauvaises conditions climatiques qui ont empêché la récolte de la production, notamment la pomme de terre, d'où la perturbation dans l'approvisionnement des marchés de gros. "Les prix seront revus à la baisse durant la deuxième semaine du mois sacré, notamment ceux des produits agricoles, vu l'amélioration des conditions météorologiques", a-t-il rassuré.

S'agissant de la disponibilité des produits agricoles durant le mois sacré, le président de l'ANCA a indiqué que 300.000 tonnes de fruits et légumes et 25.000 tonnes de viandes rouges et blanches ont été com-

mmercialisées durant la première semaine".

Près de 600 marchés de proximité et foires sont organisés durant le mois de Ramadhan, à travers le territoire national en vue de permettre aux citoyens "d'acquiescer plusieurs produits au prix d'usine", a ajouté M. Boulouar.

Concernant la hausse des prix des viandes, en dépit de l'autorisation de l'importation, le président de la commission nationale des distributeurs des viandes, Merouane Khir a expliqué ce phénomène par "l'absence de la concurrence" sur le marché, arguant que "les autorisations d'importation des viandes rouges congelées ont été accordées aux mêmes opérateurs économiques qui impor-

tent les bétails vivants". Pour sa part, le président de la Fédération algérienne des Consommateurs (FAC), Zaki Hariz a souligné l'importance pour les pouvoirs publics de veiller à l'amélioration de la situation du marché, à travers l'adoption de mesures proactives et l'élaboration d'un plan prévisionnel de l'évolution de la demande par région et des moyens disponibles pour la satisfaire à partir de la production nationale.

Deux campagnes nationales de sensibilisation au gaspillage et à l'importance de réduire la consommation de sel et de sucre

La rencontre a été ponctuée par l'annonce de deux campagnes nationales de sensibilisation au gaspillage et à la réduction de la consommation du sel et du sucre dans les produits alimentaires, organisées par ladite Association en coopération avec les Directions du commerce à travers le pays, et les organisations de protection du consommateur. Selon les chiffres avancés, l'Algérien consomme 42 kg de sucre par an, ce qui dépasse de loin la moyenne mondiale fixée à 25 kg/an. L'Association avait proposé au ministère du Commerce d'amener les producteurs de café à respecter une dose raisonnable du sucre ajouté, le taux ajouté actuellement étant de 7%, a-t-il fait savoir.

ALGÉRIE - CAMEROUN Vers la création du Conseil d'affaires

La Chambre Algérienne de Commerce et d'Industrie (CACI) a tenu lundi avec la Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et d'Artisanat du Cameroun une réunion par visioconférence consacrée à l'examen d'un accord portant création du Conseil d'affaires algéro-camerounais. Selon un communiqué publié par la CACI sur sa page officielle Facebook, cette réunion a été tenue en présence de la directrice générale de la CACI, Ouahiba Behloul, le directeur de la Promotion et du soutien aux échanges économiques du ministère des Affaires étrangères, Rabah Fassih, ainsi que le représentant du ministère du Commerce, Mohamed Lamine Merrakchi. Cette réunion s'est axée sur l'examen de l'Accord portant création du Conseil d'Affaires Algéro-Camerounais permettant le développement et la facilitation des échanges économiques et commerciaux entre l'Algérie et le Cameroun, a précisé la même source.

APS

PÉTROLE

Les prix commencent la semaine en légère hausse

Les prix du pétrole ont un peu progressé lundi, profitant du repli du dollar mais limités par la recrudescence de la pandémie en Inde et par des négociations susceptibles d'aboutir à un assouplissement des sanctions économiques contre l'Iran.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin a fini à 67,05 dollars à Londres, en hausse de 0,42% ou 28 cents par rapport à la clôture de vendredi.

A New York, le baril américain de WTI pour le mois de mai est monté de 0,40% ou 25 cents, à 63,38 dollars.

La semaine passée, les deux barils de référence ont enregistré des hausses d'environ 6%, retrouvant des prix plus vus depuis près d'un mois.

Ils ont progressé davantage lundi, poussés par l'accès de faiblesse du billet vert.

Un dollar plus faible a en effet tendance à faire monter les prix du pétrole, libellés dans la devise américaine.

Toutefois, le regain de vigueur du Covid-19 en Inde, marché porteur pour la demande de brut, a limité les gains de l'or noir. Le pays



a recensé lundi un nouveau record de nouvelles contaminations: 273.810 cas sur 24 heures.

C'est le cinquième jour d'affilée que le pays franchit la barre des 20 000 nouveaux cas.

Les autorités de New Delhi ont en conséquence imposé aux 20 millions d'habitants de la capitale

indienne un confinement d'une semaine. "Dans le même temps, les investisseurs surveillent les tensions entre les Etats-Unis, l'Iran et la Russie qui pourraient avoir un impact sur les marchés du brut", a souligné Stephen Innes, d'Axii.

Les discussions sur le nucléaire iranien ont fait des "progrès" à Vienne mal-

gré la persistance de "désaccords sérieux", ont rapporté samedi des participants.

"Toute avancée allant dans la direction d'une levée des sanctions sera baissière à court terme", ont indiqué Warren Patterson et Wenyu Yao, analystes chez ING.

L'Iran, dont l'industrie pétrolière est soumise à embargo par les Etats-Unis, produit actuellement 2,1 millions de barils par jour de pétrole brut, selon les derniers chiffres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) dont le pays fait partie.

Il y a trois ans, avant l'avalanche de sanctions économiques et financières américaines, Téhéran produisait 3,8 millions de barils chaque jour, un volume qui serait aujourd'hui difficile à absorber par un marché toujours fragilisé par la pandémie.

ROYAUME-UNI

Le taux de chômage recule à 4,9% pour décembre à février

Le taux de chômage a reculé à 4,9% au Royaume-Uni pour décembre à février, contre 5,0% pour les trois mois terminés fin janvier, principalement à cause d'une baisse du taux d'activité due aux confinements pour lutter contre la pandémie.

Ces chiffres ne témoignent toutefois pas d'une amélioration effective du marché de l'emploi car l'office britannique des statistiques "ONS" relève une baisse du taux d'emploi sur un an et sur trois mois, notamment chez les jeunes et les plus de 65 ans. En outre, la précarité progresse, avec un nombre de personnes qui bénéficient du revenu minimal, attribué aux personnes à faibles revenus, à 2,7 millions de personnes, un chiffre quasi doublé en un an et en hausse de 0,4% sur un mois.

Le mois dernier le taux de chômage avait déjà marqué le pas en glissant de 5,1% fin décembre à 5,0% fin janvier. L'ONS souligne que le nombre d'heures travaillées a reculé à cause des nouvelles restrictions à l'activité introduites à partir de fin décembre pour lutter contre le virus, et qui ont commencé à être progressivement levées à partir de mars avec la réouverture des écoles puis celle des commerces non essentiels, des restaurants et bars en extérieurs et des salles de sport.

Le PIB britannique reste par ailleurs inférieur de 7,8% à son niveau de février 2020 soit avant le déclenchement de la pandémie dans le pays, soulignant la semaine dernière l'ONS, même s'il a enregistré un rebond de 0,4% en février malgré le confinement.

UNION EUROPÉENNE - ÉPIDÉMIE

Les licenciements provisoires ont explosé dans l'UE en 2020

Les restrictions introduites par les gouvernements des Etats membres de l'Union européenne (UE) pour lutter contre la pandémie de COVID-19 ont entraîné des fermetures d'entreprises et des licenciements provisoires dans tous les secteurs, a révélé lundi Eurostat, l'office des statistiques de l'UE. Les licenciements provisoires sont des mesures prises par les employeurs confrontés à une baisse de leurs ventes ou de leur production. Les travailleurs temporairement mis à pied sont généralement réengagés une fois que le travail reprend. Au premier trimestre 2020, 3 millions d'Européens ne sont pas allés travailler en raison de licenciements temporaires.

A la fin du deuxième trimestre, ce nombre était passé à 13,8 millions. Au troisième trimestre, le nombre de mises à pied temporaires est tombé à 2 millions, avant de rebondir à 3,1 millions au quatrième trimestre 2020, a indiqué Eurostat. Le nombre de licenciements temporaires dans l'UE était relativement stable avant 2020, s'élevant à environ 0,5 million de personnes, sauf en 2009, où ce nombre est passé à 1 million.

En janvier et février 2021, le taux de chômage dans l'UE a été de 7,3 et 7,5% respectivement, ce qui équivaut à quelque 16 millions de personnes.

ZONE EURO

Les banques resserrent encore les conditions de crédit aux entreprises

Les conditions d'octroi de crédits bancaires aux entreprises ont continué à se détériorer au premier trimestre 2021, marqué par une atonie persistante de l'économie en zone euro, indique mardi la Banque centrale européenne.

Les conditions de crédit définies par les banques pour prêter aux entreprises se sont resserrées en Allemagne, en Espagne et en Italie, alors qu'elles sont restées inchangées en France, détaille une étude trimestrielle de la BCE. Les banques évoquent les "perceptions du risque" liées à la solvabilité des emprunteurs et une tolérance à ce risque "plus faible" au moment où les impayés augmentent, selon l'enquête réalisée courant mars auprès de 143 établissements.

Les normes de crédit aux ménages pour l'achat de biens de consommation

se sont elles à nouveau tendues, mais se sont assouplies concernant l'accès au logement, ajoute le document. L'étude paraît alors que l'institut de Francfort réunit jeudi son conseil des gouverneurs pour décider de l'orientation de la politique monétaire en zone euro. Si aucune décision nouvelle n'est attendue, tout signe d'une amorce de débat sur la durée des achats massifs d'obligations publiques et privées sera guetté de près.

La BCE est parvenue via ses interventions à apaiser la hausse des rendements des emprunts d'Etat de la zone euro et à maintenir de bonnes conditions de financement du secteur privé.

Mais elle est encore loin de gagner le pari d'une inflation durablement proche de 2% sur l'ensemble de la région, ce qui plaide pour le maintien d'un cours expansif de sa politique. De

janvier à mars, les conditions réelles appliquées pour les prêts aux entreprises sont demeurées stables et se sont améliorées pour les prêts au logement, ajoute l'étude.

La demande nette de crédits s'est de nouveau contractée, surtout côté entreprises où des matelas de liquidités avaient été constitués lors des premières vagues de la pandémie.

"Pour le deuxième trimestre, les banques s'attendent à resserrer encore les normes de crédit dans un climat d'incertitude quant à l'impact économique de la troisième vague de la pandémie et à l'avancement de la campagne de vaccination", note la BCE.

Dans le même temps, la demande nette de prêts devrait progresser surtout du côté des PME dans la lignée de mesures restrictives plus fortes liées à la pandémie, selon les banques.

MARCHÉS DES CHANGES

La livre grimpe face au dollar, dopée par le déconfinement

La livre sterling grimpait lundi face à un dollar affaibli, les cambistes reprenant confiance dans la monnaie britannique alors que le déconfinement du Royaume-Uni progresse.

Cette après-midi, la livre gagnait 1,12% face au dollar à 1,3986 dollar et 0,40% face à la monnaie unique à 86,02 pence pour un euro, une semaine après la réouverture de la plupart des commerces en Angleterre.

"La livre a tout renversé sur son passage lundi, profitant d'une session relativement calme pour monter après le premier weekend depuis l'allègement des règles de confinement", a commenté un analyste. Les commerces non-essentiels et les terrasses des pubs et restaurants ont pu ouvrir depuis lundi dernier. "Les premiers indicateurs

laissent penser que la réouverture depuis lundi dernier marque le début d'un rebond important" car les consommateurs britanniques ont accumulé des économies importantes pendant le confinement, estime un autre analyste. Par ailleurs, la livre bénéficiait de l'accès de faiblesse du dollar, qui a aussi permis à l'euro de repasser au-dessus du seuil de 1,20 dollar (+0,40%) à 1,2031 dollar pour un euro.

Au début de l'année, les cambistes avaient parié que la reprise rapide aux Etats-Unis pousserait la Fed à normaliser sa politique monétaire en remontant ses taux, ce qui rendrait le dollar plus attractif.

Côté européen, "la monnaie unique a été soutenue par l'idée que l'accélération de la campagne de vaccination dans l'Union européenne

allait soutenir la croissance", explique un analyste.

Mais "la Banque centrale européenne devrait rester prudente et rappeler que le

soutien à l'économie reste nécessaire jeudi", lors de sa prochaine réunion de politique monétaire, prévient la même source.

AVIATION

La compagnie américaine United ouvre des vols vers la Grèce, la Croatie et l'Islande

La compagnie américaine United Airlines a annoncé lundi l'ouverture cet été de vols vers la Grèce, la Croatie et l'Islande pour offrir aux clients souhaitant faire du tourisme plus d'options vers des pays qui "commencent à ouvrir aux voyageurs vaccinés".

La Grèce a ainsi annoncé lundi qu'elle levait la quarantaine obligatoire de sept jours en vigueur jusqu'ici pour les résidents de l'Union européenne et de cinq autres pays, dont les Etats-Unis, ayant reçu les deux doses du vaccin ou montrant un test négatif de dépistage du coronavirus de moins de 72 heures.

L'Islande autorise aussi depuis quelques semaines tous les voyageurs prouvant qu'ils sont pleinement vaccinés à entrer sur le territoire sans test ou quarantaine tandis que la Croatie accepte les touristes montrant un test négatif ou un

certificat de vaccination. Les nouveaux vols proposés par United "répondent à la demande des clients", a souligné le groupe dans un communiqué, au cours du mois passé, les recherches sur le site de la compagnie pour des vols vers ces pays sont en hausse de 61%.

"Alors que les pays du monde entier entament le processus de réouverture, les voyageurs sont impatients de faire une escapade vers de nouvelles destinations internationales", a commenté Patrick Quayle, responsable du réseau international de United.

En plus d'offrir de nouvelles options touristiques, ces nouveaux vols "sont le dernier exemple en date de la capacité de United à reconstruire son réseau avec agilité", a-t-il ajouté.

SAISON ESTIVALE À BOUMERDES Des préparatifs précoces pour attirer plus d'estivants

Les préparatifs de la prochaine saison estivale ont démarré cette année de façon précoce à Boumerdes, en vue d'être au rendez-vous pour accueillir l'important nombre de touristes habitués à affluer vers les plages de la wilaya, avant la pandémie du nouveau coronavirus, a-t-on appris, lundi, auprès du directeur par intérim du tourisme et de l'artisanat.

"Une enveloppe de plus de 15 millions DA a été mobilisée pour le financement d'opérations d'aménagement, lancées en réalisation au niveau de 25 plages autorisées à la baignade, sur les 47 que compte la wilaya", a indiqué à l'APS Mohamed Cherif Zelmati, ajoutant que ce montant s'ajoute aux subventions financières dégagées sur le budget de la wilaya et des communes côtières, pour la réalisation d'opérations de développement au profit d'autres plages, actuellement en cours de sélection.

L'aménagement de ces plages consistera en leur dotation avec les commodités nécessaires pour la détente et la quiétude des estivants, à travers notamment la réalisation d'accès, de l'éclairage public, de salles d'eau, de points de rejet des déchets et de parkings, outre des postes de garde, et des postes pour les services de la protection civile et d'autres services sécuritaires concernés.

M. Zelmati a, également, fait part de la constitution d'une commission multisectorielle, chargée de recenser les besoins de différentes plages n'ayant pas bénéficié d'opérations d'aménagements, au titre des enveloppes sus citées, en vue de leur prise en charge.

Les communes côtières de la wilaya vont, également, procéder, en collaboration avec des opérateurs privés, au lancement de larges opérations d'aménagement et d'embellissement de plusieurs sites de détente, de forêts et d'espaces verts, situés dans les périmètres des plages, au même titre que des structures d'hébergement.

Des sessions de formation seront, en outre, animées au profit des opérateurs du secteur et des gérants de différents établissements hôteliers, centres de repos et de campings, au titre des efforts d'amélioration de leurs prestations.

Pour mieux vendre la destination touristique de Boumerdes, des supports d'information mettant en lumière les atouts touristiques de la région, entre sites balnéaires, de montagne et thermales, seront diffusés à l'occasion. Le même responsable a signalé notamment la diffusion attendue de compactes disques (CD) comprenant les plus importants sites touristiques, archéologiques et historiques de la wilaya, parallèlement au renforcement du portail électronique de la direction locale du tourisme sur la toile.

ORAN

L'asperge ou le "Sekkoum", un légume printanier très prisé

L'asperge, ce légume de printemps, a fait ces derniers temps une apparition remarquée et remarquable sur les marchés d'Oran.

En cette saison, il est proposé en grandes quantités au même titre que les épinards, produit très prisé par les consommateurs.

Ce légume, plus connu des oranais sous le nom de "Sekkoum", est proposé aussi bien dans les marchés connus de la ville comme ceux de la rue des Aurès (ex-la Bastille) et de M'dina Djedida et même par des revendeurs ambulants au niveau des quartiers populaires.

Actuellement, un bouquet de quelques brins est proposé entre 100 et 200 DA alors qu'il était cédé, les deux dernières années, à 20 DA seulement.

C'est dire la forte demande enregistrée sur les places commerçantes.

Les asperges sont récoltées par les enfants de paysans ou par des citadins se rendant aux sites montagneux et boisés d'Oran.

Cette activité a connu un certain recul durant la décennie noire.

La cueillette est devenue quasiment difficile en raison de la détérioration de la situation sécuritaire de l'époque. Compte tenu des bienfaits de l'asperge et de ses apports nutritifs en différentes vitamines, ce légume est devenu le produit préféré des personnes observant une diète ou un régime strict pour des raisons de santé.

L'asperge rivalise avec les autres légumes et autres plantes vertes cédées à des prix abordables.

Incontestablement, la commercialisation de l'asperge est devenue une source de revenus pour les jeunes des régions réputées pour la prolifération de cette plante.

Tout le long de la route reliant Boutlelis, au sud d'Oran à El Amria, à l'entrée de la wilaya d'Aïn Temouchent, et sur les deux voies, il n'est pas rare de voir des jeunes et même des enfants proposant des

RAMADAN - TRADITIONS

Ghardaïa: "Taktourt" un gâteau très prisé pour le premier jeûne de l'enfant dans le M'zab

Fidèles aux valeurs et traditions ancestrales, les familles du M'zab ne manquent pas durant le mois sacré de Ramadhan de célébrer le premier jeûne de leur enfant.

La rupture du premier jeûne de l'enfant donne lieu à une fête familiale ou l'enfant pré-pubère a droit à une petite cérémonie d'encouragement pour l'accomplissement du premier jour de Ramadhan, considéré comme une marque et symbole du passage dans le monde des adultes.

Pour fêter les enfants jeûneurs, la tradition veut que les petites filles et petits garçons célèbrent cette journée mémorable dans un climat festif, vêtus de costumes traditionnels et entourés de toutes les largesses par la famille.

L'événement est marqué d'un cachet particulier, en préparant un gâteau traditionnel dénommé en tamazight "Taktourt", au pluriel "Tikdourine".

Cette friandise du terroir, incontournable pour la mémorisation de l'événement d'initiation au quatrième pilier de l'Islam, se prépare essentiellement à base de semoule légèrement grillée, de datte de variété "Ghers" dénoyautée, le tout mélangé avec de la "Klila" (un fromage local séché) et imbibé de beurre naturel (Smen) avant de façonner ce produit soigneusement sous forme de boulettes.

Ces boulettes, préparées avant le début du Ramadhan par la ménagère, s'offrent aux enfants jeûneurs, à raison d'une



boulette par jour jeûné.

Selon les traditions du M'zab, les enfants qui jeûnent pour la première fois sont soigneusement chouchoutés par leurs parents et grands-parents, qui organisent à cette occasion une rituelle "fiesta" pour commémorer l'événement. Pour fêter les enfants jeûneurs, on les gâte en réservant une table spéciale en leur honneur, a fait savoir Hadj Bakir, un fonctionnaire de Melika, et les repas sont de grands festins partagés avec la grande famille et les amis du jeûneur, souvent ses voisins.

Pour eux, on prépare les plats traditionnels les plus appréciés, souvent des spécialités familiales où on consomme des produits spécifiques au Ramadhan (sucreries, viandes, douceurs).

Souvent entouré de ses invités de marque de son

âge, l'enfant bénéficie de toutes les largesses qu'un maman peut accorder à sa progéniture, a souligné Hadj Bakir.

Le premier jour de jeûne, un moment immortalisé

Ce premier jour de jeûne de l'enfant est immortalisé par des photos et vidéos souvenirs en famille, qui occuperont pour longtemps une place de choix dans l'album du petit jeûneur.

Faire le jeûne pour la première fois, c'est prouver la maturité, a estimé, tout content, Ishak, un garçonnet de dix ans à peine, entouré à cette occasion de nombreux soins de la part des membres de la famille qui lui ont offert de nombreux cadeaux.

"Ma maman m'a appris que c'est important de jeûner pendant le Ramadhan, car c'est un des cinq piliers de l'Islam", a-t-il confié

devant son père, avant de se vanter d'être devenu un grand garçon qui compte dorénavant faire comme les adultes en jeûnant durant tout le mois de Ramadhan.

Il avoue que les meilleurs moments du Ramadhan restent incontestablement l'heure de l'iftar, lorsque sa maman lui sert un grand verre de lait accompagné de dattes, un bol de Chorba et les différents plats qu'elle prépare chaque jour ainsi que la galette de pain maison.

Les familles Ghardaouies consacrent, lors de ce mois sacré, la célébration de bon nombre de traditions locales culinaires qui les remettent une fois l'an en relation avec l'histoire séculaire de la région.

Les coutumes familiales observées à cette occasion, et durant tout le mois sacré, constituent pour les enfants un moment d'émerveillement et de joie, notamment à l'approche de l'Aïd El-Fitr. Si au foyer, les femmes s'appliquent à préparer les différents mets, les plus prisés en ce mois sacré qu'elles seules en connaissent les finesses, les mosquées ne désemplassent pas, les hommes se consacrant après la rupture du jeûne à la récitation du Coran et à l'accomplissement de la prière des Tarawih accompagnés de leurs progénitures.

petites bottes d'asperge. C'est également le cas sur les voies conduisant aux régions côtières de la wilaya à El Anzor, Bousfer et Cap Blanc (Aïn El Kerma).

Même si cette plante sauvage pousse naturellement comme la figue de barbarie, sans que les fellahs n'en dépensent un centime pour sa culture, l'asperge est proposée à prix excessif.

Cette situation pousse de nombreuses familles oranaises à profiter des journées du repos hebdomadaire ou des jours fériés pour se rendre dans les forêts et autres sites boisés de la région pour profiter à la fois de la beauté de nature et récolter les asperges.

Apports nutritifs et investissement prometteur

L'asperge prolifère dans plusieurs régions d'Oran, près des villages d'Aïn Tassa, Sidi Bakhti, Sidi Hamadi, Benzina et Cap Blanc, ainsi que le long de la voie ferrée reliant Messerghine et El Amria, comme le précise l'ingénieur agronome Maarouf Kherif.

Cet ingénieur assurant la fonction de président de la circonscription agricole de Boutlelis, indique que cette plante contient de nombreux sels et vitamines profitables à la santé humaine, rappelant que la préparation de l'asperge est une tradition culinaire oranaise bien ancrée chez les familles.

Les monts de Ghoualem, à Tafraoui, Tiriza, à Messerghine et ceux de Gdyl, constituent d'autres lieux où pousse cette plante, rappelle également Chaffie Allah, président d'une association écologique.

Celui-ci relève les problèmes qui menacent ce légume conséquemment aux récoltes sauvages hors de la période de maturation, au pacage clandestin et à l'utilisation des branches de l'asperge dans la confection des bouquets de fleurs ou de la décoration des véhicules des cortèges nuptiaux.

De son côté, l'expert en économie rurale, Abed Fateh, estime que l'investissement dans la culture des asperges est "prometteur". Il préconise l'option pour de

petites surfaces à cultiver. Pour lui, la région d'Oran présente des atouts certains comme son climat propice, la bonne qualité de son sol. Ce genre de culture n'est pas grand consommateur d'eau d'irrigation.

Dans ce sens, l'expert a souligné la nécessité pour les agriculteurs de s'orienter vers des produits agricoles ayant une valeur commerciale, ce qui permettra d'enrichir les profits et de développer l'économie de ces régions rurales.

"L'investissement dans la culture de l'asperge est d'un moindre coût.

Celui qui investit dans ce créneau pourra faire des récoltes durant quinze années après trois années après la culture du légume", a-t-il ajouté.

Le Dr. Abed a précisé, pour sa part, qu'un projet de culture de l'asperge "engrangerait des profits certains en raison de l'existence d'une demande et d'une habitude de consommation chez les habitants d'Oran", ajoutant que "ce créneau pourra susciter la création d'autres vocations, celle de l'exportation par exemple".

Pour ce spécialiste, également membre du conseil d'administration de la chambre de l'agriculture d'Oran, la promotion de l'asperge passera par l'incorporation de ce légume dans les menus et les plats proposés par les hôtels et restaurants classés de la wilaya.

En effet, les ménagères oranaises excellent dans la préparation de l'asperge utilisée comme ingrédient dans plusieurs plats sous diverses formes : sauté en omelette, incorporé dans un bourak, en salade, accompagnant un plat de sardines grillées ou cuites à l'huile.

En hors saison, les oranaises recourent aux asperges blanches importées disponibles sur le marché.

Mais de l'avis de toutes les utilisatrices, rien ne remplacera la saveur et le goût particulier de ces asperges vertes et violettes que l'on trouve, chaque printemps, sur les marchés de la ville.

ENVIRONNEMENT

Coffea stenophylla l'espoir d'une espèce de café oubliée (étude)

Bien meilleur que le robusta et plus résistante au réchauffement que le subtil arabica: l'espèce rare et oubliée *coffea stenophylla* pourrait assurer l'avenir d'une production de café de grande qualité, révèle une étude publiée lundi.

Même s'il existe 124 espèces de caféiers répertoriés, le monde dépend seulement de deux d'entre elles pour sa consommation: l'arabica, de haute qualité gustative et le robusta, jugé bien inférieure.

Mais l'arabica originaire d'Éthiopie et du Soudan du Sud, qui se cultive environ à 19 C, est plus vulnérable au réchauffement de la planète que le robusta qui supporte 23 C.

L'espèce redécouverte supporte elle 6 C de plus que l'arabica, selon l'étude dans Nature Plants.

"Le café représente une industrie de plusieurs milliards de dollars qui soutient l'économie de plusieurs pays tropicaux et fournit des revenus à 100 millions d'agriculteurs", commente un des auteurs Aaron Davis, des jardins botaniques royaux de Kew (Angleterre).

Alors "trouver une espèce de café qui s'épanouit à des températures plus élevées et a bon goût est la découverte d'une vie: cette espèce pourrait être essentielle pour l'avenir d'un café de haute qualité", ajoute-t-il. Son équipe a



redécouvert en 2018 en Sierra Leone le *coffea stenophylla*, qui n'avait plus été vu à l'état sauvage depuis 1954.

Elle s'est ensuite associée au Centre français de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) qui a réalisé l'analyse "sensorielle" grâce à des grains issus des collections en champ conservées sur l'île de la Réunion.

Le café a été dégusté à l'aveugle par les palais avertis d'un jury de professionnels de l'industrie (Nespresso, Starbucks, Supremo, l'Arbre à

café...). "Les juges l'ont tous trouvé différent de ce qu'ils connaissent, avec des notes végétales", explique à la presse Delphine Mieulet, du Cirad.

"Des goûts de rose, de fleur de sureau, de litchi, comme les meilleurs arabica", poursuit-elle, notant que "l'échantillon était si rare qu'on n'a même pas pu le faire déguster à toute l'équipe".

Aaron Davis a eu cette chance.

"C'était comme de s'attendre à boire du vinaigre et finalement goûter un bon vin", raconte-t-il. La question est

désormais de savoir si cette espèce pourrait être cultivée et dans quelles conditions.

"Nous allons la tester dans des environnements différents pour voir quel est son potentiel agronomique au champ", précise Delphine Mieulet, soulignant qu'elle pousse sous ombrage, un élément intéressant pour combiner plantations de café et forêt dans un contexte d'agroforesterie. "Il y a fort à parier que cette espèce sera commercialisée un jour", poursuit-elle, soulignant l'intérêt exprimé par les industriels pour s'associer à ces études.

Mais l'espèce endémique d'Afrique de l'Ouest n'ayant jamais fait l'objet de normes alimentaires, cela prendra du temps avant d'obtenir une éventuelle autorisation de vente.

"D'ici 5 ans, on peut avoir l'espoir de la consommer", estime la chercheuse.

Quant aux régions où elle pourrait être cultivée, elles pourraient s'étendre sur la zone tropicale, là où l'arabica souffre parfois déjà du réchauffement et ne peut aujourd'hui être remplacé que par le robusta.

ARGENTINE

Greenpeace salue la lutte des paysans contre le défrichement des forêts

À l'occasion de la journée internationale de la lutte paysanne, l'ONG de défense de la nature Greenpeace-Argentine a salué la lutte des paysans contre le défrichement des forêts.

Greenpeace salue particulièrement la mémoire des 19 paysans sans terre tués dans le "massacre d'Eldorado dos Carajás" au Brésil et de nombreuses autres victimes assassinées dans les jungles, les montagnes et les plaines d'Amérique du sud.

L'ONG insiste sur le droit à la terre de ces paysans, comme base de leur vie, c'est pourquoi depuis plus de 25 ans, dit-elle, nous partageons le slogan "pas un hectare défriché de plus". Greenpeace note enfin que c'est l'existence de ces paysans qui convainc de la possibilité d'une harmonie entre l'environnement et l'activité humaine.

AFRIQUE DU SUD

Mort d'un braconnier présumé piétiné par des éléphants

Un braconnier présumé est mort pendant le weekend, après avoir été piétiné par un troupeau d'éléphants alors qu'il tentait de fuir des rangers avec deux complices, dans le parc Kruger en Afrique du Sud, rapportent lundi des médias, citant le département des parcs (SanPark).

Le corps d'un homme "piétiné", a été découvert dimanche, a déclaré le porte-parole de SanPark, Isaac Phaahla.

Samedi, les gardes du parc national ont repéré des hommes suspectés d'être des braconniers lors d'une patrouille et se sont lancés à leur poursuite.

"La personne tuée et ses complices fuyaient les rangers lorsqu'ils ont rencontré un troupeau d'éléphants en période de reproduction", ont expliqué les autorités des parcs dans un communiqué, repris par des médias. Dans leur fuite, ils "ont laissé tomber une hache et un sac contenant des provisions", ajoute SanPark. Selon M. Phaahla, ces hommes chassaient vraisemblablement les rhinocéros dans le parc naturel protégé.

Les rangers ont réussi à arrêter un membre du trio. Le troisième suspect, toujours recherché, aurait été blessé à l'oeil. Un fusil a également été retrouvé. La police a ouvert une enquête.

L'Afrique du Sud, qui abrite près de 80% de la population de rhinocéros de la planète, a vu le nombre de spécimens tués diminuer pour la sixième année consécutive.

UNION EUROPÉENNE - DROGUE

Les drogues synthétiques en forte hausse en Europe

La production de drogues synthétiques est en forte hausse en Europe, alimentant un marché qui représente au moins 30 milliards d'euros par an, a déclaré lundi l'unité européenne de coopération judiciaire Eurojust.

Au moins un tiers des cas de trafic renvoyés à Eurojust au cours des cinq dernières années concernaient des substances artificielles telles que la méthamphétamine et d'autres nouvelles drogues, a indiqué l'organisation dans un rapport.

Les criminels ont également intensifié leur utilisation du "darknet" et des communications cryptées pour vendre des drogues synthétiques pendant la pandémie de coronavirus, a souligné Eurojust, basée à La Haye.

"Le trafic de drogues illicites à travers l'UE est globalement en forte croissance,

avec une valeur estimée à au moins 30 milliards d'euros", a déclaré Eurojust dans un communiqué.

"La forte augmentation de la production de drogues synthétiques telles que les (méth-) amphétamines pose des défis croissants aux ministères publics à travers l'Europe", a-t-elle poursuivi.

Le nombre d'affaires pénales ouvertes contre le trafic transfrontalier dans l'Union européenne (562) a presque doublé entre 2016 et 2020.

Les drogues de synthèse représentent un tiers de celles-ci.

Il est parfois difficile de prouver que les substances vendues sont illégales car les criminels arrivent à jouer sur des failles juridiques dans la composition chimique des drogues de synthèse, ce qui constitue un "obstacle aux poursuites", a

déclaré Eurojust. "En modifiant rapidement la composition des produits chimiques utilisés pour ces médicaments (...) ou en créant de nouvelles substances, les producteurs tentent d'exploiter les lacunes juridiques et d'éviter les poursuites", a-t-elle ajouté.

Le rapport d'Eurojust appelle notamment à une harmonisation entre les États membres de l'UE sur les lois concernant la production et l'utilisation de ces substances synthétiques.

La pandémie causée par le coronavirus risque de favoriser pendant des années le crime organisé en Europe, qui a déjà atteint un "point de rupture" en raison d'un afflux de cocaïne sans précédent, s'est par ailleurs inquiétée l'agence européenne de police Europol dans un rapport paru la semaine dernière.

ANGOLA

Au moins huit morts suite à de fortes pluies à Luanda

Au moins huit personnes ont trouvé la mort suite aux fortes pluies qui se sont abattues, lundi, sur la capitale angolaise Luanda, ont annoncé les services de secours. "Les fortes pluies ont fait au moins huit morts, dont trois décédés par électrocution, trois dus à l'effondrement d'un mur et deux par noyade", a déclaré aux médias le porte-parole du Service national de la protection civile, Faustino Minguês.

Dressant un bilan provisoire des conséquences de ces inondations, il a précisé que les décès par électrocution sont survenus à Kilamba Kiaxi, où une femme et sa fille ont trouvé la mort à l'intérieur de leur

maison pendant qu'il pleuvait, alors qu'un autre cas a eu lieu dans la municipalité de Luanda, impliquant la mort d'un ressortissant étranger. Trois enfants âgés de seize, sept et six ans sont également décédés suite à l'effondrement d'un mur, dans la municipalité de Cazenga, alors que deux autres enfants de trois ans se sont noyés dans le district de Ngola Kiluange, déplore-t-il.

Selon l'Institut national de météorologie (INAMET), ces fortes pluies devraient se poursuivre jusqu'au mercredi.

En mars dernier, au moins onze personnes ont été tuées par des pluies torrentielles et des inondations qui ont aussi

fait des milliers de sans-abri dans le nord-ouest de l'Angola. Onze personnes, dont un enfant de deux ans et une personne de 70 ans, ont été tuées dans la province côtière de Luanda (nord-ouest), selon les services de secours. Au total, 500.000 personnes ont été affectées, plus de 5.000 habitations et plusieurs écoles et centres de santé notamment inondés et plus de 340 familles sont désormais sans-abri, selon des sources officielles.

Les victimes ont été emportées par des inondations soudaines, électrocitées ou tuées dans l'effondrement de leurs maisons, ont précisé les médias locaux.

INDE

Examen de la faisabilité de lignes électriques souterraines pour sauver la grande outarde indienne de l'extinction

La Cour suprême a ordonné lundi la formation d'un comité chargé d'évaluer la faisabilité des lignes électriques souterraines pour sauver la grande outarde indienne (*Ardeotis nigriceps*) de l'extinction.

"Indépendamment du coût de cette opération, la priorité sera de sauver les oiseaux menacés d'extinction", a déclaré le tribunal indien, notant que les lignes électriques aériennes sont devenues un véritable problème qui met en danger la vie de ces espèces rares.

Le nombre des outardes diminue à un rythme très inquiétant en raison notamment des câbles élec-

triques, a mis en garde le tribunal, ajoutant que cette espèce avait été réduite de 75% au cours des 30 dernières années.

L'ordonnance de la Cour suprême intervient sur la base d'une pétition publique visant à protéger cette espèce d'oiseaux, qui est au bord de l'extinction.

Le gouvernement avait débloqué, il y a cinq ans, un montant de 33 crores de roupies (environ 4,5 millions USD) pour la conservation de cette espèce dans le cadre d'un projet intitulé "Amélioration de l'habitat et conservation de l'outarde indienne".

JUMELAGE - HÔPITAUX El-Meghaïer : plus de 35 interventions en urologie effectuées au profit des enfants

Pas moins de 37 interventions en urologie ont été effectuées cette semaine sur des enfants, âgés de six mois à 13 ans, issus de familles nécessiteuses de la wilaya d'El-Meghaïer, dans le cadre du jumelage entre l'établissement public hospitalier EPH-Debbakh Saïd (El-Meghaïer) et le centre hospitalo-universitaire CHU-Benflis Touhami (Batna).

Ayant touché des enfants présentant des maladies d'ectopie testiculaire et de cystoscopie, ces interventions par endoscopie ont été assurées, deux jours durant, par une équipe médicale spécialisée, composée de trois chirurgiens pédiatres, un urologue et trois anesthésistes-réanimateurs, en plus du staff paramédical, a indiqué le médecin coordinateur à la direction de la Santé et de la Population (DSP) de la wilaya d'El-Oued, Abdelkader Laouini.

Ces interventions ont été précédées par l'organisation de consultations médicales gratuites au profit de 55 enfants en vue de déterminer les cas nécessitant des opérations, a-t-il fait savoir.

L'initiative a donné lieu également à des sessions de formation en direction du corps médical généraliste et paramédical ou cal sur le diagnostic des cas malades d'urologie-pédiatrique.

Des actions similaires de jumelage seront organisées prochainement dans d'autres spécialités, avec d'autres établissements hospitaliers, a assuré M. Laouini.

SOLIDARITÉ L'Association des Oulémas musulmans fait don de 120 valises d'oxygène aux hôpitaux d'Oran

L'Association des Oulémas musulmans algériens a fait don lundi à Oran de 120 valises d'oxygène aux hôpitaux de la wilaya pour la prise en charge des malades de la Covid-19 à la faveur d'une manifestation qui a eu lieu au niveau de la mosquée du pôle "Abdelhamid Ibn Badis" en présence des autorités locales et des représentants du secteur médical.

La cérémonie de distribution des valises d'oxygène a été présidée par le président de la section d'Oran de l'Association des Oulémas musulmans algériens, Bradai M'barek.

L'hôpital de hai "Nedjma" qui prend en charge le gros des malades de la Covid-19 dans la wilaya d'Oran, a bénéficié de 60 valises.

Le centre hospitalo-universitaire d'Oran "Dr Benzerdjeb" a eu 20 valises, les 20 autres ont été offerts à l'établissement pédiatrique spécialisé "El Menzeh", cinq valises également à l'hôpital "El Mouhgoun" d'Arzew et cinq autres à l'hôpital d'Aïn El Turk.

Le restant des valises d'oxygène ont été mis à la disposition de la direction de la santé et de la population de la wilaya pour les distribuer prochainement en cas de besoin à d'autres établissements. Le chargé de la communication à la direction de la santé a indiqué, en marge de la cérémonie de distribution, que ces moyens peuvent assurer un confort dans la prise en charge des malades de la Covid-19 au niveau des hôpitaux.

OUM EL BOUAGHI Distribution de 54 respirateurs artificiels aux établissements de santé

Pas moins de 54 respirateurs artificiels ont été distribués au profit des établissements publics de santé d'Oum El Bouaghi par le bureau de la wilaya de l'Association des oulémas musulmans algériens (AOMA). La distribution de ces appareils qui s'est déroulée au siège de la wilaya en présence du wali, Zineddine Tibourtine, a concerné sept (7) établissements publics hospitaliers et trois (3) établissements publics de santé de proximité répartis à travers le chef-lieu de wilaya et les communes d'Aïn Beida, Aïn M'hila, Aïn Fakroun et Meskiana.

Selon le chargé de l'organisation au sein du bureau local de l'Association des oulémas musulmans algériens, Yahia

Khoudja, ces respirateurs sont un don de la communauté algérienne établie à l'étranger au profit des malades algériens.

Ces respirateurs font partie d'un lot de 5.000 appareils remis à l'Association des oulémas algériens par la communauté algérienne établie à l'étranger en vue de les distribuer aux établissements de santé du pays, a précisé M. Khoudja.

Selon la même source, 26 respirateurs artificiels avaient été distribués l'année passée aux établissements de santé de la wilaya d'Oum El Bouaghi par le bureau local de l'Association des oulémas musulmans algériens au début de la pandémie du coronavirus.

BILAN DU CORONAVIRUS 187 nouveaux cas, 122 guérisons et 5 décès

Cent quatre-vingt-sept (187) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 122 guérisons et 5 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, indique mardi le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière dans un communiqué.

Le total des cas confirmés de Coronavirus s'élève ainsi à 120.092 dont 187 nouveaux cas, celui des décès à 3165 cas, alors que le nombre de patients guéris a atteint 83.636 cas, précise le communiqué. Par ailleurs, 19 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source. En outre, 22 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 20 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, alors que 6 wilayas ont recensé plus de 10 cas. Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout



citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.

ALGÉRIE - PNUD Campagne nationale anti-Covid : appel à un partenariat avec la société civile pour la sensibilisation de la population (PNUD)

Un appel à un partenariat avec les organisations de la société civile, pour la mise en œuvre d'une campagne de sensibilisation sur les gestes barrières pour contenir la propagation de la pandémie de la Covid-19 en Algérie, a été lancé par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, la Délégation de l'Union européenne (UE) en Algérie et le Programme des Nations Unies pour le Développement en Algérie (PNUD), indique lundi un communiqué du PNUD.

Cette initiative entre dans le cadre du projet de "Réponse solidaire européenne à la Covid-19 en Algérie", financé par l'UE avec un montant de 43 millions d'euros, précise la même source, ajoutant que le partenariat avec les Organisations de la société civile se fera sous forme d'appui financier à la mise en œuvre d'activités de sensibilisation de la population sur le maintien des mesures de distanciation physique et des gestes barrières de préven-

tion contre la propagation de la maladie".

Cet appel est "ouvert aux Associations nationales et de wilaya disposant d'adhérents, de moyens et d'expérience sur le terrain pour mener des campagnes de sensibilisation auprès de leurs populations cibles", indique le communiqué, relevant que "les associations dont les propositions d'actions sont retenues comme éligibles à une subvention, seront liées contractuellement avec le PNUD par le biais d'une convention de financement qui fixera leurs obligations".

A cet effet, la même source précise que "le cahier des charges et les documents de l'appel à partenariat sont accessibles à travers le lien https://procurement-notices.undp.org/view_notice.cfm?notice_id=77410".

Pour rappel, le projet de "Réponse solidaire européenne à la Covid-19 en Algérie", signé en décembre dernier, est destiné à "soutenir l'effort du gouvernement algé-

rien pour enrayer la propagation de la pandémie de Covid-19 dans le pays et en atténuer les effets". Selon le communiqué du PNUD, l'accord prévoit "une réponse intégrée en 3 volets, à savoir la dotation des structures sanitaires publiques en équipements médicaux, en matériels de dépistage précoce et en équipements de protection au profit du personnel soignant".

Il prévoit également "la formation d'environ 5000 cadres et praticiens de la santé publique (médecins, infirmiers, techniciens) à l'utilisation des équipements ainsi que la communication et la sensibilisation de la population, à travers notamment des partenariats avec la société civile active sur le terrain".

A ce jour, le Projet a réceptionné "400000 tests antigéniques, 100000 kits d'extraction PCR, 20000 tests PCR, et deux appareils de dépistage, distribués par l'Institut Pasteur d'Algérie aux établissements sanitaires à travers le pays".

SIDI BEL-ABBÈS Une stabilité des cas d'atteinte du coronavirus constatée

La wilaya de Sidi Bel-Abbès dispose d'une stabilité dans les cas d'atteinte du coronavirus eu égard à la baisse de la moyenne des cas hospitalisés au niveau de l'établissement public de santé de proximité "Dahmani Slimane" spécialisé dans la prise en charge des cas de Covid-19, a affirmé lundi le directeur local de la santé et de la population, Fodhil Bouchaour. Dans un point de presse consacré aux mesures de confinement sanitaire partiel imposé à la wilaya, le directeur du secteur a souligné que la situation épidémiologique "est maîtrisée et le nombre de cas atteints de la Covid-19 a baissé de même que celui des cas de décès", signalant que les cas hospitalisés sont seulement au nombre de 10 dont quatre sont en soins intensifs.

"Malgré la stabilité et la maîtrise de la situation épidémiologique dans la wilaya, le coronavirus est parmi nous, ce qui nécessite toujours de la prudence et le respect des mesures préventives portant sur le port du masque et éviter les rassemblements", a indiqué M. Bouchaour.

A une question sur la possibilité de la levée du confinement sanitaire partiel imposé à la wilaya, surtout suite au mouvement de protestation organisé par certains commerçants revendiquant la levée du confinement sanitaire à Sidi Bel-Abbès, le directeur local de

la santé et de la population a souligné que "la décision revient à la commission scientifique chargée du suivi de l'évolution des cas de Covid-19, la seule instance habilitée à trancher sur le sujet sur la base d'indices portant sur le nombre de nouveaux cas enregistrés par jour". La wilaya de Sidi Bel-Abbès dispose d'un laboratoire de dépistage du coronavirus au niveau du CHU Abdelkader Hassani et deux laboratoires privés, a-t-il fait savoir, expliquant que les données fournies par ces laboratoires déterminent les indices sur lesquels la poursuite ou la levée du confinement sanitaire partiel sont décidées.

Dans ce contexte, il a indiqué que pendant la période du 15 janvier au 15 février, une moyenne quotidienne de plus de 40 cas confirmés était signalée "ce qui a fait entrer la wilaya de Sidi Bel-Abbès parmi les wilayas concernées par le confinement".

Concernant la vaccination contre la Covid-19, le même responsable a révélé que l'opération se déroule dans de "bonnes conditions", signalant

qu'à ce jour 3238 doses ont été administrées aux citoyens et qu'aucun problème n'a été enregistré au niveau de toutes les cliniques désignées pour l'opération. La wilaya de Sidi Bel-Abbès a obtenu trois lots de vaccins dont deux d'AstraZeneca et un lot de Sinopharm. A noter que le wali de Sidi Bel-Abbès, Mustapha Limani, a insisté, dimanche soir lors d'une réunion du comité d'Etat multisectoriel de suivi de la pandémie de Coronavirus, sur la nécessité de resserrer les mesures préventives pour assurer un cordon préventif efficace qui empêchera la déclaration de quelconque foyer de cette épidémie.

S'agissant des mesures et dispositions du confinement décidées par les autorités suprêmes du pays, le wali a rassuré que les autorités locales "sont à pied d'œuvre pour circonscrire ce phénomène épidémique et ceci donnera lieu nécessairement à la levée des mesures prises en cas de confirmation de l'absence des causes et risques de l'épidémie".

P A N D É M I E D E C O R O N A V I R U S

LA PANDÉMIE DANS LE MONDE

Au moins 3.031.441 décès

La pandémie de Covid-19 a fait au moins 3.031.441 décès dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre 2019, selon un bilan établi mardi par des médias à partir de sources officielles.

Depuis le début de la pandémie, 141.968.800 cas d'infection ont été diagnostiqués.

La grande majorité des malades guérissent, mais une part encore mal évaluée conserve des symptômes pendant des semaines, voire des mois.

Sur la journée de lundi, 9.389 nouveaux décès et 685.311 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont l'Inde avec 1.761 nouveaux morts, le Brésil (1.347) et la Pologne (601).

Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 567.729 décès pour 31.738.706 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins.

Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 374.682 morts et



13.973.695 cas, le Mexique avec 212.466 morts (2.306.910 cas), l'Inde avec 180.530 morts (15.321.089 cas), et le Royaume-Uni

avec 127.274 morts (4.390.783 cas).

Parmi les pays les plus durement touchés, la République tchèque est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 267 décès pour 100.000 habitants, suivi par la Hongrie (263), la Bosnie (242), le Monténégro (229) et la Bulgarie (219).

L'Europe totalisait 1.029.223 décès pour 48.221.888 cas, l'Amérique latine et les Caraïbes 867.799 décès (27.315.128 cas), les Etats-Unis et le Canada 591.385 décès (32.865.885 cas), l'Asie 300.646 décès (21.751.346 cas), le Moyen-Orient 123.195 décès (7.334.306 cas), l'Afrique 118.164 décès (4.438.405 cas), et l'Océanie 1.029 décès (41.842 cas). Les chiffres se fondent sur les bilans communiqués quotidiennement par les autorités sanitaires compétentes ou des informations de l'Organisation mondiale de la Santé.

INDE

259.170 nouveau cas de Covid-19 en 24h

Au cours des dernières 24 heures, 259.170 nouveaux cas de COVID-19 ont été signalés en Inde, en portant le total à 15.321.089, selon les données publiées mardi par le ministère de la Santé.

Par ailleurs, 1.761 décès supplémentaires ont été enregistrés, pour un bilan de 180.530. Il y a encore 2.031.977 cas actifs à travers le pays, soit

une hausse de 102.648 à la date de lundi, tandis que 13.108.582 personnes sont sorties de l'hôpital après un traitement médical. Les chiffres quotidiens continuent de croître en Inde alors que le gouvernement a imposé de nouvelles mesures de restriction dans le but de contenir la propagation de l'épidémie. Certains examens scolaires ont été supprimés

alors que d'autres ont été reportés compte tenu de la situation. Le pays a lancé une campagne nationale de vaccination en janvier.

Jusqu'à présent, plus de 127 millions de doses de vaccins ont été administrées. A la date de lundi, un total de 269.414.035 tests de dépistage ont été effectués, dont 1.519.486 pour la seule journée

de lundi, selon les dernières données publiées mardi par le Conseil indien de la recherche médicale.

La région de Delhi, l'une des régions les plus touchées par la pandémie en Inde, a rapporté lundi 23.686 nouveaux cas et 240 décès dus au coronavirus. Un couvre-feu y a été décrété jusqu'à lundi prochain.

COLOMBIE

Le seuil des 400 morts en 24 heures dépassé

La Colombie a fait état lundi de 420 décès dus au Covid-19, le bilan quotidien le plus élevé depuis la détection du coronavirus il y a treize mois, a annoncé le ministère de la Santé.

Ce bilan dépasse le précédent record qui était de 400 morts enregistrés le 22 août 2020, selon le nombre officiel de décès confirmés quotidiennement. Le nombre total de cas a augmenté à 2.667.136, dont 68.748 morts à ce jour, selon le ministère.

La Colombie, qui compte 50 millions d'habitants, est le troisième pays le plus touché d'Amérique latine par la pandémie, en nombre de cas et de décès, derrière le Brésil et le Mexique. Après

avoir détecté le premier cas de Covid-19 début mars 2020, elle est confrontée à une troisième vague de contagions, qui menace de submerger le secteur hospitalier dans ses principales agglomérations. Les restrictions pour tenter de freiner la pandémie ont été renforcées notamment dans les grandes villes comme Bogota, où un couvre-feu est à nouveau imposé de 20h00 à 04h00 locales à partir de mardi.

La campagne de vaccination, lancée à la mi-février en Colombie, progresse lentement avec seulement quelque 3,7 millions de personnes ayant reçu une première injection.

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

A peine 1 % des doses de vaccin ont été distribuées dans des pays à faibles revenus

Alors même que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) travaille de concert avec les fabricants de vaccins contre la COVID-19 pour renforcer la production mondiale, à peine 1 % des 100 millions de doses distribuées la semaine dernière l'ont été dans des pays à faibles revenus, ont indiqué lundi des responsables de cette organisation basée à Genève.

Près de "99 millions de doses de vaccins ont été distribuées la semaine dernière dans les pays à revenus élevés ou intermédiaires de la tranche supérieure, ainsi que

dans certains pays à revenus faibles et intermédiaires. Mais à peine 1 % de cette quantité est allée aux pays à faibles revenus", a déclaré au cours d'une conférence de presse Bruce Aylward, conseiller principal du directeur général de l'OMS en charge du Changement organisationnel.

Lorsqu'on lui a demandé si davantage de vaccins devaient être produits, M. Aylward a déclaré qu'il fallait rester "prudents" sur cette question, car même en cas de renforcement des capacités de production, "ces capacités vont toujours aux mau-

vais endroits". L'OMS a indiqué qu'elle travaillait avec les fabricants dans le but d'accroître l'approvisionnement en vaccins du mécanisme COVAX, une initiative dirigée par l'OMS pour distribuer des vaccins aux pays à revenus faibles ou intermédiaires. "Il faudra plusieurs semaines ou plusieurs mois" pour augmenter les stocks de vaccins, et d'ici là, nous devons prendre des décisions urgentes et importantes sur la manière d'utiliser les vaccins dont nous disposons aujourd'hui", a déclaré M. Aylward.

CANADA

Ottawa annonce un soutien à l'Ontario, touchée par une 3^e vague

Le Premier ministre canadien Justin Trudeau a annoncé dimanche que le gouvernement fédéral va apporter son soutien à l'Ontario, province la plus affectée par la pandémie Covid-19 et confrontée à une violente troisième vague.

Ottawa va mobiliser des professionnels de la santé de différents ministères fédéraux pour les déployer en Ontario,

notamment dans la région de Toronto "où la situation est la plus critique", a déclaré Mr. Trudeau dans une vidéo postée sur son compte Twitter. Le gouvernement est en discussion avec plusieurs provinces, y compris la Nouvelle-Ecosse et Terre-Neuve, pour qu'elles puissent libérer des ressources en personnels et en équipements "dans les pro-

chains jours," a ajouté Mr. Trudeau. Le gouvernement fédéral va couvrir les coûts et coordonner le transfert des soignants des différentes provinces vers l'Ontario, a-t-il précisé. Des tests rapides seront aussi déployés par le gouvernement fédéral dans les localités de la province les plus affectées par la pandémie. Province la plus peuplée du Canada avec

14 millions d'habitants, l'Ontario bat depuis plusieurs jours des records de nouveaux cas de Covid-19, d'hospitalisations et de patients en soins intensifs, qui submergent son système de santé.

La province recensait dimanche 4.250 nouveaux cas, 18 nouveaux décès et 2.107 hospitalisations, dont 741 en soins intensifs.

ESPAGNE

Le "passeport sanitaire" à la mi-juin

La ministre espagnole de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, Reyes Maroto, a indiqué mardi que "le certificat numérique vert" sera lancé à la mi-juin dans l'objectif de réactiver les déplacements touristiques en toute sécurité.

Dans une déclaration à la radio Onda Cero, Mme Maroto a expliqué que l'intention du gouvernement espagnol est d'être pionnier dans le lancement de ce certificat numérique, qui n'est pas seulement un "certificat de vaccination", mais aussi un document disposant de toutes les informations sanitaires liées au Covid-19. Dans ce sens, la ministre a avancé que son pays "pourrait cet été récupérer la moitié de la saison touristique", mettant l'accent sur la nécessité de conjuguer les efforts pour promouvoir l'Espagne comme une "destination sûre". A cet égard, Mme Maroto a annoncé que la campagne de promotion du tourisme sera présentée le 10 mai, date qui coïncide avec la fin de l'état d'alerte, précisant que le secteur est protégé, pour le moment, par des aides directes d'environ 7.000 millions d'euros. Le gouvernement espagnol s'est fixé trois priorités qui marqueront l'avenir du tourisme dans le pays: le contrôle de la pandémie et l'accélération du processus de vaccination, la protection du tissu d'entreprises et la mise en œuvre d'investissements pour récupérer et moderniser le secteur touristique. Dans ce contexte, le gouvernement a conçu le "Plan de modernisation et de compétitivité du secteur du tourisme", qui vise à promouvoir la relance du tourisme et à aborder la transformation vers un modèle "durable, de qualité et sûr". Ce plan, qui sera doté de 3,4 milliards d'euros, s'inscrit dans le cadre de l'initiative de transformation numérique, qui vise deux cibles: les destinations touristiques et les entreprises du secteur.

GRANDE BRETAGNE

Le patron de l'IATA fustige les prix des tests demandés aux voyageurs en Grande-Bretagne

Le patron de l'Association internationale du transport aérien (Iata) s'est élevé mardi contre les prix des tests Covid-19 demandés aux voyageurs au Royaume-Uni, jugeant que c'est une "escroquerie" qui risque d'aboutir à un système où "seuls les riches" pourront prendre l'avion.

"Personne n'est contre l'idée d'avoir des mesures en place pour protéger la santé publique et faire en sorte que les gens puissent voyager en sécurité. Mais quand on voit que les gens se font escroquer, il faut réagir", a affirmé Willie Walsh lors d'un symposium en ligne, le World Aviation Festival. M. Walsh rejoint ainsi les critiques récentes du patron de la compagnie low-cost easyJet qui avait dénoncé le coût "injuste" des tests de dépistage anti-coronavirus prévus par le gouvernement britannique pour faire redémarrer le trafic aérien, parfois plus chers que les billets eux-mêmes. Les tests PCR sont le plus souvent facturés autour de 100 livres, soit 116 euros, selon les laboratoires. "C'est inacceptable.

Cela prouve qu'il y a des profiteurs qui ont sauté sur l'aubaine des tests", a consigné M. Walsh, ancien patron de la maison-mère de British Airways et qui, à la direction générale de l'Iata, représente 290 compagnies revendiquant 82% du trafic mondial de passagers. "Il y a des situations ridicules. Si vous devez aller en avion au Royaume-Uni trois jours pour affaires ou pour une opération médicale, vous devez acheter un forfait à l'avance pour des tests le deuxième et le huitième jour, alors même que vous ne serez plus là le huitième.

C'est absurde. Il faut appeler les choses par leur nom, c'est une escroquerie", a lancé M. Walsh.

Le dirigeant a concédé avoir vu "la situation s'améliorer" ces derniers jours, mais a mis en garde contre "une situation dans laquelle seuls les riches peuvent voyager: ce serait une honte et un scandale". L'Iata, dont les membres ont été très sévèrement affectés par la crise sanitaire qui leur a fait perdre en 2020 les deux tiers de leurs clients et 510 milliards de dollars de chiffre d'affaires, milite pour des mesures uniformisées et en particulier des certificats sanitaires afin de relancer l'activité en vue de la cruciale saison estivale, malgré l'incertitude que fait peser la poursuite de la pandémie.

PALPITATIONS CARDIAQUES 9 CAUSES QUE VOUS IGNOREZ PEÛT-ÊTRE

Vous êtes tranquillement en train de vous brosser les dents et voilà que votre cœur se met à battre plus rapidement et de façon désordonnée. Pas de panique ! Les palpitations cardiaques ne sont pas forcément le signe d'un problème cardiaque mais peuvent être dues à des causes surprenantes.



On peut ressentir parfois une impression de petits coups dans la poitrine, avec des battements de cœur plus forts, plus rapides, voire irréguliers. La plupart du temps ce n'est pas grave. Les palpitations ont plusieurs origines. En général, il s'agit du cœur qui s'adapte à une situation normale. Ce dernier fonctionne comme une pompe dont les contractions régulières se font grâce à un système électrique automatique. Les contractions cardiaques varient tout au long de la journée en fonction de vos besoins et de vos activités.

Devant ces palpitations, la première chose à faire est de se relaxer. Asseyez-vous et respirez profondément pendant plusieurs minutes, puis buvez un verre d'eau. Cela devrait aider à ramener le cœur à des pulsations plus raisonnables d'autant que vos palpitations ont peut-être une cause toute simple. Attention d'ailleurs à ne pas confondre palpitations et troubles du rythme cardiaque. Ces derniers sont des anomalies de l'activité électrique qui déclenche et régule l'activité du muscle cardiaque. On retrouve notamment comme troubles du rythme cardiaque : la tachycardie, la bradycardie et l'arythmie.

Néanmoins si vous ressentez une quelconque gêne ou que ces palpitations se répètent, n'hésitez pas à consulter votre médecin. Celui-ci procédera à un examen clinique complet pour écarter tout signe de troubles du rythme cardiaque ou une éventuelle maladie

cardio-vasculaire. Au besoin, il vous fera passer un électrocardiogramme.

Bien souvent, les palpitations ne se révèlent pas inquiétantes. Il ne s'agit que de votre cœur qui tape trop fort sans qu'il y est une anomalie décelable. Vous pouvez être rassuré. La réponse se trouve peut-être du côté de votre environnement ou de vos habitudes de vie.

1/9 - Vous avez du trop de café

Vous le savez, la caféine est un stimulant. Cela signifie qu'elle stimule le système nerveux autonome (le système nerveux involontaire qui contrôle, entre autres) le rythme cardiaque. Si vous avez abusé du café (ou des boissons énergisantes à la caféine), cela peut donc provoquer des palpitations. Faites-vous plutôt une tasse de thé vert mais si ces palpitations sont accompagnées de vertiges ou d'étourdissements, prenez quand même rendez-vous chez le médecin.

2/9 - Vous avez le nez bouché

Et pour mieux respirer, vous avez pris un médicament à base de pseudoéphédrine, une molécule à effet vasoconstricteur. Or, ces médicaments (vendus sans ordonnance) peuvent provoquer des palpitations chez les personnes sensibles ou qui souffrent d'hypertension. Ils peuvent même, selon l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM), augmenter le risque d'infarctus.

Pour déboucher votre nez, un

lavage des narines avec un spray de sérum physiologique ou une solution saline demeure la meilleure solution, sans effets indésirables.

3/9 - Vous êtes déshydratée

Notre corps est constitué de 60 % d'eau. Aussi, perdre trop de liquide (en cas de forte transpiration) ou ne pas boire suffisamment peuvent conduire à un début de déshydratation. Cela se traduit par la bouche sèche, des crampes musculaires mais aussi des palpitations cardiaques. La déshydratation peut en effet provoquer des changements dans les électrolytes (les sels minéraux) de votre corps, ce qui fait baisser la pression artérielle et provoque de l'arythmie cardiaque. Pour compenser les pertes en eau de notre corps (urines, transpiration, respiration) il est important de boire au moins 1,5 litre chaque jour.

5/9 - Vous êtes en situation de stress ou d'anxiété

En réaction au stress que vous vivez, votre cerveau va ordonner à votre corps de réagir. Cette réaction sur le corps va se traduire physiologiquement par une poussée d'adrénaline. Cette hormone destinée à donner de l'énergie va induire une augmentation du rythme cardiaque ce qui va être à l'origine de vos palpitations. Une fois la situation stressante passée, votre cœur reprendra son rythme habituel.

Pour limiter le stress au quotidien, vous pouvez avoir recours à

des exercices respiratoires. Faire un peu d'exercice comme simplement de la marche est aussi très bien pour évacuer le stress et réduire les palpitations.

6/9 - Vous consommez du tabac ou des drogues

La nicotine que contient le tabac et toutes les autres drogues : cocaïne, amphétamine, ecstasy sont des substances dangereuses pour votre cœur. Elles sont la source de risques cardiovasculaires graves et peuvent même engendrer des troubles du rythme cardiaque comme la tachycardie qui provoque justement vos palpitations. Il est donc fortement recommandé d'arrêter. La consommation de ces substances nocives pour votre corps. Celui-ci ne retrouvera pas un rythme cardiaque normal tout de suite, les palpitations pouvant perdurer pendant la période de sevrage. Elles devraient toutefois s'estomper aux alentours de la quatrième semaine suivant votre arrêt.

7/9 - Vous avez un problème de thyroïde

La thyroïde est une petite glande située à la base votre cou. Elle produit des hormones indispensables au bon fonctionnement de votre organisme. Il est possible qu'elle se mette à produire un surplus d'hormones, ce qu'on appelle l'hypertyroïdie. Les palpitations cardiaques sont notamment un des symptômes de cette hypertyroïdie. A retenir également que le traitement médicamenteux de

l'hypothyroïdie, qui est au contraire un déficit en hormones thyroïdiennes, peut engendrer également des palpitations s'il est mal dosé.

8/9 - Vous manquez de sucre

Sauter un repas n'est pas toujours bon pour votre santé. Si au cours de votre journée vous vous sentez fatigué, vous avez des bouffées de chaleur, vous transpirez beaucoup et vous sentez votre cœur palpitier c'est que vous êtes en hypoglycémie. Votre corps réagit alors à ce manque de sucre en produisant de l'adrénaline qui va venir accélérer votre rythme cardiaque. Il est donc important de vous alimenter tout au long de la journée ou d'avoir une collation sous la main en cas de coup de mou. Si vous êtes diabétique, il faudra faire d'autant plus attention en surveillant bien votre glycémie.

9/9 - Vous subissez un changement hormonal

Les hormones féminines varient tout au long du cycle menstruel et de la vie des femmes. Celles-ci peuvent remarquer une accélération de leur rythme cardiaque à de nombreuses reprises. Lorsqu'elles ont leurs règles, quand elles sont enceintes, si elles approchent de la ménopause ou qu'elles sont déjà ménopausées. Le taux d'hormones étant différent dans chacun de ces cas c'est ce qui provoque les palpitations. Pas d'inquiétude à avoir, celles-ci ne sont que temporaires.

RYTHME CARDIAQUE : QUAND FAUT-IL CONSULTER ?

Res sentir des palpitations devant un film d'horreur ou après avoir monté des escaliers quatre à quatre, c'est normal ! Le rythme des battements du cœur s'accélère en fonction des circonstances. Mais si le cœur se met à battre rapidement ou à ralentir sans raison apparente, une consultation est conseillée. Au repos, le cœur bat à un rythme de 60 à 80 battements par minute. Ces mouvements se produisent grâce à un système électrique automatique qui entraîne la contraction des oreillettes, puis des ventricules. Le cœur est également placé sous le contrôle du système nerveux, qui accélère le rythme cardiaque au cours d'un effort ou en cas d'émotion forte ou le ralentit en phase de relaxation.

PALPITATIONS : QUEL EST LE BON RYTHME CARDIAQUE ? Faut-il avoir peur des extrasystoles ?

Dues à des battements prématurés, les extrasystoles peuvent entraîner une sensation de cœur qui s'arrête. Elles peuvent être liées à un excès d'excitants (café, tabac...), notamment en période de stress. Rares et isolées, elles ne sont pas graves et ne nécessitent pas de traitement. Mais si elles sont fréquentes, gênantes (malaises) ou surviennent en rafales, elles nécessitent un avis médical et un traitement anti-arythmique. On se méfi era d'autant plus des extrasystoles qu'on a, par ailleurs, des antécédents cardiaques (personnels ou familiaux).

Les 4 examens du rythme cardiaque

- Electrocardiogramme (ECG) Il donne des informations sur la fréquence, la régularité et la synchronicité des impulsions électriques dans le cœur.

- Holter ECG Enregistré pendant 24 à 48 heures en permanence ou plus longtemps à la demande (le patient déclenche l'enregistrement quand il ressent les symptômes).

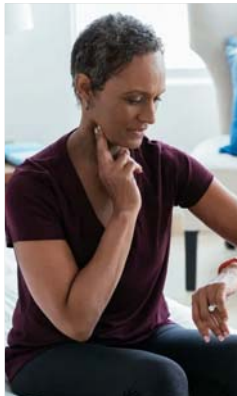
- Épreuve d'effort Enregistrement pendant un effort réalisé sur un vélo ou un tapis roulant qui permet d'analyser un trouble du rythme ne se produisant qu'à l'effort.

- ECG endocavitaire Cet enregistrement complexe nécessite l'introduction d'une électrode dans le cœur. Réalisé sous anesthésie locale, il permet d'étudier avec précision la conduction électrique directement au niveau du tissu cardiaque pour repérer les risques.

PHOTO: M. B.

10 CHOSES À SAVOIR SUR VOTRE FRÉQUENCE CARDIAQUE

Que vous soyez sportif ou non, voici 10 choses qu'il est bon de connaître sur votre fréquence cardiaque.



Aujourd'hui, il est de plus en plus facile de connaître sa fréquence cardiaque par le biais de son téléphone via une application ou avec sa montre connectée. Sauf que ce nombre de battements mesurés par minute (bpm) qui s'affiche sur votre écran, savez-vous exactement à quoi il correspond et s'il est normal ?

A savoir, on confond souvent la fréquence cardiaque avec le rythme cardiaque ou encore avec le pouls. Alors que la fréquence est quantitative, le rythme cardiaque est qualitatif et correspond au mécanisme à l'origine de la contraction des ventricules du cœur. Tandis que le pouls équivaut à la perception au toucher d'une artère battante. Bien entendu, il évalue les battements cardiaques, mais il apporte aussi d'autres renseignements sur l'état de santé.

LES VALEURS NORMALES DE LA FRÉQUENCE CARDIAQUE

La fréquence cardiaque indique comment le cœur travaille et dépend de plusieurs facteurs, notamment le sexe, l'âge et la condition physique. On estime que chez un adulte, la fréquence cardiaque normale au repos est comprise entre 55 et 85. Au-delà de 100-120 battements par minute au repos, la fréquence cardiaque est supérieure aux valeurs recommandées. Votre cœur n'est alors pas assez entraîné.

À un quotidien, vous pouvez y remédier en pratiquant du sport et en adoptant une alimentation saine pour entraîner la circulation et donc le muscle cardiaque.

Si la hausse persiste, il sera alors nécessaire de consulter votre médecin traitant pour un avis médical. Il peut s'agir d'une arythmie cardiaque, d'une tachycardie due au stress ou encore d'un signe d'aggravation d'une maladie comme le Covid-19 en ce moment (dans ce cas, il faut directement appeler les urgences, une fréquence cardiaque élevée est un signe d'aggravation).

1/9 - Comment la vérifier

Prenez votre pouls en posant votre index et votre majeur sur l'intérieur de votre poignet

ou de votre coude ou encore sur le côté de votre cou ou sur le dessus de votre pied. Une fois que vous sentez bien les battements, comptez-les sur 15 secondes et multipliez ce nombre par 4 pour connaître votre fréquence cardiaque.

2/9 - La fréquence cardiaque normale au repos

Un adulte en bonne santé a généralement une fréquence cardiaque au repos comprise entre 55 et 85 battements par minute. Plus vous êtes en bonne forme physique, plus votre fréquence cardiaque est basse. Les sportifs peuvent atteindre les 40 battements par minute. Une bonne fréquence cardiaque est le signe que votre cœur n'a pas besoin de trop travailler pour faire circuler le sang.

3/9 - La fréquence cardiaque à l'effort

Lorsque qu'on pratique une activité sportive, notre fréquence cardiaque doit augmenter, mais pas trop. Pour calculer votre fréquence cardiaque maximale, soustrayez votre âge au chiffre 220. Si vous débutez dans le sport, vous devez atteindre environ 50 % de votre fréquence cardiaque maximale. Au contraire, si vous êtes expert, vous devez vous rapprocher des 85 %.

4/9 - Les différentes arythmies

Lorsque vos battements cardiaques sont déréglés, on parle d'arythmie. Il en existe 4 types : la bradycardie, lorsque votre cœur bat trop lentement, en dessous des 60 bpm (sauf pour les athlètes). La tachycardie, lorsque votre cœur bat trop vite, souvent plus de 100 bpm. L'arythmie supraventriculaire, quand les contractions proviennent des oreillettes et a contrario, l'arythmie ventriculaire, quand les contractions viennent des ventricules.

5/9 - Les causes de l'arythmie

Plusieurs facteurs peuvent entraîner une arythmie. Il peut s'agir d'artères obstruées ou durcies, d'hypertension artérielle ou de problèmes au niveau des valves cardiaques. À la suite d'un traumatisme dû à une crise car-

diaque, une arythmie peut en résulter. Il en sera de même au cours d'une convalescence d'une chirurgie cardiaque. Si vos électrolytes sont déséquilibrés c'est-à-dire que votre taux de potassium dans le corps est trop bas ou trop élevé, cela peut aussi provoquer de l'arythmie.

6/9 - La bradycardie

Une fréquence cardiaque inférieure à 60 battements par minute peut être congénitale, s'il y a eu un problème de développement du cœur avant la naissance. Une fréquence cardiaque basse peut aussi être causée par une infection, un problème de thyroïde (hypothyroïdie), un déséquilibre chimique dans le sang, des problèmes respiratoires pendant le sommeil (apnée obstructive du sommeil) ou des maladies inflammatoires comme le lupus.

8/9 - Comment la faire baisser

Tout simplement en vous détendant, en fonction de la situation assez-vous, buvez un verre d'eau ou encore prenez quelques respirations profondes.

Un mode de vie sain avec de l'exercice 30 minutes par jour, une bonne alimentation, la surveillance de votre poids et la réduction de la consommation d'alcool, de caféine et de tabac, peut également vous aider. Si cela ne suffit pas, vous pouvez essayer de trouver des moyens pour gérer votre stress, comme le tai chi, la méditation de pleine conscience ou encore la sophrologie.

9/9 - Quand consulter

Il est nécessaire de consulter si vous remarquez que vous avez souvent un rythme cardiaque rapide ou faible. Faites attention aux médicaments que vous prenez, s'ils provoquent des évanouissements ou des étourdissements, prévenez votre médecin. En fonction de la situation, votre médecin pourra modifier vos médicaments, recommander un stimulateur cardiaque pour que votre cœur batte au bon rythme ou vous suggérer d'autres mesures pour prévenir ou gérer votre problème cardiaque.

MALI Le Comité d'orientation stratégique désormais opérationnel

Le Comité d'orientation stratégique (COS) du Mali, créé pour appuyer la conduite des réformes politiques et institutionnelles prévues par la feuille de route de la transition en cours dans ce pays, a officiellement démarré ce lundi ses activités.

Selon un communiqué de la Primature malienne, ce comité a pour mission de définir le périmètre des réformes au regard du contexte et de la durée de la transition.

Il est également chargé de formuler des recommandations sur la base des réformes identifiées par le Dialogue national inclusif (DNI) ainsi que les journées de concertation nationale tenues du 10 au 12 septembre 2020 à Bamako.

D'après la Primature, il s'agit d'un organe consultatif composé de 50 membres issus de la classe politique, de la société civile, des syndicats, des notabilités traditionnelles et des organisations religieuses.

Le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, celui de l'Economie et des Finances ainsi que le ministre de la Refondation de l'Etat sont membres de droit du comité qui se réunit deux fois par mois sur convocation du Premier ministre.

Il peut également se réunir à tout moment, en cas de nécessité, à la demande du chef du gouvernement.

Le gouvernement a publié jeudi dernier le chronogramme officiel des différentes consultations électorales prévues d'ici la fin de la transition, avec notamment le premier tour de la présidentielle prévu pour le 27 février 2022.

Ce processus électoral va débiter le 31 octobre prochain avec un scrutin référendaire.

CENTRAFRIQUE Législatives : la Cour constitutionnelle valide l'élection de 69 nouveaux députés

L'élection de 69 nouveaux députés a été confirmée ce lundi par la Cour constitutionnelle centrafricaine.

Cette décision définitive fait suite à l'examen de plus de 170 requêtes introduites par les candidats ayant permis d'établir des rectifications, selon la présidente de la Cour constitutionnelle centrafricaine, Danielle Darlan.

Ces 69 nouveaux élus viennent se joindre aux 22 autres députés élus à l'issue des législatives de décembre 2020, soit 91 députés à l'heure actuelle.

La Cour constitutionnelle a ordonné d'organiser les élections dans les circonscriptions dont les sièges ne sont pas pourvus.

La loi centrafricaine prévoit que l'Assemblée nationale, qui compte 140 sièges, peut se réunir avec au moins 71 députés, soit la moitié du quorum plus un.

APS

TCHAD Le président tchadien mort suite à des blessures reçues lors de combats dans le nord

Le président tchadien Idriss Déby Itno, au pouvoir depuis 30 ans, est décédé mardi des suites de blessures reçues alors qu'il commandait son armée dans des combats contre des attaques rebelles dans le nord durant le week-end, a annoncé le porte-parole de l'armée sur la télévision d'Etat.

"Le président de la république, chef de l'Etat, chef suprême des armées, Idriss Déby Itno, vient de connaître son dernier souffle en défendant l'intégrité territoriale sur le champ de bataille.

C'est avec une profonde amertume que nous annonçons au peuple tchadien le décès ce mardi 20 avril 2021 du maréchal du Tchad", a annoncé le porte-parole de l'armée, le général Azem Bermandoa Agouna, dans un communiqué lu à l'antenne de TV Tchad. Le président Idriss Déby Itno a été réélu pour un sixième mandat de six ans avec 79,32 % des suffrages exprimés à la présidentielle du 11 avril, a annoncé



lundi l'instance électorale en livrant les résultats officiels provisoires. Un Conseil national de transition, présidé par le fils d'Idriss Déby, a été mis en place.

Un conseil militaire dirigé par le fils de Déby Itno mis en place

Un conseil militaire, dirigé par un des fils du président tchadien Idriss Déby Itno, décédé mardi de blessures reçues au front, a été mis en place au Tchad, a annoncé l'armée à la radio d'Etat "un conseil militaire a été en mis en place dirigé par son fils, le général Mahamat Idriss Déby Itno", a déclaré le porte-parole de l'armée, le général Azem Bermandoa Agouna, dans un communiqué

lu à l'antenne de la Radio nationale. "Le conseil s'est aussitôt réuni et a promulgué la charte de transition", a-t-il ajouté. "Le président de la république, chef de l'Etat, chef suprême des armées, Idriss Déby Itno, vient de connaître son dernier souffle en défendant l'intégrité territoriale sur le champ de bataille. C'est avec une profonde amertume que nous annonçons au peuple tchadien le décès ce mardi 20

avril 2021 du maréchal du Tchad", a annoncé le porte-parole de l'armée, le général Azem Bermandoa Agouna, dans un communiqué lu à l'antenne de TV Tchad. Le président Idriss Déby Itno a été réélu pour un sixième mandat de six ans avec 79,32 % des suffrages exprimés à la présidentielle du 11 avril, a annoncé lundi l'instance électorale en livrant les résultats officiels provisoires.

SAHARA OCCIDENTAL Une société française a posé des câbles télécoms au Sahara occidental occupé (WSRW)



La société française Alcatel Submarine Networks SpA, détenue en partie par Nokia, a posé des câbles télécoms au Sahara Occidental occupé, a indiqué Western Sahara Resource Watch (WSRW), l'observatoire chargé du suivi de l'exploitation des ressources naturelles dans ce territoire non autonome.

"Deux navires ont achevé une mission de pose de câbles sous-marins de télécommunications au large de Dakhla, au Sahara occidental occupé", a affirmé sur son site internet WSRW.

L'observatoire précise que, "les deux navires sont les Peter Faber (IMO 8027781) et Ile de Bréhat (IMO 9247053), tous deux détenus et exploités par

la société française Alcatel Submarine Networks SpA, qui appartient en partie au géant finlandais des télécommunications Nokia".

La même source révèle que "les navires ont commencé leurs travaux vers le 11 mars et ont suivi exactement la même trajectoire que celle de l'étude préparatoire du fond marin en décembre 2019 par la société d'études sismiques néerlandaise Fugro".

Le 24 décembre 2019, ce navire de prospection sismique est apparu au large de la ville sahraouie occupée de Dakhla.

Dans un lettre adressée à WSRW le 30 décembre de la même année, ledit navire avait confirmé avoir effectué une

opération dans les eaux du Sahara occidental.

La société avait déclaré que le but de l'opération était "de fournir des services de vérification pour un projet de câble de télécommunication qui comprend plusieurs territoires et juridictions".

WSRW explique que, selon un avis envoyé aux pêcheurs locaux de Dakhla, "les travaux ont été commandés par Maroc Telecom et consistaient en 67 miles de câble".

"Nous demandons à tous les pêcheurs d'éviter la zone des travaux et de maintenir une distance de sécurité", lit-on dans l'avis.

L'observatoire chargé du suivi de l'exploitation des ressources naturelles du Sahara occidental précise, en outre, que le câble en question "est une branche reliant Dakhla à un câble sous-marin plus important longeant la côte du Sahara occidental plus au large".

Il rappelle qu'en date du 14 avril 2021 "une lettre a été envoyée par l'association française APSO, le Comité finlandais pour la paix et Western Sahara Resource Watch (WSRW) à Alcatel, avec copie à Nokia" et que "la RASD a écrit une lettre de protestation à Alcatel en mars".

"Le Maroc occupe illéga-

lement" cette partie du Sahara Occidental.

"Le port de Dakhla est au cœur du pillage par le Maroc des stocks de poissons du Sahara Occidental occupé.

La zone autour de Dakhla est également de plus en plus utilisée pour un tourisme controversé", soutient WSRW.

L'Observatoire a révélé les propriétaires des deux navires concernés par cette opération au large de la ville occupée de Dakhla au Sahara occidental.

WSRW précise que "le Peter Faber est détenu et exploité par Cable Maintenance Offshore Ltd, une filiale malaisienne de la société française Alcatel Submarine Networks SpA.

Quant au deuxième navire, l'Ile de Bréhat, il "est détenu et exploité par la société française ASN Marine SASU, également filiale du même Alcatel Submarine Networks SpA".

"Les deux navires sont assurés par GARD AS de Norvège et ont Louis Dreyfus Armateurs SAS de France comme directeur technique.

Cette société a été contactée le 14 avril 2021 par WSRW, APSO et le Comité finlandais pour la paix", conclut l'observatoire chargé du suivi de l'exploitation des ressources naturelles du Sahara occidental.

SYRIE

L'armée russe dit avoir tué "environ 200 combattants" lors d'un bombardement

L'armée russe a annoncé lundi avoir tué "environ 200 combattants" en Syrie lors d'un bombardement aérien sur une base abritant "des terroristes" au nord-est de la ville de Palmyre.

"Après confirmation par plusieurs sources de la localisation des cibles terroristes, les forces aériennes russes ont effectué plusieurs frappes à la suite desquelles deux abris ont été détruits et environ 200 combattants ont été tués", a indiqué le ministère russe de la Défense, dans un communiqué publié sur Facebook.

Il ajoute que ces bombardements ont permis de détruire "24 pick-ups équipés de mitrailleuses lourdes et environ 500 kilos de munitions et de composants pour la fabrication d'explosifs improvisés." Selon l'armée russe, l'objectif visé était une "base camouflée" où des "groupes terroristes"



étaient formés pour mener des attentats en Syrie et fabriquer des explosifs.

Elle ajoute que des "formations armées illégales" ont prévu des attaques contre des bâtiments publics syriens

"afin de déstabiliser la situation dans le pays en prévision de l'élection présidentielle", prévue le 26 mai. Ce scrutin à venir est le deuxième depuis le début en 2011.

Lundi, le ministère russe de la Défense a

soutenu que des "terroristes" étaient formés dans plusieurs camps dans des zones non contrôlées par le régime syrien, "y compris dans la zone d'El-Tanf qui est contrôlée par les forces américaines".

IRAN - ARABIE SAOUDITE

Des délégations de haut niveau saoudienne et iranienne se sont "rencontrées" à Bagdad

Des délégations de haut niveau d'Arabie saoudite et d'Iran se sont "rencontrées" à Bagdad en avril, ont indiqué lundi un responsable gouvernemental irakien et un diplomate occidental.

Ces discussions sont restées "secrètes" jusqu'à ce que le journal britannique Financial Times en fasse état dans son édition de dimanche.

Riyadh a démenti leur tenue via la presse saoudienne, alors que Téhéran ne s'est pas prononcé, réaffirmant avoir "toujours accueilli favorablement" le principe d'un dialogue avec l'Arabie saoudite.

Mais, le 9 avril, des hauts représentants des deux pays ont "bel et bien entamé des discussions, qui se poursuivent à un niveau technique", a également

confirmé Adel Bakawan, de l'Institut de recherches et d'études Méditerranée Moyen-Orient (ReMMO), cité par l'AFP.

Ce jour-là, les délégations à Bagdad étaient composées de "personnages de haut rang au sein des deux appareils d'Etat, notamment le chef du renseignement saoudien, Khalid ben Ali al-Humaidan, et des responsables mandatés par le secrétaire du Conseil suprême de la sécurité nationale iranienne, Ali Chamkhani", a précisé le chercheur.

L'Iran et le royaume d'Arabie saoudite ont rompu leurs relations diplomatiques en 2016 et s'accusent régulièrement de déstabiliser la région du Moyen-Orient.

Mais des discussions sont, dans le principe, toujours "bénéfiques

pour les peuples des deux pays et pour la paix et la stabilité régionales", a commenté lundi le porte-parole des Affaires étrangères à Téhéran, Saïd Khatibzadeh, lors d'une conférence de presse.

L'annonce de cette rencontre à Bagdad intervient alors que des discussions ont lieu à Vienne afin de tenter de remettre sur les rails l'accord international sur le nucléaire iranien, à la faveur du changement de locataire à la Maison Blanche en janvier dernier.

Les Etats-Unis, sous l'ex-administration Trump -- auquel a succédé Joe Biden -- a quitté ce pacte en 2018, et rétabli une batterie de sanctions contre l'Iran.

En réaction, Téhéran s'est affranchi peu à peu d'obligations prises dans le cadre de cet accord.

NUCLÉAIRE IRANIEN

L'Iran rejette tout "accord temporaire"

Le négociateur principal de l'Iran qui doit entamer des pourparlers visant à une éventuelle reprise de l'accord nucléaire de 2015 (JCPOA), Abbas Araghchi, rejette catégoriquement l'idée que son pays pourrait se contenter de tout "accord temporaire" en participant aux négociations.

Le vice-ministre des Affaires étrangères iranien, Abbas Araghchi, cité par l'agence de presse, IRNA, a insisté sur le fait que les négociations en cours entre l'Iran et le groupe des (4+1) ne comportaient aucun point de discussion tel qu'un "accord temporaire" ou des su-

jets similaires. Téhéran refusant toute rencontre directe avec Washington, ces pourparlers ont lieu d'un côté entre les Etats encore parties à l'accord (l'Iran et les pays du 4+1: Chine, France, Grande-Bretagne, Russie et Allemagne, ainsi que l'UE, garante de l'accord) et de l'autre entre Européens et Américains.

M. Araghchi a souligné que l'Iran n'utilise les pourparlers que pour "discuter du potentiel de cette dernière étape vers l'élimination des sanctions oppressives".

Par conséquent, "toute rumeur suggérant la probabilité d'un modus vivendi ou d'une attitude de pas pour le ré-

tablissement de l'accord sur le nucléaire devait être exclue", a insisté le responsable iranien.

Il a également rappelé un avis du guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, dans lequel il a récemment mis en garde contre l'engagement de l'Iran dans de longues négociations. L'Iran n'essaierait pas non plus de précipiter le résultat souhaité, a poursuivi M. Araghchi, ajoutant que l'Iran faisait preuve de "prudence tout en s'engageant dans les pourparlers et s'efforçait de sauvegarder ses intérêts et ses positions définitives". Le diplomate iranien a déclaré que

l'équipe de négociation faisait constamment rapport à Téhéran, où toutes les décisions concernant le processus et le résultat des négociations sont prises. Au cours des derniers jours, certains diplomates participant aux pourparlers, dont M. Araghchi, ont noté que les négociations "progressaient bien".

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères iranien, Saïd Khatibzadeh, a indiqué lors d'une conférence de presse lundi à Téhéran, que les pourparlers étaient "difficiles et n'avaient pas encore abouti à une conclusion définitive".

PAKISTAN

Manifestations anti-France : le Parlement décidera du sort de l'ambassadeur français

Le gouvernement pakistanais a annoncé mardi qu'il demandera au Parlement de décider d'expulser ou non l'ambassadeur de France après le lancement par un parti extrémiste d'une campagne anti-France dans le pays.

Des manifestants anti-France relevant du parti extrémiste Tehreek-e-Labbaik (TLP) protestent depuis le 12 avril contre l'arrestation de leur chef Saad Rizvi, quelques heures après son appel à une marche le 20 avril à Islamabad pour réclamer l'expulsion de l'ambassadeur français.

Le parti est depuis des mois à l'origine d'une campagne anti-France depuis que le président Emmanuel Macron a défendu le droit à la caricature au nom de la liberté d'expression. Les manifestations ont dégénéré en affrontements meurtriers avec la police depuis une semaine dans tout le pays.

Plusieurs policiers ont été tués et 11 ont été détenus en otages pendant plusieurs heures par des militants du TLP, près de la mosquée du parti à Lahore (Est) où des centaines de ses sympathisants sont encore rassemblés.

Le TLP affirme que plusieurs de ses partisans ont été tués et un grand nombre blessés. Le ministre de l'Intérieur pakistanais, Sheikh Rashid Ahmed, cité par des médias, a indiqué qu'une motion réclamant l'expulsion du diplomate serait présentée à l'Assemblée nationale, la chambre basse du Parlement dont la prochaine session est prévue jeudi, et que le TLP avait accepté d'annuler ses manifestations dans tout le pays.

La motion n'est pas contraignante et il reviendra au gouvernement de décider de l'appliquer ou non. Le TLP n'a pas confirmé cet accord dans l'immédiat. L'ambassade de France avait appelé jeudi ses ressortissants à quitter provisoirement le pays. Lundi, elle a demandé à ceux qui ont choisi de rester d'éviter les rassemblements et d'observer "la plus grande prudence".

Le gouvernement a annoncé mercredi que le TLP serait désormais interdit, le qualifiant de "groupe terroriste" et a arrêté des milliers de manifestants durant les heurts.

Mais M. Rashid a précisé mardi qu'aucune poursuite ne serait intentée à leur encontre, y compris pour ceux arrêtés dans le cadre de la "législation anti-terroriste".

ALLEMAGNE

Succession de Merkel : la CDU plébiscite Armin Laschet

La direction du parti allemand chrétien-démocrate CDU a renouvelé son soutien lundi soir à Armin Laschet, président de la formation conservatrice, lors d'un vote interne pour tenter de dénouer la crise dans le camp conservateur autour de la succession d'Angela Merkel.

Le comité exécutif de la CDU, après plus de six heures de réunion, s'est prononcé pour la candidature de son président face à celle du populaire dirigeant bavarois Markus Söder, selon des participants cités par l'AFP.

M. Söder avait indiqué dans la journée qu'il se plierait à la décision de cette instance. Le plébiscite est net et laisse augurer d'une issue au duel fratricide qui déchire depuis une semaine le parti au pouvoir: 77,5% des responsables du parti se sont prononcés en faveur d'Armin Laschet contre 22,5% pour Markus Söder, dans cette consultation organisée par internet de façon impromptue, après des discussions marathon. Candidat naturel de la CDU dont il a pris la tête en janvier, Armin Laschet, partisan de la continuité avec le cap centriste d'Angela Merkel, avait vu son investiture contestée par M. Söder, chef du parti-frère bavarois CSU. Après des mois à entretenir le suspense sur ses intentions, ce dernier avait fait monter la tension en officialisant dimanche dernier sa candidature.

Dès le lendemain, M. Laschet avait obtenu un premier vote de soutien de la part des caciques de la CDU. L'instance qui s'est prononcée en sa faveur lundi soir rassemble un échantillon encore plus large de responsables du parti. L'issue de cette réunion de crise était hautement incertaine alors que Markus Söder a engrangé, ces derniers jours, le soutien de plusieurs cadres du parti.

Le ministre-président de Bavière a un argument de poids : il est de loin le favori des sondages pour permettre aux conservateurs de conserver la chancellerie à l'issue des élections législatives du 26 septembre. Markus Söder ne participait pas à la réunion de lundi soir. La CDU doit "décider seule où et comment" le choix sera fait, avait-il estimé plus tôt dans la journée, tout en assurant qu'il "respecterait" une éventuelle décision du comité exécutif de la CDU.

MOIS DU PATRIMOINE 2021 Coup d'envoi des festivités

La ministre de la Culture et des arts, Malika Bendouda a donné, lundi à Alger, le coup d'envoi des festivités du mois du patrimoine 2021, par la visite de Dar El Soltane et la prison de Serkadji.

La cérémonie d'ouverture, à laquelle ont pris part le wali d'Alger, Youcef Cherfa, le directeur général de l'Administration pénitentiaire et de réinsertion, Essaid Zerb ainsi que des responsables d'organismes culturels et d'opérateurs économiques, a été marquée par la visite de la citadelle d'Alger, datant de l'ère ottomane.

La délégation s'est enquis de l'état d'avancement des travaux de restauration de cet édifice.

La délégation s'est également rendu à la prison de Serkadji, construite en 1856 par les colons français sur les lieux d'une ancienne fortification turque située dans la haute Casbah d'Alger, et qui sera prochainement reconstruite en Musée dédié à la Mémoire nationale.

Cette année, le mois du patrimoine

revêtra "une dimension économique, car s'inscrivant dans le cadre de la nouvelle stratégie" de son secteur basée sur "l'investissement dans le secteur et son ouverture sur les fonds privés", a déclaré Mme Bendouda, ajoutant que le patrimoine algérien a besoin d'être protégé et exploité, étant une véritable richesse.

Cette exploitation exige "la promotion du tourisme intérieur" qui requiert "des conditions de confort" sur les sites archéologiques à travers l'implication des opérateurs économiques, a-t-elle précisé, ajoutant que l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés (OGEBC), qui relève de son secteur, veillera à "assurer ces conditions".

Dans ce cadre, le directeur de l'exploitation et de la valorisation à l'OGEBC,

Nasroune Bouhil a fait savoir que l'office a "achevé l'élaboration des cahiers des charges liés à l'exploitation de constructions et de terres inexploitées situées près des sites archéologiques et lancera prochainement des enchères au profit des opérateurs économiques pour leur exploitation commerciale".

Pour ce qui est des prestations destinées aux visiteurs, il est prévu l'ouverture de cafés, de restaurants, de studios de tournage, d'espaces pour les activités culturelles, artistiques, artisanales et touristiques outre des kiosques en bois à l'intérieur des sites", a-t-il indiqué, ajoutant que "plus de 26 sites à travers différentes wilayas sont prêts à l'exploitation", dont le Jardin Dar Aziza et la citadelle d'Alger à la Casbah. Le mois du patrimoine



e, qui se tient du 18 avril au 18 mai, a pour slogan "Valorisation économique du patrimoine culturel".

TAMAZIGHT - PROMOTION

La standardisation de tamazight nécessite un travail de groupe pluri-dialectal (Universitaire)

La standardisation de la langue Amazighe exige un travail de groupe pluri-dialectal, avec comme référence l'"Amawal" (dictionnaire) de Mouloud Mammeri (1973), a indiqué l'enseignant au département de langue et culture amazighes de l'Université de Tizi-Ouzou le Pr. Saïd Chemakh.

Interviewé par l'APS à la veille de la célébration du 41ème anniversaire du printemps amazigh, Pr. Chemakh, a relevé que l'option qui a été retenue, par les spécialistes en Tamazight pour l'aménagement et la planification de cette langue, est celle qui a été développée par les chercheurs Mouloud Mammeri et Salem Chaker à partir des années 1970 et notamment 1980 consistant à enseigner et

développer chaque dialecte dans sa région, tel qu'il est pratiqué localement. "Toutefois pour ce qui est du développement scientifique de la langue, puisque maintenant nous avons des écrits en mathématiques, informatique, médecine, électrotechnique en Tamazight, la standardisation se fait de façon convergente", a-t-il signalé.

Ce même chercheur a expliqué que les terminologies utilisées dans le domaine scientifique sont les mêmes dans les pays amazighophones dont l'Algérie, le Maroc, la Libye, le Niger et le Mali, car, a-t-il argué, il s'agit de terminologies adoptées par des linguistes de différents pays, dans le cadre de travaux de standardisation convergente, à l'unanimité et après plusieurs ren-

contres organisés soit sous l'égide du HCA (Algérie), à l'INALCO (France), ou à l'IRCAM (Maroc). Pour le Pr Chemakh, la question de la terminologie scientifique "est tranché".

Il y aura, selon lui, un seul standard pour les sciences communes à tous les berbérophones, rappelant à ce sujet que ce travail de création de terminologies a été initié par Mouloud Mammeri qui a élaboré "Amawal n'tamazight tafarant" (le dictionnaire de tamazight moderne), pour pallier au manque enregistré en la matière. "L'Amawal a été adopté presque à l'unanimité et c'est lui qui a servi de référence ce soit pour les autres lexiques de mathématiques, d'informatique et autres", a-t-il observé.

Il a également rappelé l'ou-

verture, depuis trois ans, du Centre nationale de recherche en langue et culture amazighes -- domicilié à l'université de Bejaïa -- où les chercheurs travaillent sur les différents terminologies.

"La création d'un nouveau terme, a-t-il observé, doit répondre à certaines exigences afin d'éviter de créer ce qu'on appelle des "monstres linguistiques" que personne ne comprendra", a-t-il toutefois insisté, relevant que "ce travail doit être effectué en groupe et discuté par plusieurs spécialistes qui maîtrisent les différents dialectes pour que la terminologie soit acceptée". Quant à la "socialisation" des nouveaux termes, il a expliqué que c'est son utilisation par la société et dans l'oral qui est la preuve de son acceptation.

"Un terme qui n'est plus utilisé ou qui est rejeté par l'usage oral et courant ne peut pas survivre", a-t-il affirmé. L'existence de ces institutions de recherche n'exclut pas l'émergence d'autres initiatives, a-t-il signalé, en citant pour exemple l'initiative de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) de Tizi-Ouzou, qui dans le sillage du concours sur la généralisation de l'utilisation de Tamazight dans l'administration et la société, a mis en place un groupe de travail regroupant des spécialistes dans le domaine, pour élaborer un lexique administratif "qui peut être élargie à des communes d'autres wilayas telles que Ghardaïa et Bordj Bou Arreridj, intéressées par cette amazighisation de l'administration", a-t-il fait savoir.

BATNA

Deux nouvelles pièces du théâtre régional Dr. Salah Lombarkia

Le théâtre régional de Batna Dr. Salah Lombarkia œuvre actuellement à la réalisation de deux nouvelles pièces théâtrales, dont les générales seront présentées "début juin prochain", a indiqué lundi à l'APS son directeur, Salim Ferroudj. La première pièce théâtrale intitulée "Ghossat oubour", écrite par Taghrid Daoud et mise en scène par Toufik Bekhouche, aborde des questions sociales au travers l'histoire d'un pont dont le gardien tente d'empêcher les gens de se

rassembler dessus de crainte de causer son effondrement du fait de sa fragilité, a souligné ce responsable. Son emplacement à l'intersection de diverses routes et passages a fait que plusieurs personnes se retrouvent coincées sur le pont et incapables de passer de l'autre côté ou de rebrousser chemin, a ajouté M. Ferroudj.

La seconde pièce destinée aux enfants, intitulée "El Kat El Azrek" (Le chat bleu), est écrite par Mohamed Bouchareb et conçue par Ali Djebara, tandis que la

musique a été confiée à Zinou Belaïdi, a noté le directeur du TRB, soulignant que la finalité de cette œuvre est de générer des liens entre les membres de la société dans une ambiance empreinte d'affection et d'amitié véhiculée par de jeunes artistes. Cette pièce sera présentée le 1er juin prochain à l'occasion de la journée mondiale de l'enfance, tandis que la générale de "Ghossat oubour" est programmée pour le 8 juin à l'occasion de la journée nationale de l'artiste. Selon la même

source, le théâtre régional de Batna entamera à la fin du mois de Ramadhan la réalisation d'une troisième œuvre en langue amazighe intitulée "Casting" écrite par Messaoud Hadjira et mise en scène par Ahcène Chiba. La dernière pièce produite par le théâtre régional de Batna intitulée "Rahine" (otage) et présentée au public en novembre 2019, a été écrite par Mohamed Bouiche et mise en scène par Chaouki Bouzid.

APS

PUBLICITÉ

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DE L'HABITAT, L'URBANISME & DE LA VILLE OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIERE DE BOUMERDES

Cité administrative Bumerdes

TEL: (024) 79.58.45/(024) 79.58.58 / Fax: (024) 79.58.43



MISE EN DEMEURE N°01

- Vu l'ordre de service de démarrage des travaux N°184 du 24/12/2020.
- Vu le retard considérable enregistré dans l'avancement des travaux.
- Vu le non respect de vos engagements d'achever les travaux dans les délais contractuels.
- Vu l'absence totale de l'entreprise sur le site.

L'entreprise ETBPH TCE BENFERRAH Djamel, demeurant à: 23 Cité Allilguia Bumerdes Wilaya Bumerdes, titulaire du marché approuvé sous N°183/2020 du 24/12/2020 qui porte visa N°99/2020 du 06/12/2020, relatif à la réalisation des travaux du RAR en TCE du projet 48/100 logts publics locatifs à Cap Djinet (Bloc A et B) (programme quinquennal 1500 logts 1^{er} T2011), est mise en demeure de :

- Reprendre les travaux d'une manière effective et sérieuse.
- Renforcer le chantier en moyens humains qualifiés, pour une bonne reprise.
- Reprendre les travaux d'une manière effective et sérieuse.
- Transmettre un planning détaillé et actualisé.

Un délai de dix (10) jours est accordé à l'entreprise pour se conformer à ces instructions, à compter de la date de la première parution dans les quotidiens nationaux et ou BOMOP, faute de quoi des mesures coercitives seront prises à l'encontre de l'entreprise conformément aux clauses de votre marché, et la réglementation en vigueur.

ESPACE

La Russie va construire sa propre station spatiale

La Russie a annoncé mardi son intention de construire le premier module de sa propre station spatiale d'ici 2025 après que le gouvernement a laissé entendre qu'il pourrait se retirer de la Station spatiale internationale (ISS).



"Le premier module de base pour la nouvelle station orbitale russe est déjà en construction", a déclaré sur Telegram le chef de l'agence spatiale russe Roscosmos, Dmitri Rogozine.

"L'objectif est qu'il soit prêt à être lancé en orbite en 2025", a-t-il dit.

Le vice-Premier ministre Iouri Borissov avait laissé entendre dimanche, que Moscou allait se retirer de l'ISS dès 2025 pour se concentrer sur la construction de sa propre station.

Roscosmos a affirmé que la décision serait prise après 2024 "sur la base de l'état technique" de la station.

Selon Moscou, l'état de l'ISS laisse à désirer, avec des modules qui "ont pratiquement atteint leur fin de vie".

Début avril, le directeur de vol du segment russe de l'ISS, Vladimir Soloviev, avait quant à lui estimé que la durée de vie du laboratoire orbital pouvait être prolongée jusqu'en 2030, tout en disant s'attendre à

"une avalanche de défaillances" après 2025.

M. Borissov a lui-même estimé lundi que l'état de vieillissement de l'ISS laissait présager une "catastrophe".

"Nous ne pouvons pas mettre en danger les vies" des cosmonautes, a-t-il dit. Il a précisé que la future station spatiale russe pourrait être placée à une orbite plus haute que l'ISS et servir de "point de transfert intermédiaire pour des vols à destination de la Lune".

TÉLÉCOMS

La Chine construit le plus grand réseau mobile 5G au monde (ministère)



La Chine avance à grands pas dans la construction du plus grand réseau mobile 5G au monde, a indiqué lundi le ministère chinois de l'Industrie et des Technologies de l'information. Le pays a construit 792.000 stations de base 5G à fin février dernier, alors que le nombre de

terminaux mobiles connectés au réseau 5G a atteint 260 millions, a fait savoir le vice-ministre, Liu Liehong, lors d'une conférence de presse. Le ministère a également précisé que les expéditions de téléphones portables 5G en Chine représenteraient 80% du total des télé-

phone au deuxième semestre de cette année, notant que le pays vise à construire plus de 600.000 stations de base 5G en 2021.

La Chine s'est engagée à redoubler d'efforts pour promouvoir la construction et l'application des réseaux 5G de manière ordonnée, accélérer la couverture 5G dans les grandes villes et faire avancer la co-construction et le partage de cette technologie, relève la même source. Pour sa part, le ministère chinois des Sciences et des Technologies avait annoncé avoir d'ores et déjà constitué un groupe de travail pour plancher sur la 6G, la sixième génération de l'internet mobile.

APS

PUBLICITÉ

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA D'ADRAR.
DIRECTION DE L'URBANISME, DE L'ARCHITECTURE ET DE LA CONSTRUCTION
N.I.F: 0 002 0101 50054 72
AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCES DES CAPACITÉS MINIMALES
N° : ...16.../W.A/D.U.A.C/ 2021

N° DE L'OPERATION : N.K. 5.721.2.262.027.23

INTITULE DE L'OPERATION : VRD primaires et secondaires à travers les wilayas

PROJET : Réalisation des travaux Aménagements extérieur Eclairage publics et revêtement de voiries en béton bitumineux répartie en un lot.

La Direction de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction de la wilaya d'Adrar lance un avis d'appel d'offre ouvert avec exigences des capacités minimales en vue de la Réalisation des travaux Aménagements extérieur Eclairage publics et revêtement de voiries en béton bitumineux, répartie en Un (01) lots comme suit:

SITE :Extension de la ville côté EST(150 LPL)-INZEGUMIR
LOT: Aménagement Extérieur Eclairage publics et Revêtement de voiries en béton bitumineux

- Avoir la qualification catégorie Quatre (04) et plus activité principale dans le domaine travaux publique. Justifiant de la réalisation d'un montant de ≥ 25.000.000,00 DA (Aménagement Extérieur Eclairage publics et ou Revêtement de voiries en béton bitumineux), Justifié par une attestation de bonne exécution durant les dix dernières années délivrées par maîtres d'ouvrage.

-DOSSIER DE CANDIDATURE: ce dossier contient

I) LE DOSSIER DE CONDIDATURE :

- 01- Une déclaration de candidature (dûment renseignée portant cachet et signature de l'entreprise)
- 02- Déclaration de probité (dûment renseignée portant cachet et signature de l'entreprise)
- 03- Copie des statuts pour les sociétés (SNC-SARL-EURL-SPA)
- 04- Copie des pouvoirs du signataire de la soumission (pour les sociétés)
- 05- Copie du certificat de qualification et classification en cours de validité.

Avoir la qualification catégorie Quatre (04) et plus activité principale dans le domaine travaux publique. Justifiant de la réalisation d'un montant de ≥ 25.000.000,00 DA (Aménagement Extérieur Eclairage publics et ou Revêtement de voiries en béton bitumineux). Justifié par une attestation de bonne exécution durant les dix dernières années délivrées par maîtres d'ouvrage.

06- moyens financiers justifiés par les bilans ou les références bancaires ou Attestation d'activité pour les trois (03) dernières années. 2018-2019-2020 visée par les services des impôts.

07-Extrait de rôle en cours de validité apurée ou échéancier de paiement en cas de dette, portant la mention "non inscrit au fichier national des fraudeurs".

08-La liste des moyens humains.

09-La liste des moyens matériels

10-La liste Les références professionnelles appuyée par les attestations de bonne exécution signée par les maîtres d'ouvrages (dans les dix dernières années).

II) L'OFFRE TECHNIQUE

01-Déclaration à souscrire (dûment renseignée portant cachet et signature de l'entreprise)

02-Déclaration du sous-traitant (dûment renseignée portant cachet et signature de l'entreprise)

03- Le Cahier des charges contient dans sa dernière page, une expression manuscrite « lu et accepté ».

04- moyens humains, copie diplôme + attestation d'affiliation CNAS.

05- moyens matériels justifiés par des copies des cartes grises + assurances pour les matériels roulants valide le jour d'ouverture des plis, factures d'achat + PV d'huissier de justice année en cours pour les matériels non roulant

06- Planning et délai d'exécution des travaux signé par l'entreprise

07- Mémoire technique (Annexe)

III) OFFRE FINANCIERE :

1- Lettre de soumission dûment signée et établie selon le modèle du cahier des charges.

2- Bordereau de prix unitaire dûment renseigné et signé par le soumissionnaire (BPU).

3- Le détail quantitatif et estimatif dûment renseigné et signé par le soumissionnaire (DQE)

NB :

- Les offres qui ne contiennent pas :
- la déclaration à souscrire (rempli et portant cachet et signature de l'entreprise) seront rejetés
- la lettre de soumission (rempli et portant cachet et signature de l'entreprise) seront rejetés
- mémoire technique (rempli et portant cachet et signature de l'entreprise) seront rejetés
- les prix qui ne sont pas arrêtés en lettre dans le bordereau des prix unitaires seront rejetés.
- les documents originaux sont exigés que pour l'attributaire du marché seulement conformément au décret présidentiel N°15247 du 14/09/2015 portant la réglementation des marchés publics et des délégations de service public.
- l'attestation de dépôt des comptes sociaux (année 2020 délivré par le CNRC) est déposée par l'attributaire du marché pour les sociétés (SNC-SARL-EURL-SPA).

PRESENTATION DES OFFRES CACHETÉES ET SCELLEES:

Le dossier de candidature l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant :

-la dénomination de l'entreprise

-la référence et l'objet de l'appel d'offre

-la mention « dossier de candidature » « offre technique » ou « offre financière » selon le cas ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention :

« An' ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres ».

-la référence et l'objet de l'appel d'offres

Elle sera déposée par porteur à l'adresse : Direction De L'urbanisme, L'architecture Et De La Construction De La Wilaya D'Adrar Bureau Secrétaire Du Directeur.

DUREE DE PREPARATION DES OFFRES:

La durée de préparation des offres est fixée à quinze (15) jours à compter du premier jour de la publication de l'appel d'offre dans le BOMOP ou la presse.

DATE ET HEURE LIMITE DE DEPOT DES OFFRES:

Sera le dernier jour de la durée de préparation des offres de 8h à 12h.

OUVERTURE DES PLS:

L'ouverture des plis sera tenue, en séance publique, au siège de la direction de l'urbanisme, l'architecture et de la construction de la wilaya d'Adrar, le jour de dépôt des offres à quatorze heures trente minutes (14h30). Dans le cas où ce dernier jour correspondra à un jour férié, l'ouverture des plis techniques et financières aura lieu le jour ouvrable qui suit au même endroit et même heure. Les soumissionnaires intéressés peuvent y assister.

VALIDITE DE L'OFFRES:

les offres resteront valides pendant une période équivalente à la durée de préparation des offres augmentée de trois mois, à compter de la date de dépôt des offres.

Programme de la soirée

TF1 21:15



The Resident

Conrad est appelé par Reggie sur le terrain du Georgia FC. Un des joueurs veut une seconde opinion : il a été autorisé à reprendre l'entraînement, mais il sent que quelque chose ne va pas. Il reçoit alors un coup à l'abdomen et doit être transporté d'urgence à l'hôpital. Il atterrit à Chastain au grand mécontentement du propriétaire de l'équipe. Après plusieurs alertes, il s'avère qu'il souffre d'un trouble sous-jacent que Conrad réussit à identifier avec l'aide de Bell et Austin. Il se voit alors proposer d'être le nouveau médecin des joueurs, ce qui lui permet de forcer Logan Kim à le réintégrer à Chastain.

france 2 21:05



L'école de la vie

Quand sa compagne Justine meurt en couches, Vincent Picard est anéanti. Pour ne pas sombrer, il décide de poursuivre son métier de professeur d'Histoire-géographie. Sans rien laisser transparaître, Vincent donne ses cours tout en essayant de régler les problèmes de ses élèves d'une classe de Première, notamment ceux de Lucas, un nouvel arrivant paralysique qui cherche à faire oublier son état en se mettant volontairement en danger. Parallèlement, Vincent ne répond pas aux appels de ses proches et n'arrive pas à se rendre à la maternité pour voir sa fille.

france 3 20:55



Football

Coupe de France

Coupe de France. Quart de finale. Lyon / Monaco. Groupama Academy Décines-Charpieu.

CANAL+ 20:06



Play

Pour ses 13 ans, Max reçoit une caméra vidéo. Il décide dès lors de filmer son quotidien. Avec Mathias et Arnaud, ses deux meilleurs amis, il s'amuse à tourner de faux tours de magie et des courts métrages. Max filme aussi leur vie de tous les jours, leurs sorties, leurs bêtises au collège. Les trois adolescents passent aussi beaucoup de temps avec Emma, une voisine. Max en tombe profondément amoureux. Mais il n'ose pas lui en parler. Les années passent. Il voit toujours beaucoup ses amis et Emma. Leurs goûts changent. Ils découvrent l'alcool et le cannabis.

6 20:35



La grande librairie

Émission phare de la littérature, "La Grande Librairie", présentée par François Busnel, est le grand rendez-vous de l'actualité littéraire. Créée en 2008 par son présentateur lui-même pour la chaîne France 5, l'émission hebdomadaire convie des auteurs français et étrangers d'univers différents qui font l'actualité littéraire sous toutes ses formes : romans, essais, histoire, poèmes, bandes dessinées, jeux. Ils racontent leur œuvre et dévoilent leurs secrets d'écriture. L'émission a pour ambition de donner au plus grand nombre l'envie de lire.

Jeux

Samourai-Sudoku n°2698

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.



«La meilleure façon de ne pas se perdre, c'est de ne pas savoir où on va»

Jean-Jacques Schuhl

Mots croisés n°2698

- 1 - Pêcheuse d'écrevisses en eau trouble
2 - Extirpes les yeux superflus
3 - Repas entre disciples - Quatrième partie du jour - Note de clé
4 - Marque d'infinifit - Argot très british - Coup de baguette
5 - Snifer - Elle voulait la pomme et eut les pépins
6 - Mesure avant remplissage - Objet parfois déensif
7 - Sans accent - Mesquin
8 - Courberaient
9 - Règle d'état - Distend - Le numéro 58
10 - Porteur de géniteur - Pas détenus du tout

Horizontalement :

Verticalement :

- A - Contenant qui reçoit n'importe quoi
B - Manque total de bon sens
C - Bienfaisant - Sorte d'humour
D - Terre bretonne
E - Patrie d'Abraham - Peu fidèle
F - Complètement inculte - Belle période pour hâler
G - Autre terre bretonne - Nigaud
H - Côte - Vice rédhitoire
I - Epine de rose - Fluctuer
J - Début de compte - Archipel danois
K - Séparé du reste - Pas très important
L - Agents de liaison

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												



Mots fléchés géants de force 1 à 3 n°1398

amours du pays grands compas	↓	nation railleries	↓	méditent vraiment peu	↓	vieux journaux chien de chasse	↓	plaza	↓	assomèreront tragédie au Japon	↓	chute d'eau gelée allongée	↓
rôdez	→							ridicule	→				
rouspètera	→							bonnes pommes	↓				
	→									accord du Nord rapport ce cercle	→		
bien dans le coup	→		très visible	→						naturelle	→		
gaieté	→		diffusées	↓						foyer	↓		
	→				gladiateur	→							séjour-nais
modèren	→				attend	↓							
hallucination	→						favorisé	→					
	→						fin de verbe	↓					attrapé
vêtement de pluie	→	paysage	→					propriétés va trop loin	→				
	→	montrai	↓										
anneaux marins montre son culot	→					jeune danseuse se figera (se)	→			mois des touristes sortis d'Œuf	→		
	→						léger	→					se rident (se)
	→		incriminé	→			démonstratif	↓					
	→		voies du sang	↓						sélection	→		
	→	arbres de fraîcheur fauves tachetés	→						siège de société	→		crack	→
leste	→	tachetés	↓						portier	↓		quatre saisons	→
	→						préposition arçon du chimiste	→					
risquera un œil ami du milieu	→							fabriques massues de base-ball	→				crasses
	→												
	→		route de satellite	→									
	→		copie	↓									
grande capitale régle-ments	→						enzyme	→					
	→						siège musical	↓					
	→										abject	→	
	→										femme du rajah	→	
	→									caractère nordique roue de poulie	↓		
ancienne O.N.U.	→	déquetera	→										coordination c'est le thulium
	→	à poil	↓	exploire	→								
	→								parmi	→			
fiable	→												
	→						envoias au loin	→					

Solution

Sudoku n°2698

8	3	2	4	5	6	1	7	9	7	5	6	8	1	2	9	4	3
5	7	9	2	3	1	8	4	6	8	3	4	7	9	5	6	2	1
1	6	4	7	9	8	5	3	2	2	9	1	3	4	6	7	8	5
7	9	5	6	2	4	3	1	8	3	1	7	9	2	4	5	6	8
2	4	1	9	8	3	7	6	5	5	6	2	1	8	7	3	9	4
6	8	3	1	7	5	2	9	4	9	4	8	5	6	3	1	7	2
9	1	8	3	6	2	4	5	7	9	1	2	6	8	3	4	7	1
4	2	7	5	1	9	6	8	3	5	7	4	1	2	9	6	5	8
3	5	6	8	4	7	9	2	1	3	8	6	4	7	5	2	3	9
									7	4	6	1	3	5	8	9	2
									5	1	9	2	4	8	3	6	7
									8	3	2	6	9	7	5	1	4
8	5	7	3	9	1	2	6	4	7	5	1	9	3	8	6	7	4
2	9	1	5	4	6	3	7	8	4	6	9	2	5	1	3	9	8
6	4	3	7	2	8	1	9	5	8	2	3	7	4	6	2	5	1
4	8	5	6	3	2	7	1	9	6	8	5	1	2	9	7	3	4
7	1	6	8	5	9	4	2	3	3	9	2	7	4	5	8	1	6
3	2	9	1	7	4	8	5	6	5	1	7	4	8	3	6	2	9
1	7	8	9	5	3	5	4	2	4	2	7	9	1	3	5	6	8
9	3	4	2	1	5	6	8	7	8	1	9	5	6	7	4	2	3
5	6	2	4	8	7	9	3	1	5	6	3	4	8	2	9	7	1

Mots Croisés n°2698

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1	R	A	B	O	U	I	L	L	E	U	S	E
2	E	B	O	U	R	G	E	O	N	N	E	S
3	C	E	N	E		N	O	N	E			U
4	E	R		S	L	A	N	G		F	L	A
5	P	R	I	S	E	R	E	V	E		F	
6	T	A	R	A	G	E	S		A	R	M	E
7	A	T	O	N	E			E	T	R	O	I
8	C	I	N	T	R	E		R	A	I	E	N
9	L	O	I		E	T	I	R	E		C	E
10	E	N	E	F		E	N	E	R	V	E	S

Grille géante n°1398

•	P	•	E	•	P	•	G	•	C	•	E	•	G
•	M	•	A	•	T	•	R	•	S	•	A	•	E
•	P	•	A	•	T	•	R	•	S	•	A	•	E
•	J	•	O	•	I	•	N	•	E	•	P	•	R
•	V	•	I	•	S	•	E	•	R	•	E	•	R
•	I	•	M	•	P	•	O	•	N	•	E	•	R
•	O	•	S	•	E	•	R	•	E	•	R	•	E
•	S	•	E	•	R	•	E	•	R	•	E	•	R
•	O	•	S	•	E	•	R	•	E	•	R	•	E
•	A	•	L	•	E	•	N	•	E	•	R	•	E
•	P	•	O	•	T	•	E	•	R	•	E	•	R
•	P	•	A	•	I	•	E	•	R	•	E	•	R
•	S	•	D	•	N	•	S	•	A	•	I	•	R
•	S	•	S	•	U	•	R	•	E	•	R	•	E

NATATION - MEETING DE LYON

Amel Melih améliore son record d'Algérie du 100m nage libre

La nageuse Amel Melih a amélioré son record d'Algérie du 100m nage libre lors du meeting de Lyon (France) en grand bassin (50 m) disputé samedi et dimanche, devenant la première Algérienne à descendre sous la barre des 57 secondes dans cette spécialité. Troisième de la finale du 100m NL, Melih (27 ans) a réalisé un chrono de 56,91, améliorant son ancienne marque établie lors des Jeux africains 2019 au Maroc. Également engagée sur le 50m nage libre, l'athlète du club de Saint-Priest (France) a réussi à égaler son record d'Algérie de la distance avec un temps de 25,74, réalisé lors du meeting international de Marseille, en mars dernier. Cette performance avait permis à l'Algérienne d'améliorer ses minima B qualificatifs pour les Mondiaux en petit bassin d'Abu Dhabi (Emirats arabes unis) et en grand bassin de Fukuoka (Japon). Il y a lieu de rappeler que trois Algériens ont réalisé les minima pour les JO jusqu'à maintenant. Il s'agit d'Oussama Sahnoune (minima A sur 50 et 100 m nage libre), Jaouad Syoud (minima B sur 200m 4 nages, 100 et 200m papillon) et Abdellah Ardjoune (minima B sur 100 et 200m dos).

JO DE TOKYO

La Belgique autorise la vaccination des athlètes

La Belgique a donné lundi son feu vert à l'administration dans les jours à venir d'un vaccin anti-Covid à 225 athlètes belges souhaitant participer aux Jeux olympiques et paralympiques de Tokyo, selon un communiqué des autorités sanitaires.

Cela concerne principalement des athlètes qui ne sont pas encore sélectionnés pour les compétitions. Seule une poignée de Belges, dans des disciplines comme l'athlétisme ou le cyclisme, bénéficient déjà d'une présence assurée à ces JO, selon un porte-parole du Comité olympique et interfédéral belge (COIB).

"Afin de donner aux athlètes belges qui souhaitent participer aux Jeux olympiques et paralympiques toutes les chances de se qualifier, la Conférence interministérielle (CIM) Santé publique a accepté de les vacciner dans les prochains jours", précise le communiqué officiel. La CIM réunit régulièrement autour du ministre de la Santé Frank Vandenbroucke ses homologues des entités fédérées (régions et communautés) pour faire le point sur la vaccination. A ce jour près de 25% des Belges



âgés de plus de 18 ans ont reçu une première dose de vaccin et 77% les deux. Dans ce pays de 11,5 millions d'habitants, où la pandémie de coronavirus a déjà fait près de 24.000 morts, la campagne cible depuis début janvier des catégories jugées prioritaires les unes après les autres.

Après les occupants de mai-

sons de retraite (résidents et personnels), les soignants, à l'hôpital puis officiant en ville, la phase actuelle concerne les personnes âgées (les limites sont différentes selon les régions) et celles présentant des comorbidités.

La possibilité de vacciner les athlètes avant le reste de la population belge faisait l'objet

de discussions depuis plusieurs semaines avec le COIB, qui a salué la décision de lundi. "Étant donné le petit nombre d'athlètes (225) concernés par cette décision, l'impact sur la campagne de vaccination générale sera pratiquement inexistant", a argué le Comité olympique. Le chiffre de 225 se décline ainsi: 170 athlètes visant les JO au Japon (23 juillet-8 août) et 55 autres espérant une participation aux Jeux paralympiques (24 août-5 septembre). En athlétisme, les frères Kevin, Jonathan et Dylan Borlée ainsi que Nafissatou Thiam (heptathlon) sont déjà qualifiés pour la compétition. Même chose pour les cyclistes Wout Van Aert et Remco Evenepoel au contre-la-montre, ou encore la gymnaste Nina Derwael, double championne du monde (2018 et 2019) aux barres asymétriques.

VOILE

La première compétition nationale de Kitesurf du 14 au 17 juillet à Tamentfoust (Fédération)

La première compétition nationale en Kitesurf se déroulera du 14 au 17 juillet à Tamentfoust (Est), a-t-on appris lundi auprès des organisateurs. La pratique du Kitesurf est relativement récente en Algérie, mais l'engouement qu'elle commence à susciter chez certains amateurs de sensations fortes a encouragé la Fédération algérienne de voile à lui accorder plus d'importance.

Ainsi, dans le cadre de la pro-

motion de ses différentes disciplines, la FAV a décidé d'organiser cette première compétition de kitesurf, à Tamentfoust (ex-La Pérouse).

Dans la même perspective de développement, la fédération a autorisé les kitesurfeurs à s'affilier à un club, et même à prendre une licence sportive, choses auxquelles ils n'avaient pas droit par le passé. Même si la pratique de kitesurf y est relativement récente, cela

n'empêche que l'Algérie a déjà participé à certains grands événements internationaux, notamment, les Jeux africains de plage, disputés du 14 au 23 juin 2019, sur l'île capverdienne de Sal.

Le kitesurfeur algérien Ahmed Boudjatit y avait remporté une médaille de bronze, mais la fédération ne semble pas vouloir s'arrêter en si bon chemin, et semble vouloir dynamiser un peu plus cette discipline.

KARATÉ - QUALIFICATIONS JO-2020

Le programme des Algériens au tournoi de Lisbonne connu

Dix des seize karatékas algériens engagés dans le tournoi de Lisbonne (30 avril - 2 mai) concourent en kumité, alors que les six autres seront engagés en kata, suivant le programme de compétition, dévoilé lundi par les organisateurs. Les représentants masculins en kumité sont : Samy Tas (-60 kg), Mohamed Fayçal Boua-

kel (-67 kg), Yanis Lardjane (-75 kg), Samy Brahimi (-84 kg) et Hocine Daïkhi (+84 kg).

Chez les dames, l'Algérie a décidé d'engager Imane Taleb (-50 kg), Widad Draou (-55 kg), Maïdi Chaïma (-61 kg), Lamy Matoub (-68 kg) et Loubna Mekdas (+68 kg).

En kata, les représentants algériens chez

les messieurs seront Mouad Ouites, Samir Lakrouit et Abdelhakim Haoua, alors que chez les dames, les couleurs nationales seront représentées dans cette spécialité par Yamina Bellabès, Kamélia Hadj-Saïd et Rayane Salakdji. La sélection nationale est actuellement en stage bloqué à Alger, où elle compte opérer ses

derniers préparatifs avant de se rendre au Portugal, pour prendre part à ce tournoi, intitulé "Premier League". Une compétition qui servira elle-même de préparation au tournoi suivant, qui se déroulera du 11 au 13 mai, dans la capitale française Paris, et qui sera qualificatif aux Olympiades de Tokyo.

LIGUE SAOUDIENNE DE BASKET L'Algérien Harat (Al Fateh) élu meilleur joueur étranger

Le basketteur algérien Mohamed Harat (Al Fateh) a été élu meilleur joueur étranger de la Ligue saoudienne de basket (SBL) pour la saison 2020-2021, a annoncé lundi l'instance dirigeante. Harat (31 ans), qui avait rejoint Al Fateh en décembre 2020, affiche d'excellentes statistiques (29,1 pts, 17,1 rebonds et 4,4 passes), aidant son club à atteindre les demi-finales des play-offs avant de se faire éliminer par Al Wihda (0-2 : 64-71 et 86-97).

La finale de la SBL a été remportée, dimanche, par Al Nasr devant Al Wihda (2-1 : 99-78, 73-75, 76-70). Avant de rejoindre la formation saoudienne d'Al Fateh, Harat a évolué deux saisons dans le Championnat du Qatar, où il a joué successivement avec Al Shamal (2018-2019) et Al Arabi (2019-2020), avec à la clé un titre de MVP décroché lors du dernier exercice. Harat s'était également distingué avec le GS Pétroliers en Ligue des champions africaine en s'adjugeant le titre de meilleur marqueur de l'édition 2017 avec 24 points de moyenne et avait été choisi dans le meilleur Cinq du tournoi disputé en Tunisie. Harat s'était également illustré en 2015 lors du Championnat arabe des clubs champions à Dubaï (Emirats arabes unis), en décrochant le titre de MVP du tournoi (20 points, 10 rebonds, 2 passes), mais le GSP s'était incliné en finale face à la formation tunisienne de l'ES Sahel (62-74).

DOPAGE-ITALIE

Suspension d'un mois pour l'équipe cycliste Vini Zabù

L'équipe Vini Zabù, qui a enregistré deux contrôles antidopage positifs en quelques

mois, a été suspendue pour une durée d'un mois, jusqu'au 6 mai prochain, a annoncé lundi l'Union cycliste internationale (UCI).

La commission disciplinaire de l'UCI a fait débiter rétroactivement la suspension à la date du 7 avril. "Le règlement antidopage de l'UCI prévoit la suspension d'une équipe lorsque deux de ses coureurs reçoivent la notification d'un résultat d'analyse anormal pour une substance non spécifiée dans des échantillons prélevés au cours de la même période de 12 mois", a précisé la fédération internationale. Le 30

mars, l'UCI a annoncé le contrôle positif à l'EPO du coureur italien Matteo De Bonis, un anonyme du peloton contrôlé hors compétition le 16 février.

En octobre, son compatriote Matteo Spreafico avait été déclaré positif à deux reprises lors du Giro. L'équipe italienne, qui avait été invitée malgré tout par les organisateurs du Giro à participer à la prochaine édition (8 au 30 mai), a annoncé la semaine passée décliner l'invitation. Elle a été remplacée par la formation Androni.

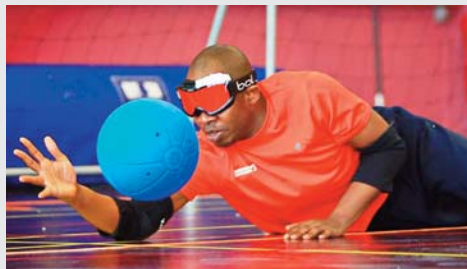
APS

HANDISPORT (GOALBALL)

Tirage au sort du tournoi des Jeux paralympiques de Tokyo le 21 avril

Le tirage au sort du tournoi goalball comptant pour les Jeux paralympiques de Tokyo 2020 (23 août-5 septembre 2021) aura lieu en ligne, ce mercredi, ont annoncé le comité d'organisation des Joutes et la Fédération Internationale des Sports pour Aveugles (IBSA). Les équipes masculines et féminines de 13 pays dont l'Algérie seront concernées par le tirage prévu à Triton de l'île de Harumi et qui déterminera les groupes et

les autres tours de la compétition dont l'entame est prévue le 25 août prochain. Les champions en titre, la Lituanie (messieurs) et la Turquie (dames), aux côtés des Etats-Unis, seront les grands favoris, pour le podium, sans oublier la Russie le Brésil, alors que l'Ukraine fera ses grands débuts paralympiques. Après le tirage au sort de la phase de groupes, le calendrier des matches sera déterminé et publié séparément.



COUPE DE LA CONFÉDÉRATION (5E JOURNÉE/GROUPES A ET B) La JSK et l'ESS en mission périlleuse en déplacement

Le hasard du calendrier a voulu que les deux représentants algériens en Coupe de la Confédération de football, la JS Kabylie et l'Entente de Sétif, soient tous les deux appelés à se déplacer chez les leaders de leurs groupes respectifs au cours de la cinquième journée, prévue mercredi.

Les Canaris, qui restent sur une défaite (1-0) face à l'ES Sétif en match de mise à jour du Championnat de Ligue 1, se rendront au Cameroun pour y défier le Coton Sport Garoua, alors que l'Aigle noir ira en Afrique du Sud, pour croiser le fer avec les Pirates d'Orlando.

De gros morceaux pour les deux représentants algériens, qui ne sont autres que les actuels leaders de leurs groupes respectifs, puisque dans la poule "A", ce sont les Pirates d'Orlando qui occupent la première place, avec 8 points, devant Enyimba (6 pts), alors que l'Entente et le Ahly Benghazi sont ex aequo à la troisième place, avec quatre points chacun. Les Sétifiens sont donc condamnés à revenir avec un résultat positif de leur long déplacement en Afrique du Sud pour espérer rester dans la course pour une éventuelle qualification pour les quarts de finale. Dans le groupe "B", c'est le Coton Sport Garoua qui est l'actuel leader, avec 9 points, devant la JSK (6 pts), le RS Berkane (5 pts) et le NAPSA Stars (1 point). La JSK qui reste sur un nul à domicile face aux Marocains de Berkane (tenant), sera dans l'obligation de réaliser une performance contre les Camerounais pour ne pas compromettre ses chances de qualification.

Une mission périlleuse donc pour les représentants algériens au cours de cette cinquième journée, surtout que rien n'est encore joué jusqu'ici,

et y compris pour les leaders eux-mêmes. En effet, même après quatre journées dans cette phase de poules, rien ne semble définitivement acquis, ou perdu pour la qualification, dans le groupe A comme dans le groupe B.

Mis à part peut-être le NAPSA Stars, dont le sort semble déjà scellé, car n'ayant récolté qu'un seul point jusqu'ici, le rêve d'aller en quarts de finale semble encore permis, et pour l'ensemble des sept formations restantes. En effet, ces clubs se tiennent actuellement dans un mouchoir de poche, alors qu'il reste encore six points à récolter avant la fin de la phase de poules, faisant que pratiquement tout le monde ait encore une chance de se qualifier.

Une situation qui impose cependant une obligation de résultats à l'ensemble de ces clubs, particulièrement à ceux qui reçoivent, car ce sera peut-être leur ultime chance de récolter des points, avant d'effectuer à leur tour une sortie périlleuse lors de la sixième et dernière journée. C'est d'ailleurs cette obligation de résultats qui devrait compliquer la tâche aux représentants algériens, car leurs futurs adversaires voudront probablement profiter de leur dernier



match à domicile pour s'adjuger trois nouveaux points, et aborder ainsi cette périlleuse sixième journée avec une certaine marge de manœuvre. Ce qui sera le cas des Pirates, qui

iront chez leurs dauphins, les Nigériens d'Enyimba alors que le Coton Sport sera hôte des sixième et septième du groupe "B", les Marocains du RS Berkane.

Le programme

Programme des matchs de la 5e journée de la Coupe de la Confédération de football, prévus mercredi.

Groupe A

Benina: Ahly Benghazi (Libye) - Enyimba (Nigeria) 20h00
Johannesburg: Orlando Pirates (Afrique du Sud) - ES Sétif (Algérie) 14h00

Groupe B

Lusaka: NAPSA Stars (Zambie) - RS Berkane (Maroc) 17h00
Garoua: Coton Sport (Cameroun) - JS Kabylie (Algérie) 14h00

Groupe C

Thiès: ASC Jaraaf (Sénégal) - ES Sahel (Tunisie) 17h00
Porto Novo: Salitas (Burkina Faso) - CS Sfaxien (Tunisie) 17h00

Groupe D

Dar es Salaam: Namungo (Tanzanie) - Raja Casablanca (Maroc) 14h00
Ndola: Nkana (Zambie) - Pyramids (Egypte) 14h00.

LIGUE 1 - RC RELIZANE

Accord trouvé pour arrêter une grève qui dure depuis 19 jours (club)

Le président du RC Relizane, Mohamed Hamri, a trouvé un accord avec ses joueurs et les membres du staff pour arrêter la grève qui dure depuis près de trois semaines, suite à la réunion qui les a regroupés lundi soir, a-t-on appris de ce club de Ligue 1 de football. Les protégés de l'entraîneur Cherif El Ouezzani devraient reprendre l'entraînement mercredi, comme entendu avec leur président au cours de cette réu-

nion à laquelle a assisté le directeur local de la jeunesse et des sports (DJS) en sa qualité de représentant du wali de Relizane, a-t-on précisé de même source. Le président Hamri a tenu pour l'occasion à fournir des explications à ses poulains ainsi qu'aux membres du staff technique sur les difficultés financières auxquelles il est confronté d'où son incapacité à régulariser leur situation financière. Il s'est notamment

plaigne de l'absence "de soutien de la part de (ses) pairs au niveau du conseil d'administration de la société sportive par actions du club", rapporte-t-on encore. Pour sa part, l'entraîneur Cherif El Ouezzani a mis en garde contre les répercussions de cette longue grève sur la suite du parcours de son équipe qui vise à se maintenir parmi l'élite qu'elle a retrouvée cette saison après quatre exercices passés en Ligue 2. L'an-

cienn international algérien a également profité de la présence du DJS pour appeler les autorités locales à aider le club à surmonter cette phase difficile qu'il traverse sur le plan financier, souligne-t-on. Le "Rapid", qui a terminé à la 12e place la phase aller du championnat avec 24 points, accueillera le voisin le MC Oran le 30 avril dans le cadre des huitièmes de finale de la coupe de la Ligue.

LIGUE 1 - MC ORAN

Belkaroui interdit d'entraînement et d'accès au stade

Le défenseur central du MC Oran Belkaroui est interdit d'entraînement "jusqu'à nouvel ordre", a-t-on appris mardi de ce club de Ligue 1 de football. Une correspondance émanant du président du MCO, Tayeb Mahiaoui, a été envoyée au staff technique dirigé par l'entraîneur en chef Kheireddine Madoui, pour l'instruire de ne pas autoriser le joueur concerné à participer aux entraînements de ses coéquipiers, précise-t-on. La même correspondance a été également transmise à la direction du stade Ahmed-Zabana, lieu d'entraînement des "Hamraoua", lui demandant d'interdire au joueur l'accès au stade, souligne-t-on encore. Aucune ex-

plication n'a été donnée dans ladite correspondance à cette décision prise à l'encontre de l'ancien international algérien, mais, dans l'entourage du club, l'on évoque une prise de bec qui a eu lieu il y a quelques jours entre Mahiaoui et Belkaroui, après la montée au créneau de ce dernier pour réclamer la régularisation de sa situation financière. Le même scénario s'était produit en début de saison, ayant failli à Belkaroui à l'époque d'être exclu du club, avant que son président ne revienne à de meilleurs sentiments, rappelle-t-on. En bute à des problèmes financiers, la direction du MCO ne parvient pas à honorer ses engagements envers

ses joueurs, ce qui a contraint ces derniers à boycotter les entraînements à plusieurs reprises. Belkaroui avait rejoint la formation d'El-Bahia, le club phare de sa ville natale, lors de l'intersaison en provenance de l'USM Alger. Le joueur de 30 ans a eu plusieurs expériences à l'étranger avant des rejoindre les "Usmistes", notamment en Tunisie où il a porté les couleurs des deux grands clubs de la capitale, le Club Africain et l'ES Tunis. Le MCO, troisième au classement de la Ligue 1, prépare son match des huitièmes de finale de la coupe de la Ligue qui l'opposera au RC Relizane sur le terrain de ce dernier le 30 avril en cours.

TOURNOI OLYMPIQUE DE TOKYO Tirage au sort mercredi à Zurich

Les équipes féminines et masculines de football connaîtront mercredi leurs adversaires dans la course à la médaille d'or avec le tirage au sort du tournoi olympique de Tokyo.

Le tirage au sort se tiendra au siège de la Fifa, à Zurich, alors que de l'autre côté de la Suisse, à Montreux, l'UEFA aura tenté mardi lors de son congrès de répondre aux assauts de la Super Ligue et de ses 12 clubs dissidents.

Les enjeux ne sont pas les mêmes, bien sûr, et mercredi il ne s'agira que de savoir qui aura les honneurs des matches d'ouverture ou qui affrontera les tenants du titre brésiliens chez les hommes ou les immenses favorites américaines chez les femmes.

Pour le tournoi masculin, les 16 équipes ont été réparties dans quatre chapeaux de quatre, en fonction d'un classement établi sur les cinq dernières éditions du tournoi olympique.

Selon la Fifa, les performances les plus récentes ont "plus de poids" dans l'élaboration de ce classement et un bonus a été "attribué aux nations qui ont remporté leurs compétitions continentales de qualification respectives".

Qualifié en tant que pays hôte, le Japon figure dans le chapeau 1, aux côtés du Brésil, vainqueur en 2016 à Rio, de l'Argentine et de la Corée du Sud.

Mais les autres groupes recèlent quelques pièges redoutables, à commencer par la présence de l'équipe de France dans le chapeau 4.

Alors que deux équipes d'une même confédération ne peuvent pas s'affronter en poules, on peut ainsi imaginer un redoutable groupe composé du Brésil, du Mexique, de l'Egypte, qui espère la présence de Mohamed Salah, et de la France.

Chez les femmes, qui disputent un tournoi à douze équipes, les tenant du titre allemandes ne sont pas qualifiées et le champ semble libre pour les Américaines, doubles championnes du monde en titre, et leurs icônes Megan Rapinoe ou Alex Morgan. Les joueuses de la "Team USA", qui figurent dans le chapeau 1 avec le Japon et les Pays-Bas, ont par ailleurs une revanche à prendre après les JO de Rio, les seuls lors desquels elles n'ont pas réussi à atteindre la finale (quatre titres et une médaille d'argent lors des cinq premières éditions).

Les chapeaux lors du tirage au sort:

Tournoi masculin Chapeau 1: Japon, Argentine, Brésil, Corée du Sud.

Chapeau 2: Allemagne, Espagne, Honduras, Mexique.

Chapeau 3: Afrique du Sud, Egypte, Côte d'Ivoire, Nouvelle-Zélande.

Chapeau 4: Australie, Arabie saoudite, France, Roumanie.

Tournoi féminin Chapeau 1: Japon, Etats-Unis, Pays-Bas.

Chapeau 2: Brésil, Grande-Bretagne, Suède.

Chapeau 3: Australie, Canada, Chine.

Chapeau 4: Chili, Nouvelle-Zélande, Zambie.

SUPER LIGUE

GOUVERNEMENT-EUROPE Londres va faire "tout son possible" pour bloquer la Super Ligue européenne de football

Le gouvernement britannique compte faire "tout son possible" pour empêcher la création d'une Super Ligue européenne de football, y compris en invoquant la législation sur la concurrence, a affirmé lundi le ministre des Sports Oliver Dowden.

M. Dowden a précisé devant le Parlement qu'il avait eu des entretiens d'urgence avec les dirigeants de la Premier League, de la fédération anglaise et de l'UEFA avec un "message clair: ils ont notre appui total". Parmi les 12 clubs ayant annoncé dimanche un accord pour la création d'une compétition européenne privée et quasiment fermée, puisque 15 des 20 places seraient réservées aux clubs fondateurs, figurent 6 équipes de Premier League: les deux Manchester, Liverpool, Chelsea, Tottenham et Arsenal.

Ces clubs pourraient être visés par une enquête dans le cadre des lois contre les pratiques anti-concurrentielles qui interdisent la formation de cartels d'entreprises ou de monopoles.

Le gouvernement va également se pencher sur une réforme de la gouvernance des clubs, pour pouvoir surveiller leurs comptes et il envisage la création d'une instance de régulation indépendante, a encore indiqué M. Dowden.

Une grande consultation sur l'avenir du football en Grande-Bretagne, menée par les supporters, va également être lancée pour étudier notamment le développement de l'actionnariat populaire, à l'image de la Bundesliga où les groupes de supporters sont souvent très impliqués dans la gestion du club.

"Pour dire les choses simplement, nous allons réévaluer tout ce que le gouvernement fait pour soutenir ces clubs", a résumé Dowden. "Nous ferons tout notre possible pour protéger notre sport national", a-t-il encore poursuivi. Ces propos interviennent alors que le Premier ministre Boris Johnson a réaffirmé sa ferme opposition à ce projet de ligue dissidente.

"Nous allons regarder tout ce que nous pouvons faire avec les autorités du football pour nous assurer que cela n'aille pas dans la direction actuellement suggérée", avait-il déclaré à des journalistes. Les six clubs anglais impliqués "ne sont pas que des marques mondiales. Ce sont aussi des clubs dont l'histoire remonte à leurs villes, leurs communautés locales. Ils doivent garder un lien avec ces supporters et avec leur communauté", a-t-il poursuivi.

Klopp, "pas consulté" sur le sujet n'a "aucun problème" avec la Ligue des champions actuelle

L'entraîneur de Liverpool, Jürgen Klopp a assuré lundi ne pas avoir été "consulté" sur le projet de Super Ligue européenne présenté dimanche par 12 clubs, dont le sien, et n'avoir "aucun problème" avec la Ligue des champions actuelle.

"J'en ai entendu parler pour la première fois hier (dimanche).

On avait quelques infos, mais pas beaucoup, honnêtement, ce qu'on pouvait lire dans les journaux", a-t-il expliqué au micro de Sky sport avant le match contre Leeds pour la 32e journée de Premier League.

"Les gens ne sont pas contents et je peux le comprendre, mais je n'ai pas grand chose de plus à dire, pour être honnête, parce qu'on n'a pas été consultés lors du processus, ni les joueurs ni moi", a-t-il ajouté. L'entraîneur allemand, qui s'était exprimé par le passé contre la création d'une Super Ligue, a assuré qu'il n'avait "pas changé d'avis" sur la question. "Mon rêve a toujours été d'y entraîner une équipe, je n'ai donc évidemment aucun problème avec la Ligue des champions" actuelle, a-t-il souligné, alors que le projet de Super Ligue prévoit de réserver 15 places sur 20 à des clubs fondateurs, année après année.

"J'aime l'aspect compétitif dans le football, j'aime l'idée que West Ham (actuellement 4e et virtuellement qualifié pour la C1) puisse jouer la Ligue des champions l'an prochain.

Je n'ai pas envie qu'ils y soient, pour être honnête, parce que nous on veut y être, mais j'aime qu'ils aient une chance", a-t-il poursuivi. Klopp s'est cependant bien gardé de critiquer trop frontalement la démarche à laquelle les Reds ont participé activement. "Je n'ai pas toutes les informations, je ne sais pas pourquoi les 12 équipes l'ont fait. Certaines choses vont changer à l'avenir dans le football, c'est certain, certaines choses doivent changer dans le football", a-t-il insisté, soulignant que l'UEFA est favorable depuis longtemps à un accroissement du nombre de matches européens - auquel lui est hostile - pour rapporter plus d'argent. "Vous dites que les clubs font ça pour l'argent, mais l'UEFA fait ça pour quoi ?" a-t-il interrogé ironiquement au sujet du projet de réforme adopté lundi et qui verra la C1 passer en 2024 de 32 à 36 équipes.

APS

Le "Big 6" salit la réputation de la Premier League, estime Everton

Le club d'Everton a estimé mardi que les six clubs "Big 6", impliqués dans le projet de Super Ligue européenne dissidente "salissent la réputation" de la Premier League, alors que les 14 clubs délaissés doivent se réunir dans la journée.

Les membres de la direction d'Everton ont écrit que les Toffees sont tristes et déçus de voir que la proposition de ligue dissidente soit appuyée par six clubs de Premier League dont le voisin Liverpool, l'une de ses équipes soutenant le projet.

"Six clubs qui agissent uniquement dans leur propre intérêt. Six clubs qui salissent la réputation de notre championnat et de ce sport. Six clubs qui choisissent de manquer de respect aux autres clubs avec lesquels ils discutent autour d'une table dans le cadre de la Premier League", énumèrent les Toffees.

Ce communiqué intervient alors que la Premier League, qui avait condamné dès dimanche ce projet de ligue semi-

fermée où 15 des 20 places seraient réservées aux clubs fondateurs, réunit les 14 équipes laissées de côté pour envisager des actions communes.

Le groupe qualifié de "Big 6" dans le championnat anglais - les deux Manchester, Liverpool, Chelsea, Tottenham et Arsenal -, associé à trois équipes espagnoles et trois italiennes, constitue le noyau de 12 clubs qui a élaboré et présenté ce projet.

"Dans cette période de crise nationale et internationale -- et à un moment charnière de notre



sport -- les clubs devraient travailler ensemble et collectivement avec les idéaux de notre sport et les supporters à coeur", poursuit encore le communiqué qui dénonce la "conspiration secrète" des six autres équipes.

"Le tollé (provoquée par le projet) est compréhensible et mérité -- et il doit être entendu", conclut Everton.

ALLEMAGNE La Fédération allemande demande l'exclusion des clubs dissidents de la Super Ligue

La Fédération allemande de football (DFB) a demandé, dans un communiqué publié mardi, à ce que les douze clubs fondateurs de la Super Ligue soient exclus de toutes les compétitions. "Les clubs et leurs équipes de jeunes

devraient être exclus de toutes les compétitions, jusqu'à ce qu'ils pensent de nouveau à leur nombreux supporters, qui ont fait d'eux des géants du football mondial, et pas uniquement à leur porte-monnaie", déclare le président de la DFB

Fritz Keller, cité dans le communiqué.

La DFB apporte ainsi son soutien direct à l'UEFA, qui a notamment menacé les clubs concernés d'exclusion de toutes les compétitions. Une Super Ligue fermée "est quelque

chose pour les super-riches et les super-sans-scrupule", ajoute Keller. "Le comportement égoïste de ces douze clubs n'a plus rien à voir avec le jeu que nous avons tous appris à aimer lorsque nous étions enfants".

Les clubs dissidents "devront subir les conséquences" (Infantino)

Le président de la Fédération internationale de football (Fifa), Gianni Infantino, a "désapprouve fortement" le projet de Super Ligue lancé lundi par douze clubs européens dissidents qui "devront subir les conséquences" de leur acte.

Ce projet voulant concurrencer la traditionnelle Ligue des champions d'Europe est "un club fermé", "dissident des institutions existantes", a accusé Gianni Infantino en ouverture du congrès annuel de l'Union européenne de football (UEFA) en Suisse. "Soit vous êtes de-

hors, soit vous êtes dedans. Vous ne pouvez pas être à moitié dedans et à moitié dehors", a-t-il ajouté, agitant à nouveau la menace de l'exclusion des clubs mutins et de leurs joueurs de toutes les compétitions nationales et internationales, sans néanmoins citer de mesures concrètes. "Les promotions et les relégations sont un modèle qui a été couronné de succès", a lancé l'Italo-Suisse, alors que ce système de ligue quasiment fermée offre aux clubs fondateurs une place d'office chaque saison, au lieu de devoir se qua-

lifier via les championnats locaux. Quelques minutes plus tôt, le président du Comité international olympique (CIO) Thomas Bach avait lui aussi dénoncé le projet lancé par six clubs anglais, trois espagnols et trois italiens. "Le modèle sportif européen est une approche unique (...) fondée sur l'ouverture d'une compétition équitable qui donne la priorité au mérite sportif. Ce modèle est menacé aujourd'hui (...), défini par une approche purement guidée par le profit", a-t-il ré- gretté.

EUROPE-ALLEMAGNE La Super Ligue ne va pas résoudre les problèmes du foot, estime Rummenigge

La création d'une Super Ligue ne va pas résoudre "les problèmes financiers du football européen causés par le Covid-19", a estimé lundi le patron du Bayern Munich Karl-Heinz Rummenigge, qui a confirmé que son club n'est pas associé au projet. "Je ne pense pas que la Super Ligue résoudra les problèmes", a-t-il affirmé dans un communiqué.

"Au contraire, tous les clubs européens devraient travailler de manière solidaire pour faire en sorte que la structure des coûts, en particulier les salaires des joueurs et les honoraires des consultants, soit ajustée aux revenus afin de rendre le football européen plus rationnel". Le Bayern est le seul club parmi tous les vainqueurs de la Ligue des

champions depuis 2005 à ne pas s'être engagé pour la création de cette Super Ligue. Il est aussi l'un des seuls à ne pas être lourdement endetté. Président du directoire du club allemand, Rummenigge évite toutefois de condamner fermement l'initiative. Il se contente de souligner que "le FC Bayern n'a pas participé à la planification d'une Super Ligue (et) saue

la réforme de la Ligue des champions, car nous pensons qu'elle est la bonne démarche pour le développement du football européen." L'UEFA a présenté lundi un nouveau format pour le premier tour de la Ligue des champions, prévoyant que chaque équipe joue à l'horizon 2024 dix matches de poules, au lieu de six dans la formule actuelle.

FC BARCELONE : CE SERAIT IMMINENT POUR SERGIO AGUERO !

Sergio Agüero devrait bien s'engager avec le FC Barcelone durant ce mercato. FC Barcelone : ce serait imminent pour Sergio Agüero ! Actuellement sous contrat avec Manchester City jusqu'à la fin de l'exercice en cours, Sergio Agüero ne restera pas chez les Skyblues et son nouveau club serait tout trouvé. En effet, si l'on en croit les dernières informations du programme La Portería, diffusée sur la chaîne Bêlévé, l'attaquant international argentin devrait bien signer au FC Barcelone. La signature d'El Kun en Catalogne serait même imminente et ses avocats étudieraient déjà une proposition de contrat. Le joueur de 32 ans aurait indiqué aux Blaugranas qu'il était prêt à baisser ses exigences pour faciliter l'opération.



LE TRANSFERT DE LINGARD BOUCLÉ POUR 28 M€ ?

Le prêt de Jesse Lingard à West Ham pourrait se transformer en mutation définitive pour l'ailier anglais. Celui-ci serait d'accord pour rester et Manchester United est prêt à le vendre aux Hammers.

Jesse Lingard devrait écarter les offres d'Arsenal ou encore Tottenham l'été prochain pour s'engager avec West Ham rapporte le média britannique, TeamTalk. Ce dernier laisse entendre que le montant du transfert serait déjà connu pour les dirigeants des Hammers. Il s'élèverait à 28 millions d'euros au total, frais de prêt compris.

Dans les faits, West Ham verserait 25 millions d'euros supplémentaires au trois millions d'euros déjà payés pour le prêt de Jesse Lingard de janvier à fin juin. Pour Gary Neville, consultant de Sky Sports et ancien joueur de Manchester United, ce transfert serait une bonne chose pour Jesse Lingard : « Si Jesse veut jouer, alors il va devoir partir. Parce qu'il ne jouera pas je pense dans une équipe de Manchester United qui jouera le titre la saison prochaine encore » a-t-il déclaré.

MBAPPÉ PÉREZ FAIT LE POINT SUR LE DOSSIER

Kylian Mbappé va-t-il quitter le PSG pour rejoindre le Real Madrid lors du prochain mercato estival ? La presse espagnole le pense et assure depuis des mois que le club madrilène aurait d'ores et déjà tout préparé pour accueillir l'attaquant de 22 ans à l'issue de la saison en cours.

Florentino Pérez, le président des Merengues, est sorti du silence sur ce dossier. À un an de la fin de son contrat, Kylian Mbappé n'a toujours pas donné de réponse à ses dirigeants quant à une prolongation. Une lettre de l'international français qui fait penser aux médias étrangers que le joueur envisage de plus en plus de quitter le Paris Saint-Germain pour rejoindre Zinedine Zidane au Real Madrid cet été. D'ailleurs, Sport a récemment révélé que l'entraîneur du Real aurait profité de la dernière trêve internationale pour appeler directement le jeune champion du monde 2018 afin de lui réitérer son intérêt et lui demander de ne pas parapher un nouveau bail avec le PSG et contrairement ainsi Nasser Al-Khelaïfi à le placer sur le marché en fin de saison. Invité de l'émission El Chiringuito à la télévision espagnole lundi soir, Florentino Pérez a été interrogé sur le sujet. Et le patron du club espagnol s'est voulu très clair : le Real n'a pas approché Mbappé. « Nous sommes ici pour parler de la Super-ligue. Dans huit ans, je parlerai d'autre chose », s'est d'abord défendu Pérez sur la question du journaliste qui demandait s'il comptait recruter le numéro 10 du Paris SG cet été. « Regardez, je porte un masque et j'entends 'signe Mbappé'. Que dois-je dire ? Soyez tranquilles... La vérité est qu'il est un très bon joueur. Madrid a besoin d'un changement. Je ne parle pas de Mbappé. Mais nous avons gagné beaucoup de choses, beaucoup de choses se sont produites. Il faut récupérer l'espoir et je travaille sur ça », a lancé l'homme d'affaires espagnol devant l'insistance de Josep Pedrerol, le présentateur de l'émission. Arrivé en 2017 contre un chèque de 180 millions d'euros, Mbappé est lié au Paris Saint-Germain jusqu'en juin 2022. En négociations avec la direction parisienne dans l'optique d'une prolongation, l'ancien buteur de l'AS Monaco pourrait finalement poursuivre son aventure dans la capitale française, d'autant plus que Florentino Pérez exclut toute idée d'un échange incluant Vinicius Junior dans l'opération Mbappé.



LE «ZLATAN SERBE» DANS LE VISEUR DE MANCHESTER UNITED

Toujours à la recherche de renforts offensifs pour la saison prochaine, les deux cadors de Premier League pourraient se battre pour la révélation de la Fiorentina, Dusan Vlahovic. Rare satisfaction de la Fiorentina cette saison - actuellement 15e de la Serie A - le jeune Dusan Vlahovic ne devrait pas rester bien longtemps sous les couleurs de la Viola. Buteur à 15 reprises en championnat, le Serbe de 21 ans a attiré l'attention des plus grosses équipes européennes. D'après les informations du Daily Star, les clubs de Manchester United et Liverpool pourraient être les premiers à dégainer le chèque cet été pour celui qui se présente comme le « Zlatan Ibrahimovic serbe ».

Milner contre la Super Ligue

Malgré son statut de vice-capitaine de Liverpool, qui fait partie des 12 clubs fondateurs de la Super Ligue, James Milner (35 ans, 33 matchs toutes compétitions cette saison) n'adhère pas à ce projet. Le milieu de terrain anglais s'est rangé du côté des nombreux supporters dépités par la création de cette ligue semi-fermée. "Je ne peux que donner mon avis personnel et je n'aime pas ça du tout. J'espère que ça n'arrivera pas. Le système actuel fonctionne bien depuis longtemps, ce qui a rendu cet événement si spécial. Nous avons gagné le droit de remporter la Ligue des Champions et le droit de gagner la Premier League. Le produit que nous avons actuellement est très bon. En arrivant au match aujourd'hui (lundi), les supporters de Leeds ont montré ce qu'ils en pensaient. En tant que joueurs, nous n'avons pas vraiment notre mot à dire, c'est donc un peu injuste. Tout ce que nous pouvons faire est d'essayer de gagner des matchs de football", a expliqué le Britannique pour Sky Sports.



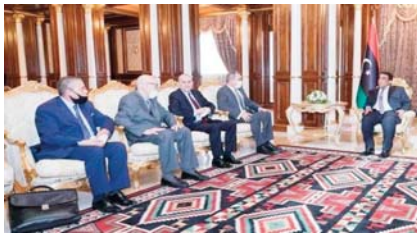
ALGÉRIE - LIBYE

Le président du Conseil présidentiel libyen valorise le rôle de l'Algérie dans la sécurité et la stabilité de la Libye

Le président du Conseil présidentiel libyen, Mohamed El-Menfi, a valorisé lundi lors de l'audience qu'il accordée au ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum et à la délégation l'accompagnant, "le rôle de l'Algérie dans la sécurité et la stabilité de la Libye".

Le président du Conseil présidentiel libyen "a valorisé le rôle de l'Algérie dans la sécurité et la stabilité de la Libye", mettant en exergue "la profondeur" des relations fraternelles entre les deux pays frères, indique lundi un communiqué du Conseil.

M. El-Menfi a également souligné "l'attachement de la Libye à consolider la coopération dans divers domaines avec les frères Algériens et l'importance de raffermir ces relations", ajoute la même source. Dans le cadre de la visite de travail qu'il a entamé lundi en Libye, en compagnie du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, M. Sabri Boukadoum et la délégation l'accompa-



gnant ont été reçus par plusieurs hauts responsables libyens, à l'instar du chef du Gouvernement d'Union nationale, Abdelhamid Dbeibah, des vices présidents du Conseil présidentiel, Moussa El Kouni et Abdallah Ellafi et du président du Haut Conseil de l'Etat, Khaled El Mechri.

Lors de leur entretien, MM. El Mechri et Boukadoum ont passé en revue les relations bilatérales

sur les plans politique, sécuritaire et économique ainsi que les perspectives du processus du règlement politique libyen. Les voies et moyens d'appuyer la nouvelle Autorité unifiée à relever les défis liés à la mise en oeuvre de la feuille de route, à garantir une solution pacifique et globale en Libye et à parvenir aux élections dans les délais impartis, ont également été au menu des discussions des deux

responsables. Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, accompagné du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'aménagement du territoire, Kamel Beldjoud a entamé ce lundi une visite de travail à la Libye dans le cadre du développement des relations bilatérales et de soutien aux parties libyennes pour relever les défis actuels. "Cette visite s'inscrit dans le cadre des efforts consentis pour promouvoir les relations bilatérales entre les deux pays frères et apporter le soutien aux parties libyennes pour faire face aux défis actuels, notamment la mise en oeuvre de la feuille de route en faveur d'une solution pacifique et globale à la crise libyenne", a précisé le communiqué des AE.

M. Boukadoum réaffirme le soutien continu de l'Algérie aux efforts visant l'unification des rangs en Libye

Le ministre des affaires étrangères, M. Sabri Boukadoum a affirmé que la visite de travail qu'il a effectué lundi en Libye, avait constitué une opportunité de renforcer les relations bilatérales et réaffirmer le soutien continu de l'Algérie aux efforts visant l'unification des rangs et la préparation des échéances importantes à venir dans ce pays.

"Cette visite de travail en Libye, pays frère, a constitué une opportunité d'échanger avec les hauts responsables du nouveau pouvoir exécutif, en vue de renforcer les relations bilatérales et réaffirmer le soutien continu de l'Algérie aux efforts visant l'unification des rangs et la préparation des échéances importantes à venir", a écrit M. Boukadoum dans un tweet sur son compte officiel.

"La sécurité et la stabilité de la Libye demeurent notre seul objectif. Ce qui fait le bonheur de ce pays nous réjouit comme son malheur nous attriste", a-t-il estimé. Pour rappel, le Premier ministre libyen Abdelhamid Dbeibah avait reçu lundi, à Tripoli, les ministres algériens des Affaires étrangères et de l'Intérieur, Sabri Boukadoum et Kamel Beldjoud ainsi que la délégation l'accompagnant. Il avait été question lors de cette entrevue de "l'intensification de la coordination et des consultations politiques (entre les deux pays) autour de différentes questions d'intérêt commun", indique un communiqué du gouvernement libyen. Les deux parties sont tombées d'accord sur la nécessité de "la poursuite de la coopération et des consul-

tations afin de faire face aux dangers qui menacent la région, à l'image du terrorisme, du crime organisé transfrontalier, du trafic de stupéfiants, de la contrebande d'armes et de l'immigration clandestine", a précisé le communiqué. Il avait été également décidé d'accorder la priorité aux réunions de préparation de la 14^{ème} session de la haute commission mixte. Dans le cadre de leur visite de travail en Libye, MM. Boukadoum et Beldjoud avaient rencontré de hauts responsables libyens dont le président du Conseil présidentiel, Mohamed El Manfi et deux membres du Conseil présidentiel, Moussa El Kouni et Abdallah Ellafi. Ils ont également été reçus par le président du Haut Conseil de l'Etat, Khaled El Mechri.

Boukadoum et Beldjoud reçus par le Premier ministre libyen

Le Premier ministre libyen Abdelhamid Dbeibah a reçu lundi, à Tripoli, les ministres algériens des Affaires étrangères et de l'Intérieur, Sabri Boukadoum et Kamel Beldjoud ainsi qu'une délégation l'accompagnant. Il a été question lors de cette entrevue de "l'intensification de la coordination et des consultations politiques (entre les deux pays) autour de différentes questions d'intérêt commun", indique un communiqué du gouvernement libyen. Les deux parties sont tombées d'accord sur la nécessité de "la poursuite de la coopération et des consultations afin de faire face aux dangers qui menacent la région, à l'image du terrorisme, du crime organisé transfrontalier, du trafic de stupéfiants, de la contrebande d'armes et de l'immigration

clandestine", précise le communiqué. Il a été également décidé lors de cette rencontre d'accorder la priorité aux réunions de préparation de la 14^{ème} session de la haute commission mixte. Le communiqué informe, en outre, que la Libye compte œuvrer en vue de "réactiver l'Union maghrébine et appeler à une réunion des ministres des Affaires étrangères" maghrébines. Dans le cadre de leur visite de travail en Libye, MM. Boukadoum et Beldjoud ont rencontré de hauts responsables libyens dont le président du Conseil présidentiel, Mohamed El Manfi et deux membres du Conseil présidentiel, Moussa El Kouni et Abdallah Ellafi. Ils ont également été reçus par le président du Haut Conseil de l'Etat, Khaled El Mechri.

NIGER

L'Algérie condamne l'attaque terroriste perpétrée contre le village de Gaigorou

L'Algérie a condamné "fermement" l'attaque terroriste ayant ciblé le village nigérien de Gaigorou, assurant le gouvernement et le peuple nigériens de sa "pleine solidarité".

"L'Algérie condamne fermement l'attaque terroriste perpétrée, le 18 avril 2021, contre le village de Gaigorou, dans la région de Tillabéri, dans l'ouest du Niger, ayant fait plusieurs morts et blessés", indique communiqué du ministère des Affaires étrangères rendu public lundi. "En ces pénibles circonstances, l'Algérie présente ses sincères condoléances aux familles des victimes et réitère sa

pleine solidarité avec le Gouvernement et le peuple nigérien frère, et les assure de son plein appui dans la lutte qu'ils livrent contre le terrorisme", assure le communiqué. "L'Algérie demeure convaincue que le Gouvernement et le peuple nigériens sauront surmonter cette épreuve difficile", ajoute la même source. "Ces crimes odieux interpellent, une nouvelle fois, sur la nécessité de conjuguer nos efforts pour éradiquer le fléau du terrorisme qui doit demeurer une priorité tant au niveau continental qu'international", conclut le communiqué du ministère.

RESSOURCES EN EAU Le déficit national de pluviométrie compris entre 20 et 30 % sur les trois dernières années (ministre)

L'Algérie a connu un déficit en pluviométrie compris entre 20 et 30 % sur les trois dernières années, ce qui rend le dessalement d'eau de mer une option "incontournable", a indiqué lundi à Alger le ministre des Ressources en Eau, Mustapha-Kamel Mihoubi.

S'exprimant sur les ondes de la Chaîne III de la Radio algérienne, le ministre a fait savoir que l'ensemble des régions du pays ont connu un déficit de pluviométrie depuis l'année dernière à l'exception de la région Est qui a connu un surplus de 2 %. M. Mihoubi a également indiqué que pour la période de septembre à avril, il a été enregistré pour la région Ouest 225 millimètres (mm) de précipitations, soit -28 % comparativement à la moyenne des vingt dernières années, tandis que le Centre-Ouest a enregistré 212 mm (-42 %), 375 mm pour la région Centre-Est (-26 %) et 598 mm (+2 %). Concernant le taux de remplissage des barrages, le ministre a indiqué que pour l'Ouest, ce taux est de 28 %, 21 % pour le centre, 28 % pour le Chelif et 67 % pour l'Est, soit un taux de remplissage national autour de 44 %. "Cela nous amène à revoir notre stratégie en matière d'organisation de la ressource et ne pas se contenter des ressources conventionnelles, à savoir les eaux de surface, en s'orientant vers les eaux non conventionnelles", a-t-il insisté.

Le ministre a ainsi plaidé pour la mobilisation des moyens nécessaires et le redoublement des efforts en matière de réalisation de stations de dessalement d'eau de mer (SDEM). Les perspectives de la stratégie du secteur incluent le doublement du nombre de SDEM et parvenir à horizon 2030 à 2 milliards m3 de production d'eau non conventionnelle, a-t-il fait savoir, évoquant aussi la possibilité de l'extension des capacités certaines stations existantes. A titre d'exemple, les capacités de la station d'El Hamma (Alger) devraient être renforcées prochainement pour atteindre 240.000 m3/jour contre 200.000 m3/jour actuel-

lement. Actuellement, le pays compte 11 SDEM produisant 2,1 millions m3/jour, soit près de 770 millions m3/an. Concernant le financement des nouveaux projets de SDEM, M. Mihoubi a souligné qu'il se fera selon de nouveaux modes de montage financiers. "Un comité interministériel regroupant les représentants des ministères des Ressources en eau et de l'Energie ainsi que des experts, travaille actuellement sur des nouvelles formules de financement, vu que l'ancienne formule n'était pas aussi probante", a-t-il déclaré.

Une charte sur l'économie de l'eau présentée mardi

Par ailleurs, concernant le volet du gaspillage de l'eau, M. Mihoubi a souligné l'intérêt d'un travail de communication et de sensibilisation des citoyens, notamment via l'Agence nationale de gestion intégrée des ressources en eau (AGIRE) et l'implication d'autres ministères. Dans ce cadre, il a fait savoir qu'une charte sur l'économie de l'eau sera présentée ce mardi puis transmise à l'ensemble des secteurs pour faire l'objet d'actions concrètes. Au terme de ce travail de sensibilisation, il pourrait être instauré un système répressif contre le gaspillage de l'eau, notamment au niveau des piquages illicites. S'agissant du prix de la ressource hydrique, le ministre a évoqué une possible augmentation, "pas dans l'immédiat", pour la part consacrée à la tranche économique (industrie).

"Nous avons consenti des sommes d'investissement colossales dans les projets, je pense qu'il est temps de revoir cette tarification", a-t-il estimé, assurant que pour les citoyens, l'augmentation des prix n'est pas envisagée. Il a souligné, dans ce sens, que la subvention de l'Etat ne sera supprimée qu'après avoir atteint un niveau élevé de performance dans la qualité de service en matière d'alimentation d'eau potable.

APS

JUSTICE

Cour de Tipasa : le procès en appel de Karim Tabou reporté au 28 juin

La chambre correctionnelle près la Cour de Tipasa a décidé, lundi, du report au 28 juin prochain du procès en appel de Karim Tabou, condamné en première instance à une peine d'une année de prison avec sursis pour "atteinte au moral de l'armée". La chambre correctionnelle a reporté la première audience de ce procès en appel, programmé après le jugement rendu à l'encontre de Karim Tabou le 7 décembre dernier par le Tribunal de première instance de Koléa dont l'appel a été interjeté par le Parquet de la même juridiction mais aussi par la Défense de l'accusé. Le Tribunal de Koléa avait condamné le président du parti de l'Union démocratique et sociale (UDS) (non agréé), Karim Tabou, poursuivi pour "atteinte au moral de l'armée", à un (1) an de prison avec sursis assorti d'une amende de 100.000 Da. Suite aux délibérations dans cette affaire dont les faits remontent au mois de mai 2019, la même juridiction a décidé d'abandonner l'accusation d'"atteinte à l'unité du territoire national" retenue contre Karim Tabou. Le procureur de la République près le Tribunal de Koléa avait requis une peine de trois ans de prison ferme contre Karim Tabou, assortie d'une amende de 100.000 DA, considérant que les déclarations de l'accusé, en mai 2019, "étaient dangereuses et destinées à l'opinion publique nationale avec toutes ses composantes dans un contexte politique sensible traversé par l'Algérie".